



HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

PÉTION-VILLE: CHASSE AUX ÉTALAGISTES



Voir page 4

Le lundi 28 janvier, grande et indigeste a été la désagréable surprise des étalagistes de Pétion-Ville, ces marchands et marchandes qui constataient impuissant/es l'ampleur des dégâts de leurs tréteaux jetés au feu

EXPLOITATION DES RESSOURCES MINIÈRES, QUI EN PROFITE?



Voir page 4

Échantillons extraits du camp d'exploration minière SOMINE dans le département de Trou du Nord, Haïti. Il y a l'or caché dans les collines, l'argent et le cuivre aussi. Aujourd'hui, deux sociétés minières foragent le jour comme la nuit pour déterminer la façon d'obtenir ces métaux surs, et combien cela pourrait coûter. (AP Photo / Dieu Nalio Chery



Moun Delma 2 yo de-nonse komisè gouvèn-man GNBis lan

Page 6

English
Page 9



Haïti, nouvelle « Taiwan des Caraïbes » ?

Page 7



Interview avec le vice-président vénézuélien Nicolás Maduro !

Page 10



Colombie : les FARC interrompent la trêve !

Page 17

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haïti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAÏTI
Wendell Polynice
Daniel Tercier

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jean-Claude Cajou
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudiel C. Loiseau
Anthony Mompérouse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint
Ray Laforest

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514) 727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
718-713-6863 • 647-499-6008
computertrusting@gmail.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Une offensive répressive généralisée !

Par Berthony Dupont

La vie politique haïtienne ne cesse de connaître de brusques accélérations qui ne vont pas sans déconcerter le gouvernement, même quand il estime sans doute être doté du pouvoir judiciaire comme un atout légal, une arme qui l'habilite à non seulement contrôler la situation, mais à se conforter dans l'inacceptable et l'irréparable.

Alors, ce faisant, la preuve est confirmée que la démocratie ne saurait être vécue en laissant le terrain libre aux agents stipendiés du chef de file de l'impérialisme mondial, sans aucune critique sérieuse, sans un mouvement de résistance organisé sous un leadership conscient et conséquent pouvant amener le peuple à reconnaître le grand danger que représente ce régime malsain et affirmer sa volonté de ne pas sombrer dans cette situation de désespoir.

Face à la richesse exhibée par les tenants du pouvoir, le dénuement de la grande masse de la population se fait plus voyant et plus cruel vu que les déshérités sont devenus beaucoup plus nombreux qu'autrefois dans les bidonvilles installés partout dans le pays, où le spectre de la faim les coince et les hante.

Au point où en sont les choses aujourd'hui, le gouvernement Martelly-Lamothe ne joue plus. Il se trouve devant le choix ultime de confronter, qu'on le veuille ou non, les opprimés. Comme la porte lui est grande ouverte, il agit librement à sa guise, du fait que nous lui avons laissé le champ libre pour continuer à faire fleurir le grotesque, les repréailles quotidiennes sur une population inoffensive, comme par exemple ce qui vient d'être fait à la population du Bel Air.

Sans être une surprise pour ceux et celles qui en avaient eu le flair, la composante du nouveau cabinet ministériel duvaliériste de Martelly Lamothe n'a pas manqué, en revanche, d'étonner les grands naïfs qui s'attendaient à des «réformes démocratiques», allant même jusqu'à penser que nous sommes sous un régime de droit et de paix. Alors, comme pour les rassurer dans leur légèreté, le pouvoir a précisément utilisé ce «remaniement» pour justifier sa fermeté dictatoriale.

Depuis quelques temps on assiste, en effet, au déploiement d'une grande offensive répressive contre les masses populaires. C'est dire qu'ils ont entamé ce que nous avions prédit comme l'exprime cette maxime : «toute politique qui exclut l'intérêt de la majorité est à moyen ou à long terme condamnée à la dictature pour se tenir»

Certes, le fait de ne pas combattre ce pouvoir, le renforce justement et lui donne bonne conscience pour avancer sans peur, de sorte qu'il finalise le climat de terreur qu'il s'était préparé à instaurer dans le pays.

La faute : c'est l'absence d'une opposition sérieuse, conséquente, organisée et que seules certaines personnalités s'engagent à dénoncer ce régime, mais que leurs voix restent sans effet. Ainsi, il se trouve que les mercenaires au pouvoir jouissent pleinement de la complaisance de certains secteurs qui, s'ils se mêlaient de la partie, auraient déjà fait renverser la

vapeur. Mais, malheureusement, ils n'ont de préoccupation que d'aller aux élections, espérant qu'à leur tour au pouvoir, on les laissera faire sans les déstabiliser. Quelle naïveté politique !

Alors en réponse, voici que depuis le 16 décembre dernier, à l'occasion du 22ème anniversaire de la victoire aux élections de l'ancien président Jean Bertrand Aristide, 21 militants de Fanmi Lavalas, accusés de casse de pare-brises de voitures, croupissent dans les geôles de Martelly. Sont-ils abandonnés à leur sort, puisqu'on n'a assisté à aucun mouvement de protestation ou de mobilisation pour exiger leur libération. Cette situation confirme que le régime actuel n'est pas un régime de dialogue, ni démocratique. Les actions de l'homme de main de Martelly, tel le commissaire Lucmane Delille, un ancien gnbiste ne sont que des manifestations qui devraient confirmer la nécessité pour les militants honnêtes et sérieux de s'organiser pour les combattre jusqu'à leur changement par des forces nouvelles qui fassent leurs aspirations des masses.

En agissant en pays conquis, la bande à Delille utilise le pouvoir judiciaire pour avancer leur pion, à savoir arrêter des militants dans les quartiers populaires tels Bel Air, San Fil, rue Tirremasse, et Carrefour 3, sous prétexte de faire la chasse au banditisme. Ces nouvelles arrestations qui s'enchaînent, permettraient de démanteler les réseaux de la résistance clandestine dans les zones populaires.

Les actions contre la députée Guerda Benjamin Alexandre, membre des Parlementaires pour le renforcement institutionnel (PRI) que récemment, une quinzaine d'individus dont certains étaient armés, se réclamant du pouvoir « Tèt Kale », ont vandalisé son Bureau politique à Savannette, expliquent nettement le caractère répressif de ce gouvernement. Elle n'est pas passée par quatre chemins pour dénoncer les nombreux actes d'intimidation et de menaces de mort dont elle fait l'objet de la part des escadrons de la mort de Martelly. « Ces attaques sont dirigées contre moi par rapport à mon opposition au pouvoir en place » a-t-elle fait savoir.

Un élément nouveau est venu s'ajouter aux dossiers, c'est l'avertissement qui nous a été adressé ou le cri désespéré de Marie-Danielle Bernadin sous les menaces de son agresseur Josué Pierre-Louis pour nous signaler que nous sommes en pleine injustice dans le pays « Le système judiciaire haïtien me traite en bourreau alors que je suis la victime ». C'est une fureur répressive sans bornes qui commence à nous frapper et ce serait triste et même honteux de voir des électoralistes sans vergogne aller s'aligner pour participer aux élections, si élection il y en aura, sous la direction d'un violeur patenté.

C'est indéniable ! Nous condamnons vigoureusement les actes de banditisme et les visées criminelles de Martelly-Lamothe dans la perpétuation de leur politique de rapine et de pillage !

Nous condamnons fermement cette vague de répression, et exprimons toute notre solidarité aux victimes de ce régime en exigeant la libération de tous les prisonniers politiques et que justice leur soit rendue !

L'avenir pour la liberté et la dignité ne se forge que dans la résistance et le combat !

Bulletin d'Abonnement

A remplir et à retourner à Haiti Liberté 1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210
Tel : 718-421-0162, Fax 718-421-3471

Nom: _____

Prénom: _____

Adresse: _____

Ville: _____

Etat/Pays: _____

Zip Code/Code Postal: _____

Tél: _____

E-mail: _____

Modalités de paiement

Montant : \$ _____

Chèque Mandat bancaire

Carte de crédit

Numéro : _____

Date d'expiration : _____ / _____

Code de sécurité : _____

Tarifs d'abonnements

Etats-Unis

Première Classe
 \$80 pour un an
 \$42 pour six mois

Canada

\$125 pour un an
 \$65 pour six mois

Europe

\$150 pour un an
 \$80 pour six mois

Amerique Centrale, Amerique du Sud et Caraïbes

\$140 pour un an
 \$80 pour six mois

Afrique

\$150 pour un an
 \$85 pour six mois

Un garçonnet kidnappé à Cité Soleil et décapité à Ganthier

Par Jackson Rateau

Le soir du 13 au 14 Janvier dernier, aux environs de 7 heures, Denis Junior Dumont, 7 ans, deuxième année fondamentale, a été kidnappé dans la résidence de ses parents à Cité Soleil. Aux fins d'un sacrifice cruel et abominable, il a été transporté jusque dans la commune de Ganthier où il était séquestré. Il arrive que l'un des coauteurs de ce crime crapuleux, est un ami d'enfance et voisin du père de l'enfant, un certain Enock Capitaine, originaire d'une localité du nom de « Twa Rak » à Camp Perrin. Telle une sorte de simulation de solidarité avec la famille, il l'a aidé dans les démarches de retrouvaille du garçonnet.

Comme condition de l'élargissement de la victime, une rançon de 30 mille dollars US, avait été exigé par les ravisseurs, ce qui, en fait, avait été réduit à 10 mille dollars US. En guise de conclusion regrettable, l'enfant a été sacrifié par les voyous, arguant que cette somme était trop peu et en outre tardive. Dans le cadre de ce dossier criminel, 5 bandits ont été appréhendés par la police de Port-au-Prince.

Un des proches du père de l'enfant, Joseph Dalcy, a fourni les précisions suivantes :

« L'enfant est mon neveu, le fils de ma sœur. Il s'appelle Denis Junior Dumont. A 7 heures du soir, il était avec ses parents à la maison. Vers 7 :30 heures, il a disparu. Les parents l'ont cherché en vain, partout dans le voisinage. Il arrive que le criminel, par qui l'enfant a été enlevé et emmené à Ganthier, Enock Capitaine, soit un bon ami de son père, un habitué de la famille qui, souvent mange et même prend son bain à la maison. Il était celui

qui aidait les parents à retrouver le garçonnet dans la soirée du 13 Janvier. Le lendemain, les ravisseurs ont appelé un voisin, l'informant que l'enfant se trouvait dans leur base à Ganthier et qu'ils réclamaient 30 mille dollars US pour son élargissement.

Alors que le père de la victime, cet infortuné qui vit dans le bidonville de Cité Soleil, vraiment dans l'impossibilité de pouvoir trouver cette somme, la rançon se trouvait réduite à 10 mille dollars. Après un prétendu accord, sachant pertinemment qu'ils n'allaient pas relâcher leur proie, ils ont refusé ce montant.

L'enfant a été conduit chez 'un hougan' à Ganthier dans le but de le sacrifier contre des numéros de loterie (boul bôlèt). Le sacrifice a eu lieu dans la nuit du mardi 15 Janvier 2013. Alors que Enock capitaine a été appréhendé par la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) le soir du vendredi 19 Janvier dernier ; il a été conduit dans la maison du crime à Ganthier le samedi 20 Janvier où l'on a procédé à l'arrestation de 2 individus trouvés dans la maison. Pressurés par les forces de l'ordre, ils ont accompagné la DCPJ chez le 'hougan'. Celui-ci a avoué qu'il avait décapité l'enfant, extrait son intestin et le reste a été mis dans un sac. Un tel sacrifice qu'il a exécuté pour le compte du criminel Enock Capitaine dans l'objectif d'avoir à l'avance les prochains numéros gagnants (boul bôlèt) de la loterie de New York.

La DCPJ est en possession du sac. Mais, nous autres, nous ne sommes pas en mesure d'identifier s'il s'agit de notre enfant ou non. Mais comme le 'hougan' a avoué être l'auteur du crime, je pense que toute la vérité est là... Dans le cadre de cette affaire, 5 personnes ont été interpellées et écrouées par la DCPJ ».

Terribles accidents sur la Route Nationale # 1, 21 morts et des dizaines de blessés graves

Après des vols de bétails des paysans, des viols de nos jeunes (filles et garçons), des assassinats de nos concitoyens et la propagation du virus de choléra sur l'ensemble du territoire national qui a exterminé 7 mille compatriotes et infecté plus que 600 mille autres, le peuple haïtien continue d'abreuver sa coupe de malheur que lui apporte cette force d'occupation du pays, la MINUSTAH. En effet, dans la matinée du vendredi 19 Janvier dernier, dans la ville de Saint-Marc, sur la Grand Rue, proche de la SOGEBANK, un taxi moto, ayant 2 personnes à bord, une fillette et le conducteur de l'engin, a été percuté par un véhicule de la MINUSTAH, une Nissan Patrol blanche UNPOL immatriculée UN 23499. La fillette, Dieudaline Gérone, 12 ans, élève de 4e année fondamentale de l'établissement scolaire Le Normalien, qui a été écrabouillée par le tout terrain des forces d'occupation du pays, a rendu l'âme sur place. Membres Familles, Amis, et condisciples ont versé à flot des larmes sur le cadavre de Dieudaline qui a laissé la vie trop tôt. N'était-ce la présence de cette force d'occupation dans le pays, qui a

trop perdu d'ailleurs, la fillette ferait sa route dans la vie.

En conséquence à cette situation malheureuse, la circulation sur la Route Nationale # 1 a été interrompue par de géantes barricades pour exiger la solidarité de tous les conducteurs et passagers dans ce moment de grande tristesse. Juste en face de la base du contingent argentin dans la ville, armée de pierres, la population Saint-Marcoise s'était massée comme un seul homme pendant toute la journée du vendredi, pour protester contre la présence de cette force infernale dans le pays.

La victime qui baignait dans son sang, a été transportée d'urgence à l'Hôpital ST Nicolas de Saint Marc pour être soignée. Mais, malheureusement elle était déjà passée de vie au trépas.

Par ailleurs, le même vendredi 19 Janvier dernier, à Villar, 1er section communale de Dessalines, aux environs de 5 heures PM, un camion de transport public de modèle Forward, en provenance de Baintet vers Anse à Foleur, dans le Nord-ouest et transportant une cinquantaine de pèlerins

dans un pèlerinage vers la sainte patronne Petite Sainte Anne dans cette commune, a capoté dans une tranchée, alors que le chauffeur, en excès de vitesse, et en outre, sous le poids de la fatigue, avait perdu le contrôle du véhicule. Selon un membre du CASEC de Trouin, Leon Léandre, les pèlerins provenaient de différentes localités dans le Sud-est comme : Baintet, Meyè, Kay Pè Chal, Mireille, Blocos et Carrefour Trouin. Il a aussi précisé que nombreux des victimes sont des marchandes appartenues au Marché de Trouin.

Certains riverains ayant assisté la tragédie, ont témoigné qu'après son renversement dans le canal, l'engin avait éclaté en fumée. Plus d'un ont simulé cet accident à la tragédie survenue sur la Route de Delmas le lundi 16 Janvier 2012 au cours de laquelle 26 compatriotes haïtiens ont perdu leur vie.

Les responsables de l'Hôpital Saint Nicolas de Saint Marc ont dit avoir compté entre 20 à 25 morts, tandis qu'ils se démenaient à pouvoir sauver les blessés profondément atteints.

Un sexagénaire assassiné à La Gonâve

Dans l'après-midi du lundi 28 Janvier dernier, dans la localité de Palma, première section communale d'Anse à Galet, La Gonâve, aux environs de 6 heures, un sexagénaire du nom de Pierre Ducin a été mutilé à

coups de machette par des individus non identifiés.

Cet acte de violence inouï a eu lieu proche de la maison de la victime, à la barrière d'un voisin, pour être plus précis.

Certains riverains ont affirmé que les assassins proviennent du côté de Plaine Mapou, 3e section communale Grande Source. A l'aide d'une moto, ils ont pris la fuite après leur forfait.

Suite à la page (18)



Samantha Valentin

Nou pale Kreyól



104-05, Liberty Avenue, Ozone Park, NY 11417

Ph: 718-577-0711

CONSULTATION GRATUITE

Rendez-vous le soir et les weekends

Nous Offrons de Fraies Raisonnables. Paiements par Tranches



* TEMPORARY PROTECTED STATUS (TPS)

* MARRIAGE BASED IMMIGRATION

(YOU MAY BE ELIGIBLE FOR A GREENCARD EVEN IF YOU ENTERED ON SOMEONE ELSE'S PASSPORT, IF YOU MARRY A CITIZEN)

* DEPORTATION/ CRIMINAL IMMIGRATION/

FEDERAL IMMIGRATION CASES

* POLITICAL ASYLUM

* BATTERED SPOUSES

(IF YOU ARE A VICTIM OF ABUSE FROM YOUR SPOUSE, WE CAN HELP YOU)

* CITIZENSHIP

(WE CAN HELP YOU TO BECOME A U.S. CITIZEN BY PREPARING YOU FOR THE EXAM AND ACCOMPANYING YOU TO THE INTERVIEW)

* SPONSORING YOUR RELATIVES

* CRIMINAL

(WE CAN ASSIST YOU WITH ALL YOUR CRIMINAL MATTERS.)

* BANKRUPTCY

(YOU MAY BE ABLE TO GET RID OF ALL YOUR DEBTS INCLUDING CREDIT CARD PAYMENTS, JUDGMENTS, COURT ORDERED GARNISHMENTS BY FILING BANKRUPTCY. WE HAVE HELPED MANY INDIVIDUALS, WHEREIN THEY DID NOT HAVE TO PAY THEIR CREDITORS BY FILING BANKRUPTCY)

* DIVORCE & FAMILY LAW

(UNCONTESTED & CONTESTED DIVORCE; ORDER OF PROTECTION, MAINTENANCE, CHILD SUPPORT AND CUSTODY ISSUES)

Haiti: Exploitation des ressources minières, qui en profite?



La Société d'exploitation de ces gisements est la SOMINE S.A. ci-devant Saint Généviève du Canada. Elle dispose de 75 millions de dollars US pour réaliser les études afin de déterminer la densité d'une autre mine limitrophe située dans la localité de Blondin, a fait savoir Ludner Remarais

Par Isabelle L. Papillon

Le 21 décembre 2012, le gouvernement kaletè de Martelly-Lamothe dans le cadre de sa politique d'investissement : « Haïti est ouverte aux affaires », a délivré trois (3) permis d'exploitation minière à des compagnies étrangères. Deux (2) contrats pour exploiter de l'or et l'autre pour le cuivre, dans la localité de Douvray dans le département du Nord-Est du pays. L'une des mines possède des gisements, estimés à 200 millions de tonnes de minerai. De ces gisements, on a estimé la quantité de cuivre à 1, 014,000 tonnes, sans compter de l'argent et du molybdène. La valeur brute de cette mine est évaluée à 11, 556, 800,000 dollars US et le coût d'exploitation est évalué à 58,47% de la valeur brute, a informé le directeur du Bureau des mines et de l'Energie, Ludner Remarais, larmes aux yeux par devant la Commission sénatoriale dirigée par le sénateur Jean William Jeanty. La Société d'exploitation de ces gisements est la SOMINE S.A. ci-devant Saint Généviève du Canada. Elle dispose de 75 millions de dollars US pour réaliser les études afin de déterminer la densité d'une autre mine limitrophe située dans la localité de Blondin, a fait savoir Ludner Remarais.

Considérant l'importance de cette affaire, le Parlement haïtien devrait être contacté puisqu'elle concerne les réserves stratégiques des ressources du pays. Après différentes formes de protestation et de dénonciation, la commission sénatoriale des Travaux Publics, Transports, Commu-

nication et de l'Energie avait invité le ministre des Travaux publics, Jacques Rousseau, accompagné du directeur du Bureau des mines, Ludner Remarais, à se présenter pour une séance d'audition sur cette affaire, le mardi 22 janvier 2013.

Par devant cette Commission, les deux responsables de l'Etat ont reconnu que les contrats n'ont pas respecté les normes de la signature des contrats, a déclaré Ludner Remarais. Et quant au ministre Jacques Rousseau, il a promis qu'on va surseoir à l'exécution de ces contrats qualifiés d'illégaux et d'inconstitutionnels. « C'est clair et net, les contrats ne peuvent pas être exécutés avant l'approbation du Parlement. » a-t-il indiqué.

La constitution est claire, a soutenu le sénateur Jocelerme Privert : « Le président de la République est le garant de l'Indépendance nationale et de l'intégrité du territoire. Il négocie et signe tous Traités, Conventions et Accords internationaux et les soumet à la ratification de l'Assemblée Nationale ». C'est ce que stipulent les articles 138 et 139 de la constitution. Et de plus, le sénateur Privert a rappelé que les mines et les carrières font partie du domaine public de l'Etat, par conséquent elles sont inaliénables. Il faudrait une loi pour les transformer dans le domaine privé de l'Etat avant la signature de tout accord.

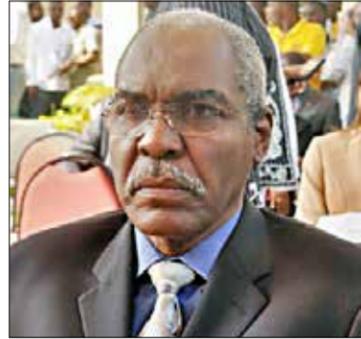
Le gouvernement réactionnaire de Martelly-Lamothe a violé la loi et cherche à utiliser tous les trucs pour parvenir à sa fin qui n'est autre que la liquidation des ressources minières du pays au profit des compagnies étrangères et de leurs laquais locaux.

Remaniement ministériel: Renforcement de l'extrême droite contre le peuple

Par Thomas Péralte

Dans l'intervalle de 9 mois, le gouvernement Kaletè de Martelly-Lamothe est à sa troisième formation de Cabinet ministériel. Ce nouveau cabinet est composé de 23 ministres et de 10 Secrétaires d'Etat, contrairement au gouvernement Préval-Bellerive qui était composé de 18 ministres et quelques Secrétaires d'Etat. Bien que ce dernier n'ait pas été aussi pléthorique que ces deux (2) derniers Cabinet de Laurent Lamothe, il avait donné beaucoup plus de résultats concrets.

En effet, par l'arrêté daté du 12 janvier 2013, vu et approuvé par le président Michel Joseph Martelly, Laurent Lamothe a nommé les citoyens dont les noms suivent ministres et Secrétaires d'Etat : Le Citoyen Laurent Salvador



David BAZILE, Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales

LAMOthe est nommé Ministre de la Planification et de la coopération externe ; David BAZILE est nommé Ministre de l'Intérieur et des Collectivités Ter-

ritoriales (remplace Ronsard Saint-Cyr) ; Pierre Richard CASIMIR est nommé Ministre des Affaires Étrangères et des Cultes ; Jean Renel SANON est nommé Ministre de la Justice et de la Sécurité Publique ; Marie Carmelle JEAN MARIE est nommée Ministre de l'Économie et des Finances ; Thomas JACQUES est nommé Ministre de l'Agriculture des ressources naturelles et du Développement Rural ; Jacques ROUSSEAU est nommé Ministre des Travaux Publics, Transports, Énergie et Communications ; Wilson LALEAU est nommé Ministre du Commerce et de l'Industrie ; Stéphanie Balmir VILLEDROUIN est nommée Ministre du Tourisme ; Vaneur PIERRE est nommé Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ; Florence Duperval GUILLAUME est nommée Ministre de

Suite à la page (15)

Pétion-Ville: Chasse aux étalagistes

Par J. Fatal Piard

Déjà à l'aube du lundi 28 janvier, grande et indigeste a été la désagréable surprise des étalagistes de Pétion-Ville. A première vue, la circulation piétonne et automobile affichait une fluidité contraire à l'ordinaire. Mais, c'était aux pauvres étalagistes de payer lourdement les frais du manque de planification patente de ces nouvelles autorités municipales.

Ces agents intérimaires de l'exécutif forts de cette impunité patente pour laquelle ils ont largement œuvré, se croient tout autorisés. Ceci c'est pour vous dire que rien ne saurait justifier de telles injustices. Une soixantaine d'agents déterminés à rendre la vie dure à ces étalagistes ont investi toutes les rues de Pétion-Ville.

Il convient de mentionner que plusieurs raisons justifient cette situation pour le moins insoutenable pour les usagers de la voie publique de cette ville. Point n'est besoin de parler des violences inouïes et des exactions dont ont été victimes les étalagistes. Les tréteaux jetés au feu allumés soit à l'emplacement de l'ancien cimetière soit à l'emplacement de l'ancien marché de Chada brulaient dans des flemmes vives.

A chaque carrefour s'attroupaient les marchands et marchandes qui constataient impuissant/es l'ampleur des dégâts et qui n'osaient exprimer tout haut leur désarroi. Aux abords du tribunal nous avons pu nous entretenir avec l'une des mairesses Madame Ker-



Point n'est besoin de parler des violences inouïes et des exactions dont ont été victimes les étalagistes

ma Duval. Elle s'est réjouie de pouvoir entreprendre des initiatives lui permettant de redorer le blason de cette ville qu'elle a l'honneur de diriger.

La mairesse ne pouvait qu'exprimer sa ferme détermination à redorer le blason de Pétion-Ville. Elle nous a appris que la mairie a bien pris le soin de mener toute une campagne de sensibilisation. Outre les spots diffusés à partir des voitures, elle soutient avoir dépêché des agents pour leur faire savoir que nous ne saurions tolérer que les étalagistes se permettent le luxe de créer ainsi autant d'anarchie. « Alors, personne ne saurait insi-

nuer qu'ils n'étaient pas au courant de cette action de déguerpissement. D'autres espaces ont été aménagés à leur intention. Parmi eux on retrouve le marché la Coupe, au carrefour Te-lele, à Bois Moquette. Définitivement il faut que notre ville retrouve son visage d'antan. La rue doit être réservée aux voitures, les trottoirs aux piétons et le marché aux marchands/es », a conclu la mairesse Duval. Madame Duval ne va faire croire à personne qu'elle est en train de réinventer la roue. Ce slogan qui date de 2006 était quotidiennement sur les lèvres de Madame Claire Lydie

Suite à la page (15)

EXPERT
INCOME TAX PREPARATION
Jean F. Joseph
Global Multi-Services

1776 Nostrand Avenue
(between Glenwood & Avenue D)
Brooklyn, NY 11226
718.282.8986
347.261.4703 cell

NICLAS EXPRESS INCOME TAX & INSURANCE AGENCY

Fast Refund

Also:

- ✓ Cargo Services
- ✓ Immigration Services
- ✓ Affidavit of Support

6234 NE 2nd Avenue
Miami, FL 33138
Niclas Pierre

Office: 305.759.8244 • 305.759.8485 Cell: 305.409.0213

Director: Florence Comeau
Interlink Translation Services

- * Translations * Interpreters
- * Immigration Services
- * Resumé * Fax Send & Receive
- * Much more.

English • French • Kreyòl • Spanish

Tel: 718-363-1585
899 Franklin Avenue,
Brooklyn, NY 11225

Petit à petit, le malfini Michael Duvalier Martelly fait son nid

Par Fanfan la Tulipe

On sait que pour construire son nid l'oiseau fait des centaines de vateven avec dans son bec une brindille, une ramille, une fine branche, une branchette, une mince tige, une tigarette, des brins d'herbe, des petits bouts d'herbette, une feuille, un fêtu de paille ou un peu de mousse. Même si chaque brindille ajoutée est une étape relativement insignifiante par rapport au projet final qui d'ailleurs prend du temps, l'oiseau travaille de façon assidue et régulière. Et à force de détermination et de persévérance, le nid finit par prendre forme.

Il va sans dire que lorsque l'oiseau construit son nid, il cherche à partir sur des bases sûres pour ne pas risquer que le nid tombe. Aussi, il choisit bien l'emplacement: à même le sol, un nid bien camouflé dans la végétation; en hauteur, dans les buissons épineux, les haies denses, les troncs creux d'arbres morts ou malades, les entrelacs des vignes; à l'intérieur des granges et des écuries, parfois aussi sous un pont. En ce qui concerne les aigles, certains construisent, de préférence sur des rochers inaccessibles, de vastes plates-formes de branchages superposés que l'on appelle une aire. Celles-ci sont utilisées plusieurs années simplement en consolidant l'édifice chaque année.

Heureusement, un instinct naturel porte les oiseaux à utiliser des techniques fort avancées comme les noeuds, le tissage et même la couture. C'est le cas de la fauvette couturière dans différents pays d'Asie. Ils peuvent ainsi, en prenant le temps qu'il faut, donner un maximum de stabilité à la structure initiale de leur nid qui éventuellement recevra leurs couvées ou même leur servira d'abri. L'oiseau aura ainsi parfait son projet et atteint son but de conserver la vie et la survie de l'espèce.

Je me suis intéressé cette semaine aux nids d'oiseaux, parce que je connais un gros *zwazo* méchant, l'*avis malfinitus*, un *malfini* qui a commencé à construire sa plateforme de branchages magouillards et de tiges liberticides après avoir bénéficié des hauteurs antidémocratiques et inaccessibles que lui a facilitées l'aigle impérial. Je me suis intéressé aux nids d'oiseaux parce que je connais un *ye zwezo malveyan bèkèfè* qui depuis le 14 mai 2011, si ce n'est avant, a commencé à construire son nid de dictature pour y confiner la liberté de la parole, les libertés en général, pour les garder prisonnières de ses démesures et de sa mégalomanie sans grandeur.

Ce *malfini* aux serres duvaliéristes et au bec crochu macoute a amorcé un



Un aigle en plein vol emportant sa proie : l'image même du «grand prédateur» construisant petit à petit son nid de dictateur

ballet de manœuvres combinardes, roublardes, madrées, retorses, machiavé-liquies, de concert avec d'autres *malfini* de son espèce pour donner forme à son nid de malveillance et de magouilles souterraines dès le 29 novembre 2010. Il a eu pour l'appuyer et le conforter le plus grand des *malfini*, le mentor des grandes manœuvres aviaires, l'aigle auréolé de cinquante étoiles. En fait, techniquement ce n'est pas un aigle, mais un pygargue à tête blanche, armé pour la circonstance des treize flèches, symbole de la puissance militaire impériale.

Pygargue ou aigle, il s'agit d'un rapace cruel, symbole d'orgueil et d'oppression. Lors des élections présidentielles de novembre 2010 et plus tard en janvier 2011, il s'est servi de ses puissantes serres de terreur, a poussé un strident glattement, un lugubre trompement – cris sinistres des rapaces – pour imposer à la nation haïtienne un oiseau de proie, un *avis malfinitus* chargé de bâtir un grand nid antidémocratique aux contours d'un néolibéralisme agressif, propre à faire avancer coûte que coûte les ambitions impériales, au détriment des intérêts des Haïtiens, sous l'œil vigilant d'une armée d'occupation et d'une force de police à vocation répressive.

Perché au haut d'un rocher d'intimidation, lors d'un soi-disant débat électoral, l'*avis malfinitus* a glati et volé en direction des médias accourus pour enregistrer ses lugubres glattements. L'un d'entre eux a vu de presse la hideur des griffes d'un *zwazo* méchant. Les serres de l'animal étaient menaçantes, provocantes, inquiétantes, intimidantes. A tout moment, elles pouvaient faire de l'impertinent journaliste une petite bouchée antidémocratique: *kite l vini,*

se voye yo voye l. L'homme de presse en fut quitte pour une de ces glaçantes frayeurs qui sans doute l'aura longtemps poursuivi.

Les médias se contentèrent de signaler la malfinitude de l'oiseau aux serres d'intolérance et d'intransigeante mesquinerie. On en parla sous cape, les capons ayant pris leur parti de ne pas se blesser au contact de l'animal au bec tranchant, évitant ainsi le risque d'être contaminés par des maladies dangereuses d'origine aviaire, telles la psittacose, l'ornithose, la chlamydie, la duvalièrose, la macoutose, la jean-claudose, la papadocose, la tibobose, la bôspentose. La formation d'un nid antidémocratique avait déjà commencé sous les yeux éberlués de la société haïtienne.

L'oiseau de proie amena des branches d'irrespect et tiges d'injures, des feuilles sèches de dérives autoritaires, des copeaux d'écorce faits d'entorse à la constitution, du bois vermoulu de figures d'ancien régime, des touffes d'herbes d'autoritarisme sous forme d'arrestation d'un parlementaire, des branchettes de viol de la constitution. Des houppes de cheveux furent arrachés aux sénateurs et aux députés à coups de fric pour approuver un Premier ministre sulfureux comme lui seul. La presse eut beau se tordre de dénonciations, de critiques acerbes ou mesurées, les opposants politiques eurent beau gesticuler, palabrer, ergoter, pérorer, chinoiser, discuter, piailler, pinailler, dérailler, rien n'y fit. Le *malfini* continuait à construire son nid de mensonges, de bluffs, de faire valoir, de tapage publicitaire, de propagande éhontée.

A court d'herbes sèches locales, l'*avis malfinitus* s'est envolé à maintes reprises vers des cieux «étrangers» en quête de résine de bois madrilène, de



Malfini yè, malfini jodi, malfini demen, tout se fanmi, tout se zwazo mechan

gomme d'écorce d'érable rouge carminé japonais, de gomme de frêne à fleurs d'Italie, de frêne oxyphille des bords de Méditerranée, de frêne chauve d'Asie, de sève des hampes de noisetier chilien ou de pulpe de mangoustan vietnamien. Autant de substances gommeuses pour faciliter l'assemblage des matériaux servant à la construction du nid, mais finalement qui coûtent cher au trésor public, à la nation.

Pour l'assemblage du nid à vocation dictatoriale, l'utilisation des feuilles sèches de corruption est un must. Des arbustes à feuilles corruptrices poussent drus dans les jardins entourant l'habitat du *malfini*. On essaie de corrompre un commissaire de gouvernement pour le porter à autoriser une trentaine d'arrestations illégales d'opposants, on le révoque purement et simplement parce qu'il a refusé d'obtempérer et d'agir dans l'illégalité; on corrompt des parlementaires, on corrompt un juge instructeur qui fait libérer un certain Calixte Valentin sans être jugé pour son implication présumée dans l'assassinat d'un commerçant de Fonds Parisien, femme et fils du *malfini* utilisent des fonds de l'Etat sans être comptables devant la nation.

Une propagande mensongère bat son plein malgré l'évidence de la mystification, de l'argent est prélevé sur des transferts de fonds venant de la diaspora en dehors des normes légales et qui semble être empoché par l'entourage familial et politique immédiat du *malfini*, l'espace universitaire est violé avec violence contre les personnes et les biens, on assiste déjà à la mise en place d'une

milice rose aux fins de répression sous forme d'une entité bizarrement dénommée «Le Police».

Petit à petit le *malfini* est en train de rogner sur les espaces de liberté, de moralité, de démocratie, d'un État de droit et de bonne gouvernance. Il s'arroge même la prétention de manifester publiquement son intention d'instaurer une présidence à vie à travers un fils accusé de corruption présumée. Récemment, il a testé l'opinion publique en menaçant de réduire le mandat des sénateurs déjà élus pour une période de six ans. Comment va-t-il pouvoir le faire constitutionnellement? Personne ne le sait. Mais manifestement, il y pense. Qui dit le contraire?

Dans la foulée, on se rappellera que François Duvalier, en avril 1961, avait réécrit la Constitution et organisé une élection présidentielle à candidat unique. Il avait été réélu pour un autre mandat de six ans, et prononcé la dissolution du Parlement. En juin 1964, il se proclama président à vie suite à un «référendum» qui l'avait approuvé à «99,99%», un pourcentage effrayant et indécent. Ça ne vous dit rien, messieurs et dames des partis politiques, opposants, membres de la presse et camarades des organisations populaires?

Un *malfini*, le *malfini* Michael Duvalier Martelly est en train de construire son nid de dictature. Il prend son temps. Même, l'élève est en train de dépasser le maître François. Après avoir reçu l'onction morale du Vatican, on doit s'attendre à le voir devenir plus agressif. *Pa di m m pat di nou.*

GO WITH A PRO **JOINS**
Tax & Financial Services

Jean Claude Denis
Income Tax Service

Electronic Filing Service &
Refund Anticipation Checks (Refund Advantage)

- 15 Years Experience
- IRS - E-File
- Year-Round Service
- Income Tax Preparation
- Notary Public
- (All States)

2804 Church Avenue, 2nd Floor, (between Nostrand & Rogers Aves.)
Brooklyn, NY 11226
718.284.1325 • 917.771.6294

LA DIFFERENCE
AUTO SCHOOL
LEARN TO DRIVE

La Différence Auto School

836 Rogers Avenue
(between Church Avenue
& Erasmus Street)
Brooklyn, NY 11226

Manager: Ernst Sevère
Tel: 718-693-2817
Cell: 917-407-8201

MENEZ JEAN-JEROME
Attorney at Law

Real Estate
Immigration-Divorce

4512 Church Avenue
Brooklyn, NY 11203

Nou pale kreyòl!

(718) 462-2600
(914) 643-1226 CELL

KAPTE
BOUKAN

101.9 FM • SCA
Radyo Pa Nou
Emisyon KAKOLA
Konbit Ayisyen pou Kore Lit la ann Ayiti

- Nouvèl •
- Analiz •
- Kòmantè •
- Deba •

Pou yon Ayiti Libere
(917) 251-6057
www.RadyoPaNou.com
Mèkredi 9-10 pm

Moun Delma 2 yo denonse komisè gouvènman GNBis lan

Komisè gouvènman GNBis Pòtoprens lan, Lucmane Delile fè konnen limenm ak Lapolis te debake nan Delma 2 vandredi 25 janvye 2013 la, kote li te arete 61 bandi k ap koupe rache, fè kadejak, touye moun, volè epi teworize popilasyon an. Li fè konnen baz gang ki rele 117 la, ki t ap tire kout zam la-jounen kou lannwit, kraze nètalkole. Bandi yo ki te genyen yon estrateji pase kadna nan pòt yo pou fè konnen yo pa la, Lapolis ki te dekouvri estrateji sa a, kraze pòt yo epi antrè anndan kay la arete bandi yo ki te anndan, *Suite à la page (18)*



Komisè gouvènman GNBis Pòtoprens lan, Lucmane Delile

Kòdinasyon Fanmi Lavalas Kwadèboukè apiye manifestasyon 7 fevriye 2013 la

Nan yon konferans pou laprès kòdinasyon Fanmi Lavalas Kwadèboukè te bay madi 29 Janvye an, kòdonatè l, Augustin Saint-Victor fè konnen yo menm nan kwadèboukè yo apiye gwo kokennchenn manifestasyon pasifik k ap fèt nan Pòtoprens jedi 7 fevriye 2013. E yo mande tout moun nan zòn metwopoliten an pote kole nan manifestasyon sa a, pou di non ak tout pèsèksyon, represyon politik, eskizyon ak vyolasyon dwa moun. Manifestasyon sa a se òganizasyon baz Fanmi Lavalas yo ki lanse l, patikilyèman Fòs Patriyotik pou Respè Konstitisyon an (FOPARK) nan okazyon 27e anivèsè depa diktati Duvalier yo nan peyi Dayiti ak 22e anivèsè arive prezidan Aristide nan tèt peyi a, ki ta pral pran yon koudeta militè 7 mwa apre, 30 septanm 1991. Kòdinasyon Fanmi Lavalas Kwadèboukè mande pèp la rete vijilan paske : « Tren an fè bak 9 janvye 2013, men li pa deraye. Okontrè yo fèk sot fè sèvis nan tren (diktati) a, nan fòm remaniman ministeryèl yo fè la a, sa montre nesèsite pou pèp la double, redouble, triple e kwatriplè vijilans li. »

Kòdinasyon fanmi Lavalas Kwadèboukè te pwofite denonse move sityasyon popilasyon ap viv chak jou nan komin lan, se sa k fè noumenm antan sitwayen nou pa ka rete endiferan san nou pa denonse l : « Anplis granjou wòz la, ensekirite, enjistis sou tout fòm, pwoblèm sante, pwoblèm anviwònman an menm se yon kasketchinwa, n ap pran pi piti a ki se fatra : Chak kote w pase, ou jwenn yon eskonbrit pou zafè fatra, chak moun blije ap veye pou jete yon sak fatra devan kay lòt moun, paske Leta pa pran jesyon fatra anchaj. Komin

nan sal tankou peny ti dan. Konsekans debwazman lakòz mizè peyizan yo vin pi red, rivyè griz reprezante yon malè pandye pou moun laplèn tankou zòn: Remy, Santo, Maren, Bonrepo, anyen pa janm fèt. Rivyè blanch, lak azezi ap vance a gran pa sou pèp Kwadèboukè ak Tomazo.

Kòdinasyon sanite moun k ap viv anba tant tankou: kan marasa, Duval 33, Lise Kwadèboukè, kanaran, koray, Onavil ak tout lòt nou pa site yo grav anpil. Ti machann yo, nan dagou, nan santo, nan maren ap vann e viv nan yon kondisyon moun pa ta dwe viv. Malgre sa a, y ap sibi represyon sou tout fòm. Kanal yo, olye yo sèvi pou wouze jaden peyizan yo, nan Santo, nan Vodrey elatriye. yo bouche ak fatra oubyen yo mal konstwi sou yo, lè lapli tonbe, yo anvayi kay sitwayen yo tankou nan pankad tamaren yo.

Pou tout rezon sa yo, si Eta de dwa vle di : dwa pou moun manje, jwenn sante, viv nan yon anviwònman ki sen, jwenn lwazi, jwenn sekirite, bonjan edikasyon gratis ebyen nou dekouvri yon « R » nan 5 E gouvènman Tètkaletèt se « Reta de dwa » si Eta de dwa ta dwe englobe tout lòt E yo ebyen san dout gouvènman prezidan Martelly a repoze sou yon sèl lèt : « Reta de dwa ».

Nou mande pèp Kwadèboukè ak Tomazo reveye nou, potekole nan tout mouvman pasifik k apfèt, ki vize yon altènativ nan enter mas pèp la. Nou mande pèp ayisyen anjeneral ak pèp Kwadèboukè, Tomazo, anpatikilye desann an mas nan gwo kokennchenn manifestasyon pasifik k ap fèt jou k ap 7 fevriye 2013 la.

Pèp ayisyen an n kole tèt ansanm pou sa k te pase nan Grand Sid la, pa rive nan Gran Nò a tou

Tout ayisyen renmen kanaval, se pou sa je yo pral kole sou ti atik sa a. Ebyen sa n panse a se pa sa. Olyede banbòch, se yon bagay serye nou pral pataje ak ou.

Pa gen yon ane ki pase pou Ayiti pa pote labanyè nan zafè pòvrete ak koripsyon kòm si bagay sa yo se sèl yo nou posede kòm richès. Poutan, si nou pòv, si nou magouyè se pa fòt nou paske pwovèb la di si pa gen sitirè pa gen volè. Sa yo pa p fè lakay yo, yo fè l lakay nou. Egzanp : pou yon kontra minyè siyen, fòk gen anpil pwosedi ki mennen, jiskaske pou l rive kote l dwe rive a. Nan peyi nou an se yon kesyon lajan lanmen do atè. Pale cho, pale vit. Leta se mwen, apre mwen ; pa gen anyen ankò.

Depi lontan bri ap kouri, apre min boksit Miragwàn lan, gen lòt resous minyè ki chita kò yo anba lanmè, anba tèt peyi Ayiti. Se pa vre kote yon ti peyi tankou Ayiti kapab gen min. Pawòl sa yo tout lasentjounen moun te konn ap repete yo. Sa moun sa yo bliye souvan, se pwovèb ki di jamè 2 san 3. Li fasil kote w jwenn yon min ou kapab jwenn yon dezyèm, yon twazyèm. Si se pou sa, dapre ayisyen ki save nan domèn lan, Ayiti chaje ak min.

An nou pran kòm yon egzanp frapan ansyen min boksit Payan an tou pre vil Miragwàn lan. Min konpayi Meriken Reynold's te pase plis pase 10 lane ap eksplwate sou gouvènman Papa Dòk. Ki sa ki te boksit la ? Se te yon tè ki te wouj tankou woukou. Nan tè sa a gen yon matyè ki rele boksit, se nan boksit sa yo estrè aliminyòm.

Tou piti, pandan m t ap pase nan yon batiman, mwen te wè yon lafimen wouj ki t ap soti nan yon tèt mòn. Mwen te mande manman m ki kote sa ye, li te di m : Tèt mòn wouj sa a ou wè la, se pou meriken, se la yo fè bòl sa ki



3 fim kanadyen ak ameriken kanpe nan Gran Nò a, y ap esplwate lò ak kuiv. Kilès ki ba yo dwa, ak kilès yo siyen kontra?

lan men l lan.

Mwen te vin konprann repons manman m lan lè m te kòmanse etidye nan jwografi, depatman ak komin. Prensipal pwodisksyon Miragwàn (Payan) se boksit. Ane te pase, apre

plis pase 50 lane mwen te rive wè ak 2 nawè mwen kèk vye vestij ki te make pasaj yon gwoup ravisè anplèn 20tyèm syèk nan peyi m lan. Yo tete tè, yo souse l jiskaske anyen pa t rete. Men *Suite à la page (18)*

Gran kwazad evanjelik legliz bon Samariten nan Site Solèy!

Jou ki te lendi 21 Janvye 2013 la, Jkomin Site solèy, youn nan pi gran katye popilè nan Peyi Ayiti resevwa te 21 nasyon ki te vin pote soutyen lapriyè bay moun site solèy ki kontinye ap viv nan yon mizè nwa, Grangou ak ensekirite.

Men se sou tèm : Anyen pa enposib pou moun ki kwè nan Bondye, Pastè Astrel Vincent ki se responsab legliz Bon samariten an ak Pastè Dodd Dentley ki soti nan peyi Etazini yo pat mete dlo nan bouch yo, pou l yo te pale ak pèp la, sitou ak Jèn gason, Jèn fi yo pou yo ranmase karaktè yo ak diyete yo. Li mande yo pou yo kale je yo, paske Bondye se yon Bondye ki rich, li pa pòv e li te kontinye pou l di li se youn nan moun ki sòti nan pi gran geto Etazini, li te yon Gangstè, Vòlè; jodia Bondye rele'l poul preche levanjil patou nan mond la.

Nou pa gen pwoblèm ak Pastè Dodd Dentley lè l ap lonje dwèt sou mizè peyi a men li pa janm di kouman se gwo peyi rich yo tankou peyi kote l soti a k ap simaye lamizè konsa k ap domine peyi pòv epi eksplwate tout richès yo. Sa k pi tris la, yo mete sou pouwva yon aryennafè, yon moun kit a dwe nan sant reyabilitasyon oubyen lan prizon pou dwòg.

Lòt kote nou gen gwo pwoblèm ak Dodd se lè li mande tout moun nan Site Solèy ak nan 4 kwen peyi a, pou yo sispann goumen youn ak lòt, kite divizyon pou yo ka rive jwenn vrè



Adwat Pastè Astrel Vincent ki se responsab legliz Bon samariten an ak Pastè Dodd Dentley

chanjman an. Youn nan bagay pou paste konprann se de klas moun k ap goumen anndan peyi a : se moun rich yo ki gen alye yo peyi Etazini ak anpil lòt peyi enperyalis yo ak moun pòv yo. De klas sa yo pap janm sispann goumen tout tan se politik pezeuse sa a ki kontinye ap aplike nan peyi a.

Pastè Dodd pat manke kritike dirijan Ayisyen yo, nan pawòl li yo, li fè konnen : mwen remake dirijan Ayisyen yo toujou ap repete Ayiti pòv, poutan se gwo mak machin, se bèl kay, se nan liks y ap viv, vwayaje tout kote nan mond lan epoutan pèp la kontinye ap viv nan labou.

Pastè a mande pou kreyen yo

lapriyè pou demen kapab pote yon van chanjman paske li gen 3 lane l ap vwayaje Ayiti li pa wè chanjman yo te swete a, li fèk kare vini site solèy pou l pote kontribisyon pa l bay pèp la ki gen anpil nesèsite.

Après gran kwazad sa a nan site solèy, Bwa nèf, Ti Ayiti, site Solèy plonje nan yon konfli ki bay 8 moun mouri pou pi piti, plizye kay kraze ak anpil moun ki blije kite kay yo. Jounen Jodia Site Solèy tounen yon katye ki nan fènwa, pa gen lajounen ak lannwit, tout moun ap viv nan yon laperèz se veye anwo, veye anba pou tren ensekirite politik la pa frappe w.

Wendel P. ak Daniel T

FRITAYE 5 STAR

• Breakfast • Lunch
• Dinner • Fritaille

Catering for all occasions

Gran Pan-Pan Rice
FOR SALE:
Wholesale & Retail

1347 Flatbush Avenue
(bet. Foster Ave. & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11226
718-975-0915-6

Immaculée Bakery & Restaurant
2 Locations en Brooklyn

Spécialités

- Pâtés • Pain • AK-100 • Gâteaux
- Jus citron • Bonbon amidon
- Bouchées • Cornets
- Pain patate (sur commande)
- Bouillon (chaque samedi)
- Soupe (chaque dimanche)

1227 Nostrand Avenue
(entre Hawthorne & Winthrop)
Tél: 718.778.7188

1411 Nostrand Avenue
(entre Linden & Martense)
Tél: 718.941.2644

Haiti, nouvelle « Taiwan des Caraïbes » ?

Par Frédéric Thomas *

Près de trois ans après le séisme qui fit, le 12 janvier 2010, environ 220 000 victimes, on ne parle plus guère d'Haïti. Sauf, « comme d'habitude », au gré des nouvelles tempêtes et autres désastres qui ravagent l'île. Le dernier en date, l'ouragan « Sandy », a détruit, fin 2012, 70% des récoltes du pays et causé le déplacement de plus de 200 000 personnes, générant ainsi la crainte d'une nouvelle crise alimentaire. Le gouvernement a décrété l'état d'urgence et sollicité l'assistance humanitaire internationale. Haïti serait-elle toujours condamnée au cycle des catastrophes naturelles, des urgences et des appels à l'aide ?

Trois ans après le séisme, où en est-on ?

La difficulté pour tirer un bilan de la reconstruction tient au manque de transparence, aux manipulations des chiffres et aux calculs faussés. Ainsi, les 10 milliards de dollars annoncés le 31 mars 2010 lors la « Conférence internationale des donateurs pour un nouvel avenir en Haïti » mêlent en réalité financements déjà budgétés et aides nouvelles, prêts et dons, promesses et engagements effectifs.

Un seul exemple : lors de sa visite éclair à Port-au-Prince le 17 février 2010, Nicolas Sarkozy avait promis une aide financière de la France de 326 millions d'euros. Mais dans cette somme, 40 millions étaient comptabilisés au titre des aides déjà budgétées en 2010 et 2011, et 56 millions représentaient la part française de la dette haïtienne annulée.

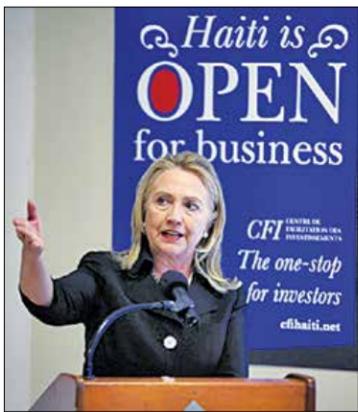
Il y aurait encore plus à dire sur la manière dont cet argent a été utilisé. Les gaspillages, les doublons et autres ratés se combinent à la transformation de la reconstruction en un immense marché dans lequel chaque pays essaie de positionner ses propres entreprises.

Lorsque des critiques s'expriment, elles traitent surtout de la question des lenteurs de la reconstruction et non du chemin qu'elle prend. Les liens (ou convergences) entre la prétendue politique minimaliste des organisations et acteurs humanitaires (« politique du moindre mal, (...) politique minimale de la vie [qui] consiste à entretenir les corps » [1]) et les choix macroéconomiques ne sont guère interrogés.

« Caracol », un parc industriel «



« Caracol », un parc industriel « symbole de la nouvelle Haïti » l'aide internationale à Haïti « c'est 10 000 ONG plus le parc industriel de Caracol »



Hillary Clinton lors de l'inauguration de Caracol...le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a donc servi de catalyseur au projet Caracol, qui existait depuis plusieurs années déjà

symbole de la nouvelle Haïti » ?

Ouvert en grandes pompes le 22 octobre 2012 en présence de Bill et Hillary Clinton – le premier en tant qu'envoyé spécial des Nations Unies pour Haïti, la seconde comme secrétaire d'État américaine –, de l'ancien président haïtien René Préval et de l'actuel, Michel Martelly, le parc industriel de Caracol (ville située dans la région nord du pays), est, avec ses 250 hectares, présenté comme le plus grand espace industriel des Caraïbes.

Il constitue, selon Michel Martelly, « un modèle de coopération internationale et un symbole de la nouvelle Haïti qui bouge ». Et il est vrai que, contrairement au manque général de coordination entre ONG, institutions internationales et autorités publiques, qui ont caractérisé tout le processus de reconstruction, Caracol est un exemple de collaboration. Bénéficiant d'une aide financière de 124 millions de dollars, ce projet constitue le plus important investissement des États-Unis pour la reconstruction. Les productions à venir issues de ce site bénéficieront d'un accès libre – sans taxes – au marché états-unien. Le gouvernement haïtien a, pour sa part, offert le terrain et accordé une exemption d'impôts à la multinationale sud-coréenne du textile Sae-A. C'est ici que cette dernière va ouvrir une nouvelle usine.

Le slogan « Symbole de la nouvelle Haïti » - choisi par le président Martelly lui-même - cache mal le recyclage d'une même politique poursuivie depuis trente ans dans le pays dont le véritable objectif est de le convertir en « Taiwan des Caraïbes ». Sae-A, dont le chiffre d'affaires annuel est de 1,1 milliards de dollars, produit des vêtements pour de nombreuses entreprises nord-américaines dont Walmart, Target ou Gap. Si l'entreprise a annoncé la

création de 20 000 emplois dans les six années à venir, l'ambition du gouvernement haïtien et de ses partenaires internationaux est d'en créer 65 000. Mais ce pari ressemble à s'y méprendre à celui de l'ancien président Jean-Claude Duvalier, dit « Bébé doc », qui souhaitait implanter en Haïti des usines de production de vêtements de sport à destination des États-Unis.

La logique, simple, est toujours la même : tirer profit des « avantages comparatifs » du pays et s'appuyer sur une division « rationnelle » du travail. Pour les promoteurs de ces politiques, Haïti ne saurait avoir d'avenir dans l'agriculture du fait de son voisinage avec le plus grand producteur agricole mondial que constituent les États-Unis. En revanche, le réservoir de main-d'œuvre disponible dans l'île, peu qualifiée et à faible coût, constituerait son atout. D'où l'implantation de zones franches – « maquiladoras » –, censées offrir des milliers d'emplois et produisant essentiellement pour l'exportation (dont une grande part pour les États-Unis).

Reproduction des mêmes politiques

Pourtant, de tels projets n'ont jamais tenu leurs promesses. L'expérience montre que les emplois créés ont toujours été précaires et en quantité bien inférieure à ceux prévus. De plus, ils se sont toujours accompagnés d'un non respect des droits du travail. Les agriculteurs, acculés à quitter leurs terres pour travailler dans ces usines, n'ont plus été en mesure de produire leur propre nourriture et se sont retrouvés dans l'incapacité de l'acheter avec leurs nouveaux salaires de misère. De plus, l'ouverture du marché a conduit Haïti – un pays qui était auto-suffisant sur le plan alimentaire jusqu'au début de la décennie 1980 - à devenir largement dépendante des produits importés. Le cas du riz, produit alimentaire de base, est emblématique. Haïti est devenue le quatrième plus grand importateur mondial de riz états-unien. En 2008, le pays a ainsi importé 82% de sa consommation !

En mars 2010, Bill Clinton a fait preuve d'autocritique en reconnaissant que « cela n'a pas marché ». Et d'ajouter : « C'était une erreur » [2]. Pourtant, cela n'a entraîné aucun changement de politique et le même type de « solutions » est toujours mis en avant. « L'heure n'est plus à l'assistantat, mais à l'investissement durable. Je réitère, mesdames, messieurs, qu'Haïti est ouverte aux affaires de manière irréversible, "Haiti is open for business". Et ceci n'est plus un slogan, il s'agit d'une politique bien réfléchie » a ainsi réaffirmé le président

Suite à la page (16)

Le rôle de l'OIM critiqué dans le retrait des travailleurs haïtiens qui campaient devant le Ministère du Travail à Santo Domingo



Des travailleurs migrants haïtiens délogés sans le versement de leurs prestations légales Photo: Espacinsular

Le samedi 20 janvier 2013, le groupe de 112 travailleurs haïtiens qui occupaient les abords du Ministère du Travail dominicain depuis plus d'un mois pour protester contre la fermeture de l'entreprise Coquera Real sans le versement de leurs prestations légales, a abandonné le mouvement dans une confusion qui a surpris plus d'un. Le rôle joué par l'Organisation Internationale de la Migration (OIM) dans ce retrait est critiqué à la fois par les travailleurs, leurs avocats dominicains et le directeur de la Fondation Zile à Santo Domingo, M. Edwin Paraison.

Le porte-parole du groupe, Francois Ogillio, affirme que les travailleurs ont été trompés par l'OIM. (El Caribe, 21/1/13). Cette organisation internationale leur aurait fait signer, sans qu'ils ne le sachent, un formulaire qui équivaut à l'acceptation d'un rapatriement volontaire.

L'argument utilisé, selon lui, par le personnel de l'OIM pour obtenir leur consentement à laisser les lieux, est la signature d'un formulaire qui « les mettrait à l'abri des poursuites de la Direction de la Migration ». Mais dans la réalité, il s'agissait d'un formulaire d'adhésion à leur rapatriement, selon le porte-parole.

Deux avocats dominicains, les frères Carlos et Lucas Sanchez qui offrent depuis le début du conflit une assistance légale aux victimes de l'entreprise Coquera Real, n'ont pas mâché leurs mots pour critiquer le comportement des fonctionnaires de l'OIM. « Des organismes de l'Etat dominicain de concert avec l'OIM ont orchestré un plan pour évacuer les protestataires haïtiens », aurait déclaré Me Carlos Sanchez à la presse. Ce dernier a accusé le directeur de cet organisme, Cy Winter, de s'être mis au service des autorités migratoires dominicaines. (El Nacional, 19/1/13).

Selon lui, le vendredi 18 janvier 2013, dans les premières heures de la matinée, l'OIM faisait pression pour déloger les travailleurs haïtiens. Il a révélé que dans la nuit de ce vendredi, l'OIM avait proposé une offre en espèces pour porter les ouvriers haïtiens à vider les lieux.

L'avocat soutient que l'idée de l'OIM était de déloger tous les travailleurs haïtiens avec la finalité de les dé-

porter dans leur pays. Pour faire face à cette situation, et vu que certains Haïtiens étaient tombés malades, les deux avocats ont décidé de loger le groupe sur la propriété d'un proche, à Haina, non loin du centre-ville de Santo Domingo.

Me Carlos Sanchez a assuré qu'il fera de son mieux pour accompagner ces Haïtiens jusqu'à ce que les tribunaux se prononcent sur l'affaire. « Comme être humain, je me sens traumatisé par cette situation de discrimination à laquelle sont soumis ces frères haïtiens », des propos de l'avocat rapportés par le quotidien El Nacional.

A noter qu'entre les salaires et les prestations légales dues aux 112 travailleurs haïtiens par l'entreprise Coquera Real, le montant atteint quinze millions de pesos soit l'équivalent de 375,000 (trois-cent soixante quinze mille dollars américains).

Dans une communication avec le GARR, le responsable de la Fondation Zile, l'ex-ministre des Haïtiens vivant à l'étranger, Edwin Paraison, a déploré que l'OIM eut accepté d'intégrer dans un programme de rapatriement volontaire, des travailleurs haïtiens qui défendaient leurs droits de recevoir leurs prestations légales. « Le formulaire soumis par l'OIM indique que le groupe est composé de personnes victimes du tremblement de terre du 12 janvier 2010, alors que parmi elles se trouvent des migrants embauchés depuis 10 ans dans l'entreprise Coquera Real », déplore l'ex-ministre des Haïtiens Vivant à l'étranger (MHAVE).

Il est regrettable, a-t-il ajouté « qu'une revendication ouvrière pacifique, sans précédent en République Dominicaine, soit brisée par un organisme international comme l'OIM ».

Depuis le 14 décembre 2012, semaine après semaine, entre l'ardeur du soleil, le jour et le froid la nuit, les 112 travailleurs haïtiens déterminés, étaient restés postés avec femmes et enfants pour exiger le paiement de leurs indemnités suite à la fermeture de l'usine Coquera Real propriété de l'homme d'affaires dominicain Alonso Luna.

GARR 21 janvier 2013

POTENTIAL VEGETAL

HERBS & VITAMINS

- Vitamins
- Herbs
- Supplements

ALL NATURAL

1358 Flatbush Avenue
(between Farragut & E. 26th St.)
Brooklyn, NY 11210

Toll Free: 855 **421-6030**
Local: 718 **421-6030**

www.PotentialVegetal.com

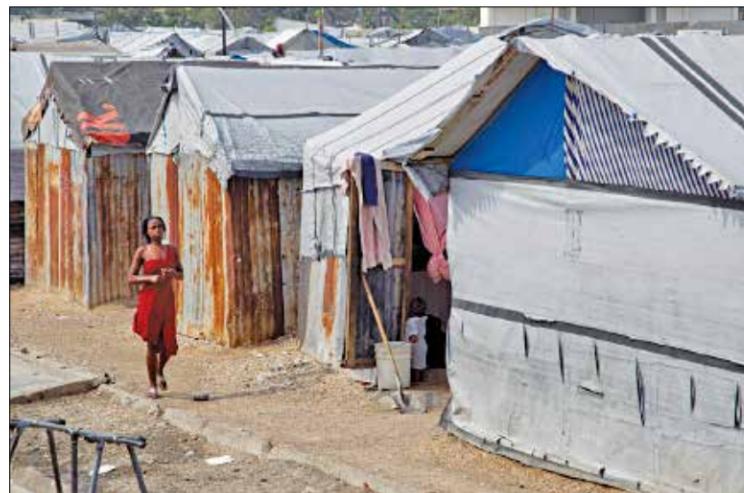
Haïti : Une économie de simulacres

Par Leslie Péan

Il n'y a actuellement aucun développement réel en marche en Haïti. Tout ce qui ressort de l'analyse des indicateurs économiques n'est que simulacres, bluff et des apparences trompeuses. On l'a vu avec la Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti (CIRH) qui a été créée après le séisme et dont la maigreur des résultats a été reconnue de manière unanime. Trois ans après le séisme, il est universellement admis que la reconstruction annoncée à grand renfort de publicité a été un fiasco. Les images de la désolation sont affichées dans tous les journaux du globe (1). Et les causes de cette désolation ne sont pas uniquement naturelles, avec les ouragans et la sécheresse qui ont suivi le séisme. Elles sont aussi et surtout

nages à faible revenu. L'escalade des prix se manifeste particulièrement dans les cas du riz, du pois noir, du maïs, local et importé, du petit mil, du sucre rouge, de l'huile de cuisine, des spaghetti (7). La population vivant dans l'insécurité alimentaire est passée de 0.8 million en 2011 à 1.52 million de personnes en 2012 (8). Dans le même temps, les dispositions légales relatives au salaire minimum ne sont pas respectées par 21 des 22 entreprises d'assemblage du secteur industriel (9). Le ratio du crédit intérieur au secteur privé par rapport au PIB n'est que 15% en 2011 alors qu'il est de 22% en République Dominicaine.

Le rationnement du crédit par les banques commerciales a pénalisé rudement les agents économiques tout en procurant des liquidités à l'État à travers l'achat des bons BRH et en finançant le gouvernement américain



Camp Jean Marie Vincent. Le plus grand simulacre du gouvernement actuel a été de déplacer les victimes du séisme des places publiques et du Champ-de-Mars pour les placer dans des conditions similaires ou pire dans des endroits moins fréquentés

humaines dans cette société qui, selon les plus avisés, persiste à se choisir des incapables pour la diriger (2). Vingt mois après la prestation de serment du président Martelly, « 360.000 Haïtiens sont encore déplacés et vivent au jour le jour dans 496 camps de tentes à travers le pays, selon l'Organisation internationale pour les Migrations. La plupart ne mangent qu'un repas par jour (3). »

La communauté internationale considère que le gouvernement haïtien est composé d'incapables, de ce fait, elle refuse de lui confier les fonds promis pour la reconstruction. En effet, le gouvernement Martelly n'a pas reçu 1% de l'aide dépensée en Haïti (4). Après le tremblement de terre de janvier 2010, une propagande malsaine avait été orchestrée autour d'un taux de croissance de l'économie haïtienne allait atteindre. Les propagandistes avaient alors parlé d'un taux de croissance de 8% pour l'économie. C'était au début une façon d'appuyer le gouvernement Préval, puis celui de Martelly qui a prêté serment en mai 2011. La réalité a été tout autre. Le taux de croissance de l'économie haïtienne en 2012 n'a été que de 2.5% et les pays donateurs ont réduit l'appui budgétaire au gouvernement parce que disaient-ils, ce dernier n'a pas les compétences nécessaires pour exécuter les projets et ni l'intégrité qu'il faut pour en assurer le suivi (5). Haïti est ainsi devenue la risée du monde.

L'apartheid bancaire

Les dépenses folles du nouveau gouvernement ont contribué à augmenter le ratio du déficit public au PIB à près de 7.7%, soit le double de ce qu'il était à la prise du pouvoir du président Martelly (6). Le Tableau 1 intitulé Hausse des prix des produits alimentaires montre à quel point les politiques du gouvernement de Martelly ont pénalisé les mé-

par l'achat des bons du trésor américain. Quelle ironie de voir les pauvres épargnants haïtiens financer les riches américains ! Cet effet d'éviction (crowding-out effect) qui se produit quand l'État entre en concurrence avec les autres agents économiques a durement frappé ces derniers au cours de la période 1996-2010. L'apartheid bancaire continue de fonctionner à plein rendement en servant moins de 1% de la population (90 000 personnes). Cet apartheid du système financier est un obstacle qui bloque l'accumulation du capital. Le nombre des emprunteurs en 2010 n'était que de 11 597 personnes (ce nombre était de 13 583 en 2008) dont 795 représentant 6.85% recevaient 88.8% des prêts. La concentration du crédit vient ainsi renforcer la concentration du capital au détriment du développement.

Au cours de la même période, l'encours des prêts de 5 000 000 gourdes et plus était de 22 246.458 millions de gourdes sur un encours total des prêts de 27 170.43 millions de gourdes (10). Dix ans auparavant, soit en 2001, le système bancaire avait un total de 6 322 emprunteurs et un encours de dix milliards de gourdes avec 465 emprunteurs, dont 425 représentant 7% recevaient 68% des prêts. Remarquons que le développement de la microfinance avec un portefeuille de 95 millions de dollars en 2010 ne change en rien l'apartheid bancaire. Les 240 000 emprunteurs de ce sous-secteur avec des emprunts d'une moyenne de 470 dollars américains ne représentent qu'une goutte d'eau, une infime fraction de l'encours des prêts du système bancaire global.

De manière générale, la politique économique et monétaire qui continue sans aucun changement est désastreuse pour la compétitivité de l'économie haïtienne en général et pour celle du secteur agricole en particulier.

Des déplacés-es violemment expulsés-es de la place Ste Anne sans avoir reçu les allocations promises par les autorités pour leur relocalisation

Des dizaines de familles déplacées violemment expulsées de la Place Ste Anne, le 12 janvier 2013, date marquant le troisième anniversaire du séisme, n'ont rien reçu comme allocation avant leur expulsion, selon des témoignages recueillis par le GARR.

Plusieurs rendez-vous proposés par la mairie de Port-au-Prince pour leur remettre l'allocation de 20,000 gourdes promise, sont restés vains, ont confié des victimes.

Le prochain rendez-vous avec les autorités municipales est fixé au 22 janvier 2013, soit 10 jours après l'expulsion de ces familles sinistrées, à la Place Sainte Anne, a appris le GARR.

Le 16 janvier écoulé, des déplacés mécontents, brandissant des coupes, avaient décidé d'occuper l'entrée principale de la Direction de la protection Civile de Turgeau, entité en charge du suivi du dossier pour la Mairie.

A cette occasion, ils/elles ont dénoncé le comportement des responsables de la mairie de Port-au-Prince et de la protection Civile qui auraient favorisé d'autres personnes n'ayant jamais été sur le site. «Après qu'ils sont venus nous expulser de la place St Anne comme des animaux, ils n'ont même pas honte de falsifier la liste au profit de leurs proches. Voilà ce qui nous empêche de recevoir notre argent bien que nous ayons le coupon distribué avant le déguerpissement», ont déclaré d'un air frustré, Marie Ange et Henry.

La responsable du comité du site, Carnise, qui était venue apporter son soutien aux sinistrés-es non encore dédommages, a indiqué que des membres de la Protection Civile de la mairie avaient distribué 364 coupons, le 7 janvier 2013 tandis qu'il y avait 600 familles sinistrées sur le site. Le lendemain, l'Administration municipale commençait à appeler quelques-uns d'entre eux pour leur octroyer l'allocation destinée aux frais de loyer d'un logement.

«La Mairie ne nous a même pas donné une marge de manœuvre pour chercher une maison, elle a envoyé ses agents conjointement avec la Pro-



Des déplacés-es en file d'attente pour réclamer les allocations promises par la mairie de Port-au-Prince Photo: Josué Michel

tection civile et la Police pour nous expulser comme des chiens. J'avais constaté la blessure de quatre personnes dont un bébé et un enfant de 5 ans heurtés par une planche au moment où des agents détruisaient leur tente avec rage. D'autres ont essuyé des coups de pierre et des occupants du site indiquent avoir perdu argent et téléphones portables», a-t-elle indiqué le 16 janvier écoulé.

Le même jour, deux membres du Collectif haïtien des Organisations pour la Défense du Droit au Logement tentaient vainement de rencontrer sur le dossier, l'édile de Port-au-Prince. Quant aux responsables de la Protection Civile basée à Turgeau ils se sont refusés à tout commentaire.

Des déplacés ont confié au GARR que, suite à cette expulsion forcée opérée à leur rencontre sans le versement de l'allocation à laquelle s'étaient engagées les autorités, des familles n'ayant nulle part où aller, ils/elles continuaient pendant plusieurs jours de dormir sur la Place Sainte Anne.

Interrogé sur les opérations d'expulsions des sinistrés de la place St Anne, le 17 janvier 2013, par l'un

des membres de la Section de Communication & Plaidoyer du GARR, le Directeur de la Division de Relocalisation et Réhabilitation de quartiers, Clément Bélizaire, a fait remarquer au cours d'une cérémonie visant à présenter les réalisations et perspectives du programme 16 quartiers 6 Camps (16/6) de la Présidence haïtienne que l'Unité qu'il dirige avait procédé au recensement de ces déplacés-es en mai 2012, il y avait alors 270 familles sur le site.

M. Bélizaire s'est interrogé sur l'augmentation de cet effectif et niait toutefois qu'il y eut des violences dans la délocalisation des déplacés-es le 12 janvier dernier. «Cela peut arriver que ces sinistrés aient attaqué les agents ayant conduit cette opération et ces derniers pouvaient bien avoir riposté», a-t-il avancé. Ces sinistrés ont menacé de remonter leurs abris provisoires si l'Administration municipale de Port-au-Prince ne se penche pas sur leur sort.

Soulignons que la Constitution du 29 mars 1987 fait obligation à l'Etat haïtien de doter les citoyens/citoyennes de logements décents.

GARR 21 janvier 2013

Au lieu de réfléchir sur ces choses-là, nous persistons à accorder des valeurs à des choses qui n'en ont pas. En souscrivant à une économie de simulacres, souvent sans en prendre conscience. Les bailleurs de fonds internationaux trouvent dans l'inexpérience du nouveau pouvoir une bonne raison ou un prétexte pour consolider leur vision du pays comme la république des ONG (organisations non-gouvernementales). Dans leur optique, Haïti est dirigée par un gouvernement de voyageurs dont les « pérégrinations et les indemnités journalières soupçonnées d'être associées avec eux sont devenues une source de plaisanteries mordantes (11). »

L'élément fondamental de mesure du faux-semblant du gouvernement actuel est le budget de 2012-2013 qui n'a même pas été voté par le Parlement haïtien. On n'y trouve aucune mesure structurelle pouvant avoir un impact important sur l'emploi des jeunes, la justice, la sécurité des citoyens, la reconstruction, le logement, l'énergie électrique, l'assainissement,

etc. Le programme de scolarisation universelle, gratuite et obligatoire (PSUGO) au coût annuel de 43 millions de dollars américains (12) est un vaste gaspillage. C'est aussi le cas pour le « Ti-manman-chéri » au coût annuel de 15 millions de dollars américains et le « Aba grangou » également au coût annuel de 15 millions de dollars américains. Ce sont essentiellement des lieux à partir desquels le gouvernement tente de faire sa propre base politique en achetant des allégeances. De véritables trous noirs.

Une réalité en porte-à-faux avec la propagande

Ces programmes sont des faux-semblants sur le plan économique et ne peuvent pas accélérer la croissance pour le développement. Ils sont mal conçus et leur mise en œuvre ne contient aucun dispositif de suivi et d'évaluation. Prenons l'exemple du programme de scolarisation universelle, gratuite et obligatoire (PSUGO). Le Ministère de l'Éducation Nationale ne peut ni retracer les enfants qui bé-

néficient du programme, ni assurer que les écoles privées qui sont les plus grands bénéficiaires des subventions de 90 dollars par élève ont le nombre d'élèves qu'elles prétendent. Il y a aussi une corruption incroyable qui se développe du fait que chaque parlementaire a un quota d'enfants qu'il peut parainer dans sa juridiction. De plus, il n'existe aucun dispositif de pilotage stable. Également, du point de vue éducatif, aucun programme de formation des maîtres n'a été mis en place.

Enfin, rien n'est prévu pour que les bénéficiaires du programme (en majorité dans le privé) puissent rendre des comptes sur la gestion des fonds. Ainsi donc, le gouvernement est incapable de fournir des résultats fiables. La qualité et l'efficacité ne sont pas au rendez-vous. Sans compter le fait que les taxes collectées et versées au Fonds National d'Éducation (FNE) ne sont pas utilisées à cet effet. La confusion totale règne quant au nombre de nouveaux élèves qui sont rentrés dans le système. Les estimations prudentes évoquent

Suite à la page (16)

With Cabinet Reshuffle and Proposal to Trim Senate Terms, Martelly Regime Veers Hard Right

By Thomas Peralte



President Michel Martelly has threatened to shorten the terms of opposition senators while his Prime Minister has installed new hard-right ministers in a cabinet reshuffle

also formerly a director of the Delmas mayor's office, director of the National Library of Haiti, and an advisor to President Martelly.

This cabinet reshuffling promoted many other notorious and zealous Duvalierists and neo-Duvalierists of yesteryear, or their children. For example, Interior Minister David Bazile was a former officer in the Armed Forces of Haiti (FAD'H), and a former Secretary of State for Public Security under the coup government of President Alexandre Boniface and Prime Minister Gérard Latortue (2004-2006). A leader of the Duvalierist Party of National Unity (PUN), Bazile was also an advisor to President Martelly and coordinator of the National Commission for the Fight Against Drugs (CONALD).

Meanwhile, Sports Minister Magalie Racine is the daughter of former Tonton Macoute militia chief Madame Max Adolphe. She is married to Georges Racine, a Martelly advisor and a strongman in the National Palace. Also Public Works Secretary of State Philippe Cinéas is the son of longtime Duvalierist figure Alix Cinéas, who was an advisor to Jean-Claude "Baby Doc" Duvalier and a member of the original neo-Duvalierist National Council of Government (CNG) which succeeded Duvalier after his fall in 1986.

While former Lavalas official Mario Dupuy lost his job as Culture Minister, right-wing hardliners like Justice Minister Jean Renel Sanon, a former soldier, kept his. Sanon has come under particular outcry for firing Port-au-Prince's prosecutor Jean Renel Sénatus, who refused to arrest three human-rights lawyers. Sanon also appointed a controversial lawyer, Fermo-Jude Paul, as an investigating judge of the court in Croix-des-Bouquets, just north of the capital; Paul then went on to release to release Calixte Valentin, a close Martelly advisor, who shot to death in cold blood Octanor Dérisaint, a Haitian vendor, in front of many eye-witnesses in the town of Fond Parisien, near the Dominican border, last April. Sanon also stands accused of encouraging corruption in an already corruption-riddled judicial system.

Public Works Minister Jacques Rousseau has been on the hot seat before Parliament for agreeing to sign contracts, which the lawmakers consider illegal and unconstitutional, granting gold mining permits.

Finally, the Minister delegated to deal with Parliament, Ralph Théano, has taken to insulting lawmakers. He described members of the opposition's minority bloc, the PRI, as "Kamikazes" and children raised in single-parent families. Some parliamentarians feel that Martelly and Lamothe are thumbing their noses at Parliament by keeping the unapologetic Théano in his post.

The cabinet shake-up is the fourth under Martelly, who came to power in May 2011. The first cabinet to

change was that formed under former Prime Minister Garry Conille.

Parliamentarians are also up in arms after Martelly floated a threat to unilaterally (and illegally) shorten the terms of ten Senators who were elected to six year terms: John Joel Joseph (West), Wencesclass Lambert (South East), Francky Exius (South), Maxime Roumer (Grand'Anse), William Jeanty (Nippes), Jean Willy Jean-Baptiste (Artibonite), Desras Simon Dieuseul (Central Plateau); Moise Jean-Charles (Nord); Méllius Hyppolite (Northwest) and Jean-Baptiste Bien-Aimé (North-East). All were sworn in on Sep. 4, 2009, and therefore their constitutional mandate will expire on the second Monday of January 2015. Several of the senators are outspoken critics of Martelly, and the President wants to silence them, particularly Moise Jean-Charles.

Martelly's threat to trim Senate terms has already triggered howls of protest in both the upper and lower houses of Parliament. Even senators considered aligned with Martelly expressed their opposition. "I spoke with the President, and I told him that it was a bad road to take," said Senate President Desras Simon Dieuseul. "If he has advisers who told him he can enforce this law, I challenge them to tell me that I am not right, because when we talk about a transitional provision, it is a something that is for a limited time and that time has elapsed. I told the President that I did not want him to insist on this path. If we question the terms of one category of elected officials, then we should also put into question the terms of all elected officials (including the President), and we could arrive at a general election."

Senator Wencesclass Lambert, a close Martelly ally in the Senate, also voiced his disagreement with Martelly's proposal to shorten the ten mandates, saying they were constitutionally protected. He lamely suggested that Martelly's remarks do not reflect the government's official position. He warned that any attempt to reduce the senators' mandates would precipitate "a new and serious political crisis."

Meanwhile, Deputy Emmanuel Fritz-Gerald Bourjolly, also member of the pro-government parliamentary bloc, called Martelly's proposal unconstitutional and undemocratic, saying the President has no authority to shorten senators' terms. "That would be against the principles of democracy," he said.

Deputy Patrick Joseph from Saint-Michel/Marmelade said that Martelly's proposal "proves, once again, his dictatorial tendencies." He said Martelly's speeches on the development of the country are contradicted by his actions and called on the Haitian people to "remain vigilant to defeat anti-democratic plan of the President."

Grande Saline's Deputy, Wilbert Joseph Deshommes, said he hoped that Martelly had "already realized the illegality of the project" to shorten the senators' terms. He invited Martelly to review "the evidence that the era of dictatorship in Haiti is over."

Some have noted that Martelly appears clumsily willing to use the transitional provisions of the 2008 Electoral Act against parliamentarians, while he refuses to use the transitional provisions of the Constitution for the formation of a Provisional Electoral Council to organize elections.

In fact, the formation of an electoral council to organize elections is once again delayed. The coalition of clerics called Religions for Peace, which was seeking to broker a compromise

Accident in St. Marc: MINUSTAH continues to sow mourning



The nine-year MINUSTAH military occupation of Haiti has brought massacres, rapes, and a cholera epidemic. A tragic accident in St. Marc has renewed calls for UN troops to leave

By Yves Pierre-Louis

In Saint-Marc, Dieudaline Jérôme, a 13-year-old schoolgirl, was killed on Fri., Jan. 25, 2013 by a vehicle driven by soldiers of the UN Mission to Stabilize Haiti (MINUSTAH), as the foreign forces occupying Haiti are called. At around 8 a.m., a Nissan Patrol SUV with UN license plate 24499 struck the motorcycle carrying Dieudaline to school. The motorcycle driver was seriously injured, while Dieudaline, who was sitting on the back, was mortally wounded. Although she was urgently transported to the hospital, she could not be saved.

The tragic death of this young girl has once again stirred the anger of Haitians against the presence of UN forces on Haitian territory. The population of Saint-Marc took to the streets to demand the departure of "peacekeepers," throwing stones at their base and vehicles and paralyzing all activities in the town.

"MINUSTAH has come and sown grief in Haitian families," said one demonstrator. "It brought cholera to Haiti, which continues to kill Haitians. Today, it is their vehicle that kills us. The Haitian people must rise up to demand the unconditional departure of UN soldiers."

The MINUSTAH deployed in Haiti almost nine years ago, following the Feb. 29, 2004 coup d'état against former President Jean-Bertrand Aristide. It has committed various massacres around Haiti, killing hundreds of people. Furthermore, it is implicated in the hanging death of Gérald Jean Gilles, a 16-year-old boy, in the MINUSTAH base in Cap-Haïtien in 2008, and the gang rape of 18-year old Johnny Jean in Port-Salut in 2011.

Meanwhile, some 8,000 Haitians have died from the on-going cholera epidemic which the MINUSTAH imported into Haiti in October 2010. In November 2011, a legal complaint was duly filed with the United Nations in Haiti and New York to demand that the UN take responsibility for the epidemic and compensate victims. Until now, the UN has given no response.

"For complaints about cholera, they must be filed in New York, at the Office of Legal Affairs," said MINUSTAH's Chilean chief Mariano Fernandez. "That is where to make a claim."

Therein lies the absurdity meant to discourage victims. When a crime is committed on Haitian soil, Haitians are told to file complaints in New York. Is that now what the family of Dieudaline Jérôme must do to find justice and redress?

between the Executive and the Legislature, has now withdrawn. The representatives of the Superior Council of the Judiciary (CSPJ) installed on Martelly's patently illegal "Permanent" Electoral Council refuse to step down. Martelly continues to keep his protégé Josué Pierre-Louis at the head of any even-

tual electoral council, despite the credible charges that Pierre-Louis raped one of his staff members.

The evident hardening of the regime's stance in the face of growing popular misery, anger, and outcry augur serious political confrontations in the coming weeks and months.



Vote Councilman

JEAN RODRIGUE MARCELLUS

for

MAYOR

CITY OF NORTH MIAMI

www.jeanmarcellus.org

victory@jeanmarcellus.org

(786) 290-6619

PAUL J. JOURDAN
ATTORNEY AT LAW

107 Kenilworth Place
Brooklyn, NY 11210

Phone:
(718) 859-5725
(347) 898-7514

- Immigration
- Divorce
- Business Formation (Corporation & Partnership)
- Estate Administration - Wills
- Real Estate Closings



CONFIEZ LA PRÉPARATION DE VOS IMPÔTS (INCOME TAX) À CES ÉTABLISSEMENT DE LA COMMUNAUTÉ

J&M ACCOUNTING SERVICE
 Jean R. St. Jour, CB
 2916 Clarendon Road
 (between Nostrand & E. 29th St.)
 Brooklyn, NY 11226
718-284-0733

Idole Tax Services
 Jude Désir
 1773 Nostrand Avenue
 Brooklyn, NY 11226
 718-282-2574
 718-612-8833 cell

EXCELLENCE INCOME TAX
 Wilner & Frezier Frezin
 12809 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-892-5053
786-419-0755
786-258-3351

Denasse Income Tax & Realty
 Lebens Denasse
 674 Rogers Avenue
 (Corner Clarkson)
 Brooklyn, NY 11225
 718-484-4156
 646-725-3327 cell
 ldenasse76@yahoo.com

Kenny Accounting & Income Tax Service
 Kenny & Gladys
 1805 Flatbush Avenue
 (between Ave. J & K)
 Brooklyn, NY 11210
718-252-4311

Multiple Service Center
 Fritz Cherubin
 1374 Flatbush Avenue
 Brooklyn, NY 11210
718-421-6787

RAPID TAX SERVICES & IMMIGRATION
 Chantale Lemorin
 13049 West Dixie Hwy
 Miami, FL 33161
305-895-3288 off
786-306-3767 cell

Colimon Express Services
 Roland Colimon
 30 NE 54th Street
 Miami, FL 33137
305-754-0232

Esteve Enterprises
 Income Tax • Real Estate
 8402 Flatlands Avenue
 Brooklyn, NY 11236
718-251-1889
718-207-6059 cell

Elie Accounting & Tax Corp.
 7424 NE 2nd Ave.
 Miami, FL 33138
305-758-2008
305-762-2757 cell

Grenadier Tax Services
 \$30 off tax preparation with this ad
 1583 Albany Avenue
 Brooklyn, NY 11210
718-421-0162
917-202-3833 cell

S&S ENTERPRISES & TECH
 Sony Sauveur
 8400 Flatlands Avenue
 Brooklyn, NY 11236
718-676-2755
718-496-4960
 www.mizikfm.com

César Accounting & Income Tax Service
 Also All Types of Insurance
 Léon César
 2063 Nostrand Avenue
 Brooklyn, NY 11210
718-360-3120

Ben Photo Express 54 Multiservices
 Merus Benoît
 166 NE 54th Street
 Miami, FL 33137
305-758-8080
786-273-2430 cell

Dieuveille Accounting & Tax Services
 Wilmen Dieuveille
 8226 NE 2nd Avenue
 Miami, FL 33138
305-757-7131

GET YOUR TAX REFUND FAST

- Income Tax • Insurance (car, life, home, business)
- Real Estate • Financial Consulting
- Notary Public • Translations (from French, Creole, Spanish to English)
- Typing (resume, flyers, invitations, papers, business letters)
- Faxing (sending and receiving) • Copying • Electronic Filing

Phone: 718.693.8229 Fax: 718.693.8269
 1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
 (between Clarendon Rd & Avenue D)
 Chery's Brokerage, Inc.
 1786 Nostrand Ave., Brooklyn, NY 11226
 Tel: 718-693-8229 * Fax: 718-693-8269
CHERY'S BROKERAGE

Frantz Boisson, EA
 Licensed: US Treasury Dept.
TAX & ACCOUNTING
 Individual, Self-employed, Corporate, Cabbies, Aliens, Business Set-up, Proposals
IRS REPRESENTATION
 Audits, Back taxes, Warrants, Levies, Appeals
 3415 Avenue I
 (near Flatbush Ave.)
 Brooklyn, NY
718-462-2085

Ernst Multi Services Agency

- Income Tax • Immigration Services
- Interpreter for Immigration Court
- Traduction • Recherche de Documents
- Affadavit de Support • Carte de Travail
- Job Placement • Notary Public
- Photocopy & Fax Service

12762 West Dixie Highway
 North Miami, FL 33161
305-891-9417
786-262-0149 cell



Ernst Antoine Jean

INTEGRATED TECHNOLOGY CENTER Immigration & Tax Services

- Tax Preparation
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Electronic Filing
- Business Tax
- Tax ID
- Real Estate
- Immigration Petition
- Green Card
- Citizenship
- Passport Picture
- Notary Public

General Manager: Jerry Masters
 1814 Nostrand Avenue
 (Between Clarendon & Ave. D)
 Brooklyn, NY 11226
 Tel: 646.340.2561
 Cell: 917.517.4216
 Email: g.cadesca@verizon.net





F&D Tax Consulting

I WANT YOU TO GET PAID




File your Tax Return in one of our offices for the first time, and get **\$50 on the spot**

829 SEAMAN AVE E
 NORTH BALDWIN NY 11510
 P: 516-442-4579

8109 FLATLANDS AVE.
 BROOKLYN NY 11203
 P: 718-684-2055

Disclaimer: Offer ends on February 16, 2013



Célébrons aujourd'hui à la mémoire d'hier.

Célébrez le Mois de l'histoire des Noirs grâce à la série D'hier à aujourd'hui de la TD. Laissez-vous inspirer, divertir et époustoufler par une multitude d'artistes noirs au talent incroyable en provenance du Canada et d'autres pays. Cette année, la série propose une gamme impressionnante de films, de concerts, d'événements mode, d'expositions et de pièces de théâtre : autant d'activités inspirantes pour chacun, partout. Que les célébrations commencent! Visitez td.com/dhieraujourd'hui pour consulter la liste des événements.



PARTENAIRES NATIONAUX



Infos sur l'œuvre | Artiste : Chikonzero Chazunguza | Titre : Existence

®/ Le logo TD et les autres marques de commerce sont la propriété de La Banque Toronto-Dominion ou d'une filiale en propriété exclusive au Canada et(ou) dans d'autres pays.

INTERVIEW AVEC LE VICE-PRÉSIDENT VÉNÉZUÉLIEN NICOLÁS MADURO !

Dans cette interview en profondeur donnée au journaliste espagnol José Luis Paniagua de l'agence de nouvelles EFE, le vice-président vénézuélien Nicolás Maduro souligne la légitimité constitutionnelle de l'actuel gouvernement vénézuélien en l'absence du président Chávez, et donne une claque à la ronde des médias occidentaux et à la propagande entourant l'avenir immédiat du Venezuela. Enfin de compte, il réitère l'engagement ferme de son pays à poursuivre le plan socialiste et une foi inébranlable dans le monde multipolaire, libre de toute hégémonie impériale, qui est en train de naître.



Elías Jaua, ministre vénézuélien des Affaires étrangères, en poste depuis le 15 Janvier 2013

Résidence La Vignette, Caracas
Jeudi, 17 Janvier 2013

Journaliste José Luis Paniagua de EFE: Je vous remercie beaucoup, tout d'abord, de prendre le temps de votre horaire chargé pour nous rencontrer aujourd'hui. Je vais poser rapidement la question que soulève tout le monde tous les jours et qui est, comment est le président? Quels sont les derniers développements de la santé du président Chavez?

Vice-président exécutif de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro: Eh bien, je suis très reconnaissant pour cette interview. Le président est dans un processus de longue récupération post-opératoire. Comme nous avons constamment informé les gens, l'opération était assez complexe, difficile et à haut risque. Il en était résulté une hémorragie interne qui a heureusement été maîtrisée, mais qui a produit une situation, dirons-nous, plus difficile et plus complexe qu'on ne l'avait prévu avant l'opération. Nous l'avons vu, je l'ai vu plusieurs fois, récemment le 14 Janvier, dans le cadre de l'équipe politique qui était allé le visiter: Diosdado Cabello, Cilia Flores, Rafael Ramirez, Adán Chávez fait également partie de l'équipe, il est le frère aîné du président Chávez, Jorge Arreaza, un ministre du gouvernement qui fait aussi partie de la famille Chávez, le mari de la fille aînée. Nous sommes allés le visiter. Nous sommes restés avec lui pendant un certain temps. Nous avons discuté et mis à jour avec lui divers sujets dans le pays. En termes généraux, nous l'avons vu très calme, en paix, très au courant de toutes les phases postopératoires, les conséquences de l'opération et de l'impact qu'elle a eu sur son système respiratoire. Nous pouvons dire à la communauté internationale dans son ensemble et à tous les gens de bonne foi qui sont intéressés à la santé du président Chávez qu'il a le meilleur équipement médical, les gens au plus haut niveau dans toutes les spécialités, une équipe multidisciplinaire, mais aussi que leur expertise lui est appliquée avec beaucoup de soin et d'amour. C'est vraiment un aspect distinctif du traitement - aimant et scientifique - que notre président reçoit.

José Luis Paniagua: A-t-il récupéré des complications respiratoires?

Nicolás Maduro: Eh bien, ce sont des détails médicaux sur lesquels nous avons des rapports. L'infection a été contrôlée et les médecins maintenant prennent soin des complications respiratoires qui ont découlé de l'opération et des infections qui étaient très graves.

José Luis Paniagua: Dans les jours qui ont suivi la chirurgie, pendant les derniers jours de Décembre, vous avez fait état du statut du président sur un ton un peu sombre. Il semble que ce furent des moments particulièrement difficiles. Est-ce vrai?

Nicolás Maduro: Oui, nous en avons informé notre public continuellement et sincèrement. Il y a eu des situations difficiles que nous avons vécues au cours des derniers jours de l'année.

Nous lui avons rendu visite. Nous lui avons parlé, mais il y a eu des complications, déficiences respiratoires et des infections qui exigeaient un repos complet et un traitement très intense et une grande discipline du président Chávez. Heureusement, il y a eu des résultats positifs. Il a toujours exigé que nous gardions les gens bien informés d'une manière qui soit objective, calme, et oui aussi respectueuse envers lui en tant que patient. Tous les patients en fonction de l'éthique médicale universelle ont le droit à la vie privée et, ainsi, Chávez n'est pas une exception. Il est un être humain avec le droit à la vie privée et des droits en tant que patient, y compris le respect des droits de sa famille immédiate. Nous avons cherché un point d'équilibre qui nous permet de dire la vérité à notre peuple avec une grande sérénité, tranquillité d'esprit, mais aussi de révéler les vérités les plus dures qui devaient être dites à l'époque. Nous allons continuer à le faire au fur et à mesure de l'évolution de l'état de santé du président Chávez.

José Luis Paniagua: Vous avez défendu la façon dont le gouvernement a fourni des renseignements sur la santé du président. Vous avez publié 29 déclarations, si je me souviens bien, la mise à jour sur la situation du président Chávez, mais certaines personnes pensent encore que des détails techniques manquent, qu'il faudrait une information médicale plus explicite. Pourquoi ne pas opter de divulguer des extraits des rapports médicaux tout en préservant aussi, en quelque sorte, la dignité et la vie privée du président Chávez alors que son état de santé a évolué?

Nicolás Maduro: Eh bien, vous savez que le président Chavez est l'un des leaders mondiaux de la révolution, une révolution sociale mondiale, une révolution socialiste qui cherche une nouvelle ère, et pas seulement dans notre pays et en Amérique latine. Il poursuit un monde sans empires et le président a confronté les puissances mondiales, y compris les sociétés transnationales des médias. Il leur a jeté leur fait en pleine face. Dans notre pays, la révolution a récupéré nos ressources naturelles. Le pétrole est désormais au service du peuple vénézuélien. Il a affronté les pouvoirs en place dans le monde et confronté, comme le monde le sait, la principale puissance qui existe dans notre monde, l'impérialisme américain.

Je dis cela parce que le président Chávez n'est pas un importeur quel citoyen ou un athlète ou un artiste célèbre ou le président d'un gouvernement ailleurs dans le monde, que nous respectons, qui pourrait gérer cette situation en divulguant des rapports médicaux. La gestion de l'information médicale a pris en compte le rôle du président Chávez. Nous avons dû faire face à une guerre vraiment misérable des médias concernant la vie et la santé du président. Nous avons fait face au journalisme le plus abject, le plus morbide. Vous ne pouvez même pas l'appeler du journalisme tabloïd. C'est du journalisme plein de méchanceté qui a été propagé dans le monde entier, en particulier en Espagne. Dans le journal ABC, par

exemple, que tout le monde en Espagne sait être un journal de l'époque franquiste. Il défend encore les crimes odieux de Franco, une dictature ignoble désavouée par le peuple espagnol et par le monde. ABC a agi comme un centre d'attaque autour du thème de la santé du président et des médias de droite à travers le monde ont propagé ces attaques à la télévision, à la radio et dans la presse écrite.

Récemment, le 10 Janvier, nous avons reçu des délégations de 27 pays ici au Venezuela, et tous les pays, tous parlant différentes langues, anglais, français, néerlandais, espagnol, portugais, d'autres frères en Amérique latine et dans les Caraïbes nous ont dit la même chose - que dans les médias imprimés de tous ces 27 pays, ils lisent les ordures de sources comme ABC ou El País. Par exemple, dans le journal El País, en Espagne, 56% des articles sont écrits à Miami. Incroyable, un journal qui est publié en Espagne parle du président Chávez et du Venezuela, mais ses articles sont écrits à partir de la ville qui est l'héritage des plus vils vers contre-révolutionnaires.

Nous avons fait ce que nous considérons être le bon choix. Nous avons intégré la défense politique et humaine du président Chávez et de sa famille à l'information médicale. C'était vraiment nécessaire de renforcer notre position contre de telles malveillances, visant un leader mondial qui n'a cessé de grandir en stature. En fait, en ce moment comme dans d'autres moments difficiles, le président Chávez a grandi dans la sympathie et l'amour que beaucoup ressentent envers lui. Bien au-delà de la gauche, bien au-delà des mouvements progressistes dans le monde, il y a beaucoup de braves gens d'autres idéologies, de droite et de centre-droit, qui respectent le *Comandante* Chavez en regard que nos reportages de nouvelles vont à eux tous et transmettent la pure vérité.

José Luis Paniagua: Bien, considérant votre point de vue, le type de rapports qui ont émergé d'endroits différents suggère que le gouvernement vénézuélien ne pouvait traiter, ou n'a pas trouvé les moyens de traiter des rapports conflictuels non confirmés répartis à travers les sites de réseaux sociaux, ou sur l'Internet en général. Y a-t-il quelque chose que vous avez réévalué, ou pensée comme «peut-être que j'aurais pu faire mieux» en matière de communication sur le président?

Nicolás Maduro: Traiter avec, par exemple, le journal ABC en Espagne? Comment traiter avec des fascistes? Ils fabriquent les nouvelles. Ils vivent de malveillance, de mauvaises intentions. Ils vivent dans leur propre monde. Il appartient à la population espagnole, aux lecteurs de la presse, aux consommateurs des médias de masse dans le monde entier de figurer où trouver la vérité et où trouver des mensonges. Je pense que les grands perdants, d'un point de vue éthique, sont les menteurs, et non pas le public ou la vérité que nous avons toujours transmise.

José Luis Paniagua: A combien de temps estimez-vous la convalescence du président à Cuba? Y a-t-il une date quelconque de prévue?

Nicolás Maduro: En ce moment il ne serait pas possible de l'établir parce que son processus de récupération est stable. Il a réussi à surmonter divers problèmes post-opératoires. Le traitement médical en ce moment s'applique à surmonter les ravages des déficiences respiratoires. Peut-être dans les prochains jours, après avoir rencontré l'équipe médicale dans le cadre de notre collaboration, il peut être possible de répondre avec plus de clarté sur le pronostic du président pour les semaines à venir et quand il peut être prêt à re-



Le Vice-président exécutif de la République bolivarienne du Venezuela, Nicolás Maduro

tourner à Caracas.

José Luis Paniagua: Question de semaines et non pas de mois ...?

Nicolás Maduro: Ce serait de la spéculation que d'en parler. Nous espérons être à quelques semaines d'un grand bonheur, et comme nous croyons fermement en Dieu je sais que nos prières sont entendues. J'espère que c'est ce qui arrivera.

José Luis Paniagua: Et à quoi faut-il s'attendre si pour une raison quelconque, le président n'est pas en mesure de reprendre la direction de l'Etat? Je ne sais pas si c'est une possibilité. Il l'a mentionné lui-même avant de partir pour Cuba. Que se passerait-il avec un tel scénario?

Nicolás Maduro: Eh bien, le président Chávez à cet égard a été très clair. Dans son discours du 8 Décembre, il a mentionné les divers scénarios qui en ce moment sont en cours d'évaluation et de réévaluation. Le 8 Décembre, il a dit qu'il était prêt à subir une opération ce qui impliquait clairement un risque élevé. Avec courage, sérénité, calme, il a rencontré son équipe politique et présenté différents scénarios. Il avait déjà pensé à différentes façons de faire face à toute situation qui pourrait survenir, même le pire. Il a mis devant nous ce qui pourrait arriver au cours de l'opération. Dieu merci, et grâce à la force physique du président Chávez ce scénario n'a pas eu lieu - le scénario dans lequel il n'aurait pas survécu à l'opération. Ça aurait été un coup énorme pour notre pays, notre peuple, pour nous tous, ça aurait été très douloureux. Heureusement, nous sommes dans le scénario postopératoire et nous sommes en période d'évaluation.

La Constitution est très claire. Tout d'abord, au cas où le président penserait à un certain moment qu'il est incapable de continuer, la Constitution établit les mécanismes et le laps de temps nécessaire au maintien de la stabilité de la vie politique et institutionnelle du pays en vue de la tenue d'élections qui auront lieu. Comme il est dit dans notre Constitution, dans les 30 jours notre peuple décidera aux urnes. Maintenant, en terme de rythme politique des forces au Venezuela, comme vous le savez, aujourd'hui, les forces révolutionnaires ont acquis assez de force, une capacité suffisante pour faire face à tous les scénarios qui pourraient se produire. À l'heure actuelle, voici que je suis assis dans ce fauteuil, la situation que nous vivons est que le président Chavez est le président du Venezuela, et a commencé le terme 2013-2019 et restera le président de notre pays. J'ai simplement passé en revue les scénarios que vous avez soulevés, que le président Chavez a soulevés et, ainsi, ils appartiennent au débat public.

José Luis Paniagua: Et il donne des instructions à partir de Cuba. Mardi, il a été annoncé que l'ancien vice-président Elías Jaua a été nommé ministre des Affaires étrangères selon les instructions du président Chávez. Il faut bien que je vous demande si la fameuse signature sur le décret a été écrite personnellement par le président Chávez ou si elle a été faite par voie électronique.

Nicolás Maduro: [Rires] Regardez, vous pouvez voir comment la droite vénézuélienne est tellement maladroite. À l'heure actuelle, ils sont divisés en quatre groupes les uns contre

les autres et en concurrence pour voir lequel d'entre eux est le plus audacieux. Ils se sont eux-mêmes conduits à une impasse, comme toujours, en disant que le nouveau ministre étranger, Elías Jaua, n'a pas été nommé par le président Chávez, malgré le document portant sa signature. Les seuls qui ont forgé une lettre et une signature dans l'histoire récente du Venezuela étaient cette opposition même. Ils ont forgé une lettre du président Chavez disant qu'il avait démissionné entre les 11 et 13 Avril 2002, et ils ont imité sa signature. Maintenant, les faussaires mettent en question une nomination qui avec tout le sérieux et la solennité requis, a été faite par le gouvernement bolivarien et par la personne qui en fait peut procéder à la nomination, le chef de l'Etat. Il est celui qui dirige la politique étrangère et il a nommé un ministre véritablement illustre, Elías Jaua, à l'un des postes les plus importants, Elías Jaua est l'un des membres les plus aimés de l'équipe politique du président Chávez. L'opposition s'est mise elle-même dans une impasse et ils vont se casser la figure. Et quand ce jour arrivera, ils ne s'excuseront pas, pas plus qu'ils ne feront leur autocritique. Ils continueront, comme toujours, de passer d'une défaite à l'autre. Malheureusement, c'est ça la droite vénézuélienne que nous avons.

José Luis Paniagua: Mais la signature du décret, était-ce de la main du président Chavez ou a-t-elle été faite par voie électronique?

Nicolás Maduro: Eh bien, je pense que c'est un débat sans réelle substance. Le président Chavez a donné un ordre et a signé un décret et l'arrêté a fait son chemin comme des centaines d'autres l'ont fait au cours de l'année. En tout cas, ils veulent débattre de quelque chose qui n'a pas d'importance pour la vie politique du pays. Il n'apporte rien de positif. Le président Chavez, chef de l'Etat, a donné l'ordre de nommer Elías Jaua. Le décret a été signé. Le décret a été publié. C'est aussi simple que cela, comme il l'a toujours été. Si vous voulez passer en revue les milliers de décrets qui ont été signés depuis 1999, cela n'ajoute rien de substantiel à une discussion sur la démocratie vénézuélienne, ou la situation politique que nous vivons. Il s'agit d'un caprice pervers de l'aile droite décadente au Venezuela.

José Luis Paniagua: Le 8 Janvier, la Cour suprême s'est prononcée sur la situation qui s'est produite en raison de l'incapacité du Président à assister à la cérémonie de prestation de serment pour son nouveau mandat. Il y a eu un différend au sujet du processus constitutionnel correct. La Cour suprême a statué que le Président pouvait prêter serment plus tard une fois qu'il récupérerait et que le gouvernement précédent pourrait, selon un principe de continuité administrative, rester en fonctions, mais l'opposition a fait valoir que ce devrait être le président de l'Assemblée nationale, Diosdado Cabello, qui devait devenir chef de l'Etat. Pourquoi pas Diosdado Cabello?

Nicolás Maduro: Parce que la Constitution est très claire. Tout d'abord, au Venezuela, comme pour toutes les questions, elles ont été discutées librement et démocratiquement. En fait, ce débat s'étend même au-delà de nos frontières. Il y a même eu un [rires] constitutionnaliste ailleurs dans le monde pour nous dire ce que ren-

fermait la constitution du Venezuela. Notre Constitution est très claire. Elle est également très simple. Notre constitution a été faite en 1999 par une assemblée constituante qui a impliqué des milliers de Vénézuéliens et son style rédactionnel est bien loin du jargon juridique de l'élite que l'on voit généralement en droit, en particulier en droit public et droit constitutionnel. Il a été rédigé dans un langage clair pour les gens ordinaires.

N'importe qui veut consulter la Constitution vénézuélienne, approuvée par le peuple vénézuélien lors d'un référendum, peut se référer aux articles 231 et 235 pour ceux qui veulent approfondir leur compréhension de la question. Là, il est tout à fait très clair. Tout d'abord, le président est hors du pays avec l'autorisation de l'Assemblée nationale, requise et accordée par l'Assemblée nationale à l'unanimité, c'est à dire que tous les parlementaires au Venezuela, à la fois le bloc révolutionnaire et l'opposition ont voté en faveur de cette autorisation. Deuxièmement, réitérant ce que la Cour suprême a statué, dans l'hypothèse où des circonstances imprévues n'auraient pas permis au président d'être assermenté, il peut le faire à une autre date devant la Cour suprême. Le président est un président en exercice, réélu, plusieurs fois ratifié. Il y avait et il y a continuité administrative. La seule circonstance dans laquelle le camarade Diosdado Cabello, président de l'Assemblée nationale, prendrait la relève comme chef de l'Etat ce serait au cas d'une absence absolue tel que stipulé dans l'article 233.

Pour ceux qui veulent lire l'article 233, si une absence absolue est déclarée avant l'inauguration, Diosdado Cabello prendra charge et des élections auront lieu dans les 30 jours. Donc, l'opposition dans ses différentes variantes, car certains ont dit qu'il s'agissait d'une absence absolue tandis que d'autres ont dit qu'il s'agissait d'une absence temporaire, d'autres qu'il n'y avait pas absence, d'autres encore que les choses pourraient se poursuivre, les différentes versions que le droit vénézuélien a fait valoir ont été discutées et la Cour suprême a rendu sa décision. Comme partout dans le monde, la décision de la Cour suprême est l'évangile. Le différend sur l'interprétation de la constitution a été réglé et notre pays a fait ce qu'il avait à faire correctement. Il y a un gouvernement qui fonctionne, le président est constitutionnellement hors du pays, et nous travaillons avec le vice-président, les ministres, pour maintenir le pays sur une voie correcte et constructive.

José Luis Paniagua: Il est néanmoins difficile à expliquer, Monsieur le Vice-Président, pourquoi, si le président Chávez n'a pas pu assister à la cérémonie d'assermentation, et a été incapable de présenter le rapport l'autre jour devant l'Assemblée nationale, une absence temporaire n'a pas encore été déclarée. Si ce n'est pas une absence permanente, une absence temporaire est également bien établie dans la constitution, pourquoi une absence temporaire non déclarée?

Nicolás Maduro: d'abord, parce que les circonstances n'existent pas pour une absence temporaire. Il ya un gouvernement au travail. Au cours de l'histoire, l'expérience accumulée nous a amenés à créer une institution comme la vice-présidence, qui est une institution pour soutenir la présidence, coordonner le cabinet. Cela permet au vice-président et à l'équipe gouvernementale de continuer à mettre en application les directives du président durant ses absences du pays constitutionnellement approuvées, et de gouverner le pays avec le chef de l'Etat, comme nous l'avons fait pendant presque 18 mois.

Au Venezuela, comme vous le savez, la légitimité pour gouverner la république revient à Hugo Chávez. Nous ne sommes que ses collaborateurs. En reconnaissance de cette réalité politique, de l'immense pouvoir du leadership, de la force morale, du pouvoir éthique, de l'influence politique, de la capacité de prise de décision évidents du commandant Chávez, en reconnaissance de cette réalité, nous avons choisi cette approche qui a été couronnée de succès, très réussie. Le président est responsable et son équipe le soutient. Vous devez également savoir que le

président a créé de nouveaux postes pour une meilleure coordination.

Nous avons un vice-président pour l'économie financière, un vice-président pour l'économie productive, un vice-président de la politique, un vice-président de la politique sociale, un vice-président pour la politique territoriale et un Vice-président exécutif. Tous les vice-présidents forment un conseil, nous avons donc un système de gouvernement qui a fait ses preuves dans des situations comme celles que nous vivons.

José Luis Paniagua: Dans ces conditions, et pour faire suite à ma question, comme vice-président quelles sont les choses que vous pouvez faire et ne pas faire? Jusqu'où s'étend votre



Fidel Castro et le malade, le président vénézuélien Hugo Chávez, à La Havane. (Fichier, AP)

pouvoir en ce moment-ci?

Nicolás Maduro: Eh bien, la liste est longue, [rires] pour un entretien de ce genre.

José Luis Paniagua: [Rires]. Evidemment votre pouvoir ne s'étend pas à la nomination des ministres.

Nicolás Maduro: Non, pas ici.

José Luis Paniagua: Et s'il y avait quelque raison à un moment donné de remplacer un ministre, est-ce le président qui devrait le faire?

Nicolás Maduro: Il s'agit d'un pouvoir conféré au président, bien sûr. Le président a le pouvoir d'ajouter, de supprimer ou de remplacer les ministres, il a la conduite de la politique étrangère, la délégation de certaines questions administratives, les exonérations fiscales, si nécessaire, la gestion de certaines ressources, par exemple, des fonds nationaux pour financer des travaux au niveau des Etats, régions. Mais il garde la conduite de l'Etat. Il existe un ensemble de fonctions qui sont gérées à partir de la vice-présidence si elles sont constitutionnelles et de fait elles le sont- la fonction de coordination. La fonction principale est la coordination de la bonne gouvernance des vice-présidents dans leurs domaines respectifs, des ministres et, aussi bien, le contact direct avec le pouvoir populaire. Au Venezuela, nous avons le concept démocratique du pouvoir populaire et notre contact direct avec signifie lui assurer le pouvoir: le pouvoir économique ou social, le pouvoir politique. Le pays continue de fonctionner dans le cadre proposé par le président et approuvé par la nation - le Plan Socialiste de 2013-2019.

José Luis Paniagua: Vous avez voyagé, et d'autres vice-présidents se sont rendus régulièrement au cours de ces dernières semaines à Cuba. J'imagine qu'ils ont emmené du boulot avec eux à ces occasions et qu'ils ont rencontré le gouvernement cubain, le leader cubain Fidel Castro, et le président Raúl Castro. Est-il possible de dire quelque chose à propos de ce qui s'est dit lors de ces réunions?

Nicolás Maduro: Eh bien, la première chose à mentionner est l'extrême dévotion de Fidel Castro en ce qui a trait aux soins à donner à Chávez, à la prise en charge de la famille Chávez. Il est en contact direct avec les médecins. Presque tous les jours le Commandant Fidel Castro est à l'hôpital, auprès des



Nicolas Maduro et Hugo Chavez

médecins, auprès de la famille, payant de sa présence auprès du président Chávez et l'entourant de propos aimables. Nous devons en être reconnaissants en tant qu'êtres humains. Il nous a donné du courage, de la force, partageant avec nous sa longue expérience de l'histoire durant des conversations. Il est vaincu face à l'agresseur impérialiste le plus puissant qui ait jamais existé - l'impérialisme américain. Il a acquis une connaissance vraiment privilégiée de l'histoire de l'Amérique latine, de ce qui s'est passé parce qu'il l'a vécu pendant 60 ans de lutte pour l'indépendance de l'Amérique latine. Ce sont des propos de grande valeur humaine ouvrant sur un formidable apprentissage de l'histoire- c'est aussi le cas avec président Raúl Castro.

Nous avons mis en place, comme vous le savez, un certain nombre de projets où nous coopérons en matière de santé, d'éducation, de sports, de questions culturelles, de questions économiques. Nous avons des projets économiques que le président Chavez a appelé les «*empresas morochas*» c'est à dire un ensemble de joint-ventures. En d'autres termes, Cuba et le Venezuela ont, dans le cadre de l'ALBA, une relation très dynamique et multidimensionnelle. Nous profitons également de nos visites au président Chávez pour aborder ces questions - en discuter et les parfaire. Nous ne cessons jamais, pas une seconde, de remercier profondément le peuple cubain, leurs médecins, et Fidel et Raúl de l'attention profondément humanitaire pourvue à notre président.

José Luis Paniagua: Quand vous entendez ces accusations que c'est La Havane qui mène le Venezuela, qu'est-ce que vous, Nicolas Maduro, proche du gouvernement cubain, ressentez-vous en ce moment?

Nicolás Maduro: Eh bien, c'est là leur campagne. Il ne tient qu'à eux de mentir. C'est à nous de travailler et de dire la vérité, pure et simple. Ils ont leurs mensonges, nous autres nous avons hérité des gloires du Libérateur Simon Bolívar, de son apôtre José Martí. L'indépendance de Cuba a coûté tellement parce que le XIXe siècle a été ravagé par la présence de l'armée la plus puissante qui a quitté l'Espagne. Plus de 300 000 troupes espagnoles ont essayé de garder Cuba et Porto Rico comme leurs bijoux dans les Caraïbes, mais surtout Cuba, qui a toujours été un point de grande importance stratégique pour les empires et il en est de même jusqu'à présent.

L'Indépendance a coûté des guerres à Cuba tout au long du XIXe siècle, y compris la guerre que des combattants pour l'indépendance ont commencée en 1895, mais qui a ensuite été détournée par l'intervention militaire américaine et l'imposition de l'Amendement Platt. Ce fut le début du néo-colonialisme à Cuba qui s'est terminé par la victoire des barbus le 1^{er} Janvier 1959. Cuba a acquis son indépendance au prix d'un coût énorme et c'est ce qu'on trouve en Fidel Castro, cet héritage d'anti-impérialisme et d'anti-colonialisme.

C'est la même chose avec notre pays. Combien nous est chère l'indépendance que les libérateurs ont gagnée pour nous. Personne ne nous a fait cadeau de l'indépendance au dix-neuvième siècle, personne. Il nous a coûté 20 ans de guerre ici au Venezuela et nos armées sont venues de partout des Amériques se battre pour l'indépendance. Nous sommes deux peuples qui ont la même tradition anticolonialiste, la même fierté à nous considérer comme des frères. C'est une chose que la droite ne peut jamais comprendre.

Nous disons: arc-boutons-nous au sol pour défendre l'indépendance. La droite, elle, dit de se mettre à genoux quand on voit un gringo. Il ya une grande différence entre dire se mettre

à genoux devant l'empire américain et dire arc-boutons-nous au sol pour défendre l'indépendance - deux mondes à part, des idées différentes et des valeurs différentes. Donc, oui, les commentaires de la droite sont offensants, mais, leurs offenses mises à part, nous travaillons avec dignité et la fraternité entre Cuba et le Venezuela se raffermiront jour après jour - dans l'ALBA, et parmi tous nos frères et sœurs en Amérique latine et dans les Caraïbes.

José Luis Paniagua: Permettez-moi de revenir sur la question constitutionnelle. Le Secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, a déclaré qu'il respectait pleinement le point de vue adopté par les institutions vénézuéliennes. Je ne sais pas si cela mérite une certaine réponse, mais je ne vais pas négliger de demander ce qui s'est passé hier - les commentaires formulés par l'ambassadeur du Panama, la rétraction faite par le gouvernement panaméen, et la proposition du gouvernement canadien de proposer d'envoyer une commission de l'OEA au Venezuela.

Nicolás Maduro: Commençons par la dernière, la proposition du gouvernement du Canada. C'est une proposition misérable qui ne présente aucune importance pour la vie démocratique indépendante de notre pays. Malheureusement, l'extrême-droite est au pouvoir dans ce pays et a pris des positions qui ont isolé le Canada de la Communauté internationale et dégoûté les gouvernements progressistes dans le monde entier. Nous rejetons - comme notre ambassadeur l'a fait - la position du Canada, c'est-à-dire du gouvernement du Canada, parce que le peuple Canadien aura toujours tout notre amour et nos affectueux souvenirs. En ce qui concerne le débat qui a eu lieu à l'OEA, eh bien, notre ambassadeur Roy Chaderton a été très clair - nous l'avons félicité en privé et publiquement aujourd'hui - parce qu'il disait la vérité avec dignité et intelligence en réponse à une agression disproportionnée par une personne qui a été désavouée par son gouvernement. Nous avons remercié le Président du Panama, son ministre des Affaires étrangères, qui a désavoué la position très rapidement, et discuté en privé avec notre ministre des Affaires étrangères, Elias Jaua. Le président du Panama a présenté ses excuses hier et a dit qu'il le ferait publiquement. Donc, nos remerciements au gouvernement du Panama, nos frères avec qui nous allons continuer à coopérer dans des projets liés au commerce et à l'énergie.

José Luis Paniagua: Au fait, quid de la sortie du Venezuela de la Commission interaméricaine des droits de l'homme?

Nicolás Maduro: Ça s'en vient. Un an doit s'écouler avant que nous soyons complètement hors de ce système. Pendant les premiers mois de cette période, le Venezuela a été nommé - suite au vote de 154 pays - à l'ONU au Conseil des droits de l'homme, qui est l'endroit où nous devrions être. C'est le système qui en fait doit être renforcé, capable de montrer une capacité à se renouveler, à changer lorsque faisant face à des défis. Le Système Interaméricain des droits de l'homme n'a pas changé. Il a été kidnappé par une élite redevable aux pires intérêts de l'élite dirigeante des Etats-Unis-totalement kidnappé et subordonné. Chaque jour, ils violent la Convention sur les droits humains. Dieu merci, nous sommes pas mal éloignés de ce système et essayons de construire un nouveau système des droits de l'homme en Amérique latine.

José Luis Paniagua: Donc, il n'y a pas de retour en arrière sur cette décision par le Venezuela?

Nicolás Maduro: Non, c'est la bonne décision que nous devrions célébrer aussi souvent que nous le pouvons.

José Luis Paniagua: Quelques jours plus tôt vous avez accusé des éléments de l'opposition d'être à la recherche d'un décès, à la recherche d'instabilité au Venezuela et avez même dit cela devant le Conseil fédéral de gouvernement. Sur quelles informations se fonde le gouvernement vénézuélien pour être amené à faire ce genre d'accusation, pour évoquer ce genre de scénario?

Nicolás Maduro: Ce que nous avons dit le 10 Janvier, devant des milliers de compatriotes venus à la prestation de serment du peuple à l'avenue Urdaneta, ici à Caracas - une cérémonie extraordinaire en présence de 27 de nos proches alliés sur le continent - , c'est que nous avons eu l'information que de petits groupes au sein de l'extrême droite pourraient perpétrer des attaques violentes sur des biens qui seraient amplifiés par les médias privés à l'échelle nationale et internationale dans le but de créer la déstabilisation et une alarme internationale contre le Venezuela. Le 11 Janvier, un jour plus tard, dans l'après-midi, le premier événement violent a eu lieu. Un petit groupe (qui a été identifié) a détruit les bureaux d'une fondation aidant des enfants qui ont des problèmes: des orphelins, des enfants atteints du sida, des enfants qui méritent une protection spéciale. Ils ont détruit les bureaux au cours d'un acte de vandalisme qui a été désavoué par l'ensemble du pays. C'était la première attaque. Des mesures ont été prises rapidement accompagnées de bons résultats obtenus par les forces de sécurité et des mesures ont été prises dans d'autres villes qui ont empêché ces attaques de se propager.

Des mesures dans d'autres Etats nous ont aussi donné le temps de prévenir ces actions de petits groupes violents d'extrême-droite. Ainsi, ces groupes, et il y en a d'autres qui travaillent à des scénarios de déstabilisation, ont été signalés de façon responsable. Nous allons continuer à les dénoncer. Certains de ces dirigeants d'une pseudo-droite deviennent vraiment fous au Venezuela, et sont en concurrence les uns avec les autres parce qu'ils n'acceptent pas le leadership de leur ancien candidat à la présidence. Ils croient que leur ancien candidat à la présidence est une personne qui, comme nous le disons au Venezuela, est faible, faible dans son message, en leadership, et ils ne le reconnaissent pas et alors ils ont donc perdu la tête. Ce groupe entourant l'ancien candidat à la présidence n'a pas eu le courage de condamner les groupes violents. Espérons qu'ils le feront. Il n'est jamais trop tard pour bien faire les choses qui favorisent la paix dans la république. J'espère qu'ils le feront, mais les divisions au sein de l'opposition qui encouragent ces extrêmes groupes d'extrême droite ont toujours existé. Ils étaient responsables des attaques terroristes contre le consulat d'Espagne en 2003 (en 2004, désolé), et aussi contre le consulat de Colombie. Ce sont des groupes terroristes comme ceux des paramilitaires colombiens emmenés au Venezuela pour attaquer le palais présidentiel et le Président. Or, ces groupes enragent à nouveau. Nous allons assurer la paix dans le pays pour que la loi et l'ordre soient maintenus. Si ces groupes enfreignent la loi, ils seront arrêtés.

José Luis Paniagua: Vous avez formulé des commentaires à propos de l'ancien candidat présidentiel Henrique Capriles. Vous l'avez accueilli l'autre jour.

Nicolás Maduro: Oui.

José Luis Paniagua: Avez-vous eu l'occasion de lui parler, disons à propos d'un sujet précis?

Nicolás Maduro: Non, le gouvernement du président Chávez, par le truchement de la Vice-présidence convoque le Conseil fédéral de gouvernement, qui est une instance où participe le gouvernement dans sa totalité: tous les ministres, tous les gouverneurs, un groupe de maires et des porte-parole désignés du pouvoir populaire. Cette session du Conseil de gouvernement fédéral, qui est constitutionnel, est convoquée pour passer en revue une série de questions et officiellement les gouvernements en fonction convoqués. Lors de ce terme 2013-2019 ils sont venus, les trois gouverneurs d'opposition. Vous savez que des 23 gouverneurs qui ont été élus le 16 Décembre, la révolution en a gagné 20 et l'opposition s'est ramassée avec trois gouvernorats: l'état d'Amazonas, Lara et Miranda. Les trois gouverneurs sont venus et nous les avons salués, bien sûr. L'image la plus digne d'intérêt a été celle où nous avons salué l'ancien candidat à la présidence de l'opposition, le gouverneur de Miranda. Il était là

Suite à la page (19)

In memoriam

Pour notre ami Joseph Roney

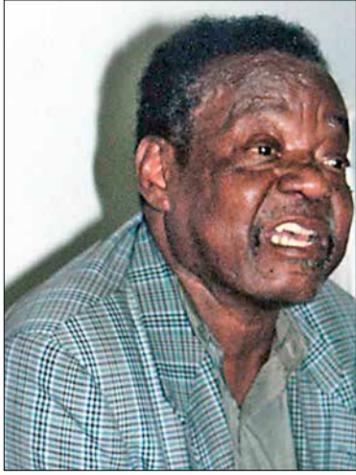
Par Dr Antoine Fritz PIERRE

Djo et moi, nous nous rencontrâmes et fîmes connaissance au Lycée Toussaint Louverture dans les années 1953-1954. Ce fut au cours de nos activités respectives les samedis après midi. Lui militait déjà dans diverses associations de lycéens sous couvert de groupes de travail parascolaires qui révisaient les cours en fin de semaine. Mon groupe scout Saint-Jacques, 4e de Port-au-Prince, avait son local au lycée Louverture et y tenait ses réunions tous les samedis aussi. Nous nous y voyions et échangeions forcément conversations. Djo Roney appartenait avec André Georges Adam, Marc Nazon, tous deux disparus et tant d'autres à cette promotion 1951-1958 du lycée qui a suivi la mienne 1950-1957. Elles furent parmi les plus célèbres de ce vieux lycée de Port-au-Prince fondé dans la mouvance de la révolution de 1946, par le jeune et tonitruant ministre Pierre Eustache Daniel Fignolé, l'homme des courts mandats politiques.

À notre époque ce lycée était resté marqué par ses origines révolutionnaires. Quelques uns de nos professeurs rappelaient dans leurs cours respectifs les gestes de cette époque qui allaient s'inscrire comme des traditions dans nos comportements. Ce ne fut pas un hasard si la grève du 17 mai 1956 allait donner le branle aux événements qui emporteront le gouvernement du président Magloire en décembre de la même année. Au cours de cette grève déclenchée au vieux lycée, la répression fut sauvage, nous avons relié le passé au présent et certains d'entre nous prirent rendez-vous avec l'histoire. Djo Roney fut parmi eux et surtout se signala comme l'un des plus courageux d'entre nous au cours de cette terrible journée. Et voici comment ce courage s'était manifesté ce jour-là.

Le texte qui suit est extrait de mes éphémérides du mois de mai 1956, paru dans le dernier numéro 35-36 du bimensuel Haïti Tribune mai-juin 2006. Après avoir décrit le déroulement des événements à l'intérieur du lycée, j'en viens à la conclusion :

« Quand tout se fut apaisé, les policiers décidèrent d'évacuer le lycée. Le flot des élèves devait passer, tête baissée devant les autorités rassemblées face à la grande porte d'entrée du lycée. Il y avait Marciaise Prosper, les bras croisés sur sa poitrine, le regard furibond, entouré par le fameux major Lanor Augustin flanqué de son inséparable lieutenant Alix Jean (ils mourront ensemble peu de temps après, lors de l'affaire Cler-



Joseph Roney

mond) et du lieutenant Sony Borges. Celui-ci ne cessait de nous insulter au fur et à mesure que nous défilions devant l'impressionnant dispositif d'uniformes kaki.

L'un d'entre nous n'accepta pas l'arrogance de cette sinistre camarilla. Et avant de sortir de la file, il lança un vibrant « abas Magloire » au grand dam de cet Etat-major de pacotille fort et triomphant avec les faibles et les démunis. Un des gradés (Sony Borges) lui lança un violent et rude coup de matraque au visage, lui arrachant quelques dents qui volèrent en éclats. Pour l'histoire, son nom est Joseph Roney ; il vit actuellement en Belgique [...]

Hélas Bruxelles, terre de son exil depuis 1977 demeure celle qui garde sa dépouille depuis le vendredi

18 janvier dernier, jour de ses funérailles. Djo fut un faux sérieux avec ses copains, mais un dur, un courageux, avec un humour vraiment hilarant derrière le clin d'oeil amusant qui le caractérisa. Pour preuve, ce clin d'oeil à l'histoire d'Haïti, il nous a quitté le lundi 7 janvier 2013. Souvenons-nous, Le lundi 7 janvier 1946, éclata à Port-au-Prince une grève des étudiants qui devait emporter la présidence de M. Elie Lescot quatre jours plus tard.

Le départ de Djo nous interpelle à plus d'un titre. Nous sommes parmi les plus vieux compagnons. Ni le temps, ni l'espace n'avaient raison de notre solide amitié. La dernière fois que nous nous sommes vus fut à Paris, à la Maison d'Haïti. Il était venu rendre hommage à son compagnon de lutte disparu, le militant René Théodore. C'était le mardi 17 juin 2003. Nous voulons garder en mémoire la dernière photographie prise ce jour du 17 juin et reproduite sur cette page.

Nous prions ses parents et amis proches et surtout les copains premiers et derniers complices d'agréer nos condoléances attristées.

LES DESSOUS DE "L'OPERATION BAGDAD" TEMOIGNAGE POUR DEMAIN

Par Guerby Dujour et Evens Dubois

"Je sais créer des événements". Cette phrase, François Duvalier, l'ancien cerbère national, le plus grand assassin de l'histoire d'Haïti, l'avait glissée à l'oreille d'un affidé *sanfle-nantchiou* juste après la mémorable purge de Jérémie en 1964. Ceci fut rapporté par un professeur de sciences sociales dont la tante fut l'une des égéries du tyran. Le même François Duvalier laissait croire qu'il pourchassait des marxistes. En réalité, il ne faisait qu'exiler, emprisonner, torturer ses adversaires politiques. En pleine lutte contre l'expansion du communisme international, période de la guerre froide, les Etats-Unis faisaient très peu de cas des violations systématiques des droits humains de la part du grossier despote qu'on avait présenté en même temps comme un dérangé mental.

Ainsi, se débarrassait-il des milliers de ses adversaires de la scène dont les squelettes, pour certains, furent ramassés au lendemain du 7 Février 1986 dans les couloirs putrides de Fort-Dimanche, lieu de tortures et d'exécution du régime le plus brutal de l'histoire politique d'Haïti. Ce lieu que d'aucuns ont surnommé *Fô lanmò* fut dirigé par Rosalie Bosquet plus connue comme madame Max Adolphe, mère de Magalie Racine qui est l'actuelle ministre de la culture du gouvernement Martelly-Lamothe.

Duvalier n'est plus. Mais, il a eu le temps de faire école. Ses pratiques, pour le moins barbares, furent magistralement reprises par les putschistes de Février 2004. Pour mieux lyncher les partisans de l'ex-président Jean Bertrand Aristide qu'ils venaient de renverser avec la complicité d'une frange de la communauté internationale, les GNBistes inventaient l'"Opération Bagdad". Cette expression fut utilisée pour la première fois par l'ineffable Jean Claude Bajoux, un fin GNBiste et ex-ministre de la culture de l'administration Lavalas, version-retour (1994). Un ancien responsable du centre oecuménique des droits humains financé par l'Union Européenne à hauteur de 160.000 euros par an. Donc, Bajoux était un minable valet à la solde de la France raciste et haineuse dans son ancienne colonie.

Alors que les Etats-Unis s'étaient engagés dans une guerre en Iraq dont la capitale est Bagdad en vue de déloger Sadam Hussein du pouvoir, des iraqiens réputés proches de l'ancien régime organisaient une guérilla urbaine pour manifester leur désapprobation par rapport à la chute de l'ancien guide suprême. Par cette résistance, si l'on peut dire, des soldats américains furent tués voire décapités. Une situation qui allait mécontenter les forces alliées engagées dans la dite guerre qui ne tardaient pas à reprendre le contrôle de Bagdad

en traquant les guérilleros jusque dans leurs dernières cachettes.

S'inspirant de ce qui se passait à Bagdad et pour se couvrir de toute accusation de massacre des habitants de Cité soleil, de Martissant et du Bel air entre autres, réputés bastions lavalas, les GNBistes sautaient sur l'occasion. Ils se trouvaient alors un alibi de taille pour marquer leur soif de vengeance contre les masses. Ainsi, ces autorités, aidées par une partie de la presse locale, faisaient croire que les partisans de l'ex-président Aristide allaient s'attaquer à des institutions publiques et privées. Elles ont essayé de vendre l'idée que les rebelles lavalassiens voulaient procéder de la même manière que les iraqiens pro-Saddam Hussein. Un vrai plan macabre visant à amener l'armée américaine à bombarder les quartiers populaires et en finir avec lavalas.

Ayant raté leur objectif, elles avaient alors lancé des assauts à répétitions dans les quartiers pauvres de Port-au Prince. Lors, ils avaient tué, emprisonné, blessé et chassé un nombre élevé de gens taxés de bandits, de chimères etc. Pour ce faire, le petit fasciste Bernard Gousse, l'un des apôtres du mouvement GNB et ministre de facto de la justice d'alors, circulait en treillis militaire et mitraillette au canon comme dans les anciens temps de la barbarie Duvalérienne, à la recherche des lavalassiens à éliminer. C'est dans cette optique que des supporteurs et anciens cadres du gouvernement constitutionnel renversé allaient être bastonnés, humiliés avant d'être jetés dans les prisons du pays.

Citons en exemple les cas de Annette Auguste, Jacques Matellier, Jocelme Privert, Gérard Jean-Juste, Yvon Feuillé, Roudy Herrivaux, Amanus Mayette, Yvon Neptune et des centaines d'anonymes suite à des accusations fantaisistes du pouvoir de facto et d'une organisation bidon de "défense des droits humains" dénommée RNDH ci-devant NCHR grassement soudoyée par des étrangers. Pour manifester sa joie malsaine après la purge des ghettos, l'ancien chef du gouvernement putschiste, Gérard Latortue, s'écria devant la presse locale: " *yo tire sou nou, nou tire sou yo tou*".

À grands renforts d'une propagande acide, les vainqueurs de Février 2004 soulignaient à l'attention des instances internationales que les partisans d'Aristide qui cherchaient à résister au coup d'état voulaient procéder comme les iraqiens contre les nouvelles autorités (de facto). D'où l'origine de la thèse "Opération Bagdad" que les anti-Lavalas brandissaient, sans scrupules, pour noyer toute une multitude de crimes perpétrés après l'infamie de 2004. Une thèse bien pensée, bien conçue et bien cousue pour démontrer aux américains ainsi qu'aux organismes de défense des droits humains internationaux qu'ils ratiboisaient des terroristes et

non de simples adversaires politiques et par ce biais éviter toutes poursuites par devant des tribunaux locaux et internationaux pour crimes de droits communs, le moment venu.

Cependant, malgré l'évidence des faits, certains dirigeants politiques et certains responsables de médias n'ont pas cessé de tripotiller dans la mémoire collective que l'"opération Bagdad" relève du patrimoine politique du secteur lavalas. Une thèse farfelue qu'ils soutiennent jusqu'à date pour les besoins de leur cause politique et électoraliste. Partisans de la pensée unique depuis toujours, ils continuent de mentir sans vergogne à la face du monde. Le pire est que ce sont ceux-là même qui se sont assurés une promotion sociale sous lavalas qui soufflent sur la braise. Ce sont ceux-là même qui ont touché l'indigence du doigt et qui se sont relevés de la cendre grâce à Lavalas, qui crachent à chaque fois sur leur mécène.

Qui ne se souvient de ce minuscule propagandiste macoute à la Radio Nationale durant les années quatre-vingts qui s'est vu pourtant attribuer le poste de directeur général de la TNH en 1991 et qui plus tard allait bénéficier d'une fréquence de radio-diffusion sous Lavalas, qui ne cesse de vilipender Aristide? Qui ne se souvient d'un ancien présentateur vedette de nouvelles qui s'était fait renvoyer par son patron (Jean Dominique) pour tapage salarial et qui s'est vu attribuer le poste de directeur général de la TNH en 1991 et qui allait plus tard obtenir une fréquence de radio-diffusion sous Lavalas, qui ne cesse de s'en prendre à Préval et à Aristide en dépit du fait qu'ils ne sont plus au pouvoir? Donc, des ingrats, des parachutés, des admirateurs de judas qui se prennent pour le centre du monde alors qu'ils ne sont même pas le trou du cul de Port-au-Prince.

Au nom de l'antisémitisme, Adolph Hitler et ses colistiers dont le fameux Joseph Mengele, ont tué des millions de juifs particulièrement dans l'ex-allemande nazie durant la 2e guerre mondiale. Au nom de l'anticommunisme, François Duvalier et ses sbires dont les fameux Clément Barbot, Franck Romain, Luc Désir, ont broyé des dizaines de milliers d'Haïtiens hostiles à leur façon de diriger qui charriait le cannibalisme dans ses aspects les plus choquants. Au nom de l'anti-Aristidisme-lavalas, les GNBistes ont liquidé des centaines de compatriotes et en ont chassé des milliers pour avoir commis le péché mortel d'épouser les idées politiques de l'ancien prêtre catholique du nom de J. B. Aristide.

Dépourvus de manières, de raison et de civilisation, les GNBistes appliquaient, en 2004, ce que les lettrés appellent la justice des vainqueurs. Accompagnés de soldats étrangers, *Suite à la page (19)*

GUARINO FUNERAL HOME



*Serving the Haitian Community
for Over 30 Years*

9222 FLATLANDS AVENUE
BROOKLYN, NY 11236

718-257-2890

EMMANUEL FUNERAL HOME

"An Oasis of Peace"



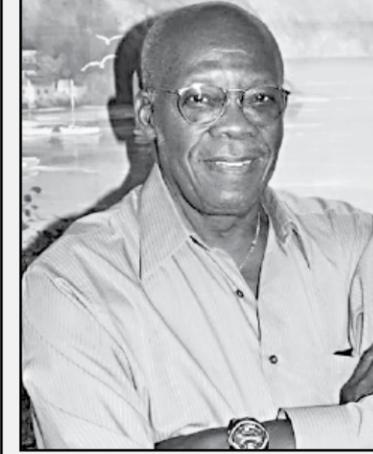
14300 West Dixie Highway, Miami, FL
110 South Dixie Highway, Lake Worth, FL

Fritz G. Duvigneaud
561.502.8244 • 561.588.0302
954.942.0056

Pasteur Enoch Milien
305.949.0603 or 6118
786.487.6836

Emmanuelfuneralhome@yahoo.com

DÉCÈS



Haïti Liberté annonce avec beaucoup de regret la nouvelle de la mort de Ludner Saint Vallière survenue le Mercredi 23 Janvier dernier à l'âge de 76 ans, des suites d'une défaillance cardiaque à l'hôpital de St Lucy County, Florida. Très connu dans le milieu sportif tant en Haïti qu'en diaspora, Ludner passe aussi pour un grand supporter du développement pour avoir formé des Clubs de football chez nous, tout comme avoir pris en charge des enfants délaissés de Port-au-Prince qu'il encadrait à travers un orphelinat qu'il parrainait. En cette douloureuse circonstance que nous prenons pour une perte sèche pour Haïti, nous envoyons nos condoléances émues à ses enfants : Kettly, Daphné, Anael et Taylor Saint Vallière ; ses frères: Jean, Frantz, Fritzner et Carlo Saint Vallière leurs enfants et familles ; à Robert et Kesner Louissaint leurs enfants et familles ; Ses soeurs : Maud Alphonse Joseph ses enfants et sa famille, Jocelyne Chérisier ses enfants et sa famille, Yvrose Lythus ses enfants et famille, Marie Lourdes Mentor, Marie France Guirand leurs enfants et familles; ses neveux et nièces : Lynda, Carline, Nathalie et Rachel Saint Vallière leurs enfants et familles; à Rueben, Jonas et Erick ; aux amis d'enfance Luchner et Marie Seney; Roosevelt, Nicole et Gladys Filsaimé; à Jeannot Paul, Wilner Prévil ; Aux familles SaintVallière, Joseph, Alphonse, Chérisier, Lythus, Mentor, Louissaint, Guirand, Seney, Filsaimé ainsi qu'à tous les autres parents et alliés que ce deuil afflige. L'exposition de la dépouille mortelle de Ludner Saint Vallière aura lieu le Vendredi 2 Février prochain de 8 heures à 10 heures AM à Grace Funeral Chapel, Lauderdale, Florida. Que son âme repose en paix. Pour information, sonnez **754 235 1640 * 954 554 4314**

Renforcement...

Suite de la page (4)

la Santé Publique et de la Population ; Charles JEAN-JACQUES, est nommé Ministre des Affaires Sociales et du Travail (remplace Josépha Raymond Gauthier) ; Josette DARGUSTE, est nommée Ministre de la Culture (remplace Jean Mario Dupuy) ; Régine GODE-FROY, est nommée Ministre de la communication (remplace Ady Jean Gardy) ; Yanick MÉZILE est nommée Ministre à la Condition Féminine et aux Droits des Femmes ; Jean Rodolphe JOAZILE, est nommé Ministre de la Défense ; Magalie RACINE, est nommée Ministre de la Jeunesse des Sports et de l'Action Civique (remplace Jean Roosevelt René) ; Jean François THOMAS, est nommé Ministre de l'Environnement (remplace Jean Vilmond Hilaire) ; Bernice FIDELIA, est nommée, Ministre des Haïtiens vivant à l'étranger (remplace Daniel Supplice) ; Ralph THÉANO Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé des relations avec le Parlement ; Marie Carmelle Rose Anne AUGUSTE, Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé des droits de l'Homme et de la lutte contre la pauvreté extrême ; Marie Mimose FÉLIX est nommée Ministre délégué auprès du Premier Ministre chargé de promotion de la paysannerie ; René JEAN-JUMEAU est nommé Ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de la Sécurité énergétique ; Réginald DELVA est nommé Secrétaire d'État à la Sécurité publique ; Philippe CINÉAS est nommé Secrétaire d'État à la Production végétale ; Michel CHANCY est nommé Secrétaire d'État à la Production animale ; Vernet JOSEPH est nommé Secrétaire d'État à la Relance agricole ; Ronald DÉCEMBRE est nommé Secrétaire d'État à la Réforme fiscale ;

Oswald THIMOLÉON est nommé Secrétaire d'État à l'Alphabétisation ; Marina GOURGUES est nommée Secrétaire d'État à la Formation professionnelle ; Gérald ORIOL est nommé Secrétaire d'État à l'intégration des Personnes handicapées et Robert LABROUSSE Secrétaire d'État à la Coopération externe.

Le duvalériste Emmanuel Ménard est également nommé Directeur général de la Radio-Télévision Nationale d'Haïti (RTNH). Ce remaniement ministériel n'est qu'un replâtrage, par lequel le gouvernement d'extrême droite de Martelly-Lamothe se renforce avec des duvaléristes et néo-duvaléristes notoires et zélés d'antan. On peut citer à titre d'exemple, le nouveau ministre de l'Intérieur et des Collectivités territoriales, David Bazile, un ancien militaire des Forces Armées d'Haïti (FAD'H), ancien secrétaire d'Etat à la Sécurité publique du gouvernement de facto Boniface/Latortue (2004-2006), conseiller du président Martelly et coordonnateur de la Commission Nationale de la Lutte Contre la Drogue (CONALD) et chef du parti duvalériste dénommé : « Parti de l'Unité Nationale (PUN) ».

Le nouveau ministre de la Jeunesse, des Sports et de l'Action civique, Magalie Racine, est la fille de l'ex-chef des miliciens (Tonton macoutes), Mme. Max Adolph et l'épouse de Georges Racine, Conseiller du président Martelly et homme fort du palais national. Le nouveau Directeur de la RTNH, Emmanuel Ménard, était autrefois un grand propagandiste de la dictature des Duvalier à la Radio Nationale, ancien Directeur de la Mairie de Delmas, Directeur de la Bibliothèque Nationale d'Haïti (BNH), conseiller du président Martelly.

Dans la lignée de la logique de la dictature d'extrême droite, ils sont venus renforcer l'idéologie dominante ma-

couto-bourgeoise contre le peuple. Des ministres ayant une très mauvaise presse ont été reconduits, tels : le ministre de la Justice et de la Sécurité Publique, Jean Renel Sanon, ancien militaire. Il fait l'objet de nombreuses critiques, surtout dans l'affaire de révocation du commissaire de gouvernement de Port-au-Prince, Jean Renel Sénatus et la nomination d'un prétendu avocat Fermo-Jude Paul comme juge d'instruction de la juridiction de la Croix-des-Bouquets pour libérer au su et au vu de tout le monde l'assassin de l'homme d'affaire haïtien à la frontière, Octanol Dérissaint. Il lui a en outre été reproché d'avoir une propension à légaliser la corruption dans le système judiciaire déjà très décrié par la population.

Le ministre des Travaux Publics, Transport, Energie et Communication, Jacques Rousseau était sur la sellette des parlementaires pour avoir accepté de signer des contrats illégaux et inconstitutionnels pour liquider les ressources minières du pays. Le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé des relations avec le Parlement, Ralph Théano est celui-là qui a prononcé des propos discriminatoires à l'endroit des députés de l'opposition au Parlement. Il a qualifié les députés du bloc minoritaire regroupés au sein du PRI de « Kamikaze » et d'enfants élevés dans une famille monoparentale. Par sa reconduction, Le Premier Ministre et le président assument la déclaration attentatoire contre les parlementaires. Ainsi, donc le gouvernement Martelly-Lamothe a déclaré la guerre aux parlementaires de l'opposition.

Outre, le choix idéologique maouto-bourgeois qui prédomine dans ce 4^e cabinet du pouvoir Tètkaletèt, le népotisme et la corruption ont remporté la palme au préjudice du mérite et des valeurs morales.

Par ses velléités d'instaurer une dictature d'extrême droite sur le peuple haïtien, le président Martelly a évoqué le mois dernier la possibilité d'écourter le mandat constitutionnel des dix (10) sénateurs élus pour six (6) ans : John Joël Joseph (l'Ouest) ; Wenceslas Lambert (Sud-Est) ; Francky Exius (Sud) ; Maxime Roumer (Grand'Anse) ; William Jeanty (Nippes) ; Jean Willy Jean-Baptiste (Artibonite) ; Desras Simon Dieuseul (Plateau Central) ; Moïse Jean-Charles (Nord) ; Méllius Hyppolite (Nord-Ouest) et Jean-Baptiste Bien-Aimé (Nord-Est). Tous ont prêté serment le 4



Josette Auguste Ministre de la Culture

septembre 2009 ; leur mandat constitutionnel arrivera à terme le deuxième lundi du mois de Janvier 2015. Le président Martelly voudrait à tout prix, réduire certains sénateurs au silence, particulièrement Moïse Jean-Charles.

L'intention du président Martelly a déjà déclenché des cris de protestation tant qu'à la Chambre haute qu'à la Chambre basse. Même des sénateurs proches du pouvoir kaletèt n'ont pas caché leur frustration. « J'ai parlé avec le Président et je lui ai dit, que c'était une mauvaise route. S'il a des conseillers, qui lui disent qu'il peut appliquer cette loi, je les mets au défi de me dire, que je n'ai pas raison, parce que lorsque l'on parle de disposition transitoire, c'est une chose qui est limitée dans le temps et ce temps est dévolu. J'ai dit au Président que je ne souhaitais pas qu'il insiste dans cette voie. Si on remet en question les mandats d'une catégorie d'élus, il faudrait remettre également en question le mandat de tous les élus (y compris celui du président) et on pourrait en arriver à une élection générale [...] » a indiqué le président du Sénat Desras Simon Dieuseul.

Le sénateur Wenceslas Lambert, proche du gouvernement Martelly-Lamothe, a exprimé son désaccord face à cette éventualité, rappelant que la Constitution, exige le respect du mandat de 6 ans des sénateurs. Bien qu'il soit convaincu que les propos du Président Martelly ne reflètent pas la position officielle du gouvernement, il met en garde celui-ci, contre toute tentative de réduction des mandats des Sénateurs, prédisant une nouvelle et grave crise politique.

Le député Emmanuel Fritz-Gerald Bourjolly, membre du bloc majoritaire pro-gouvernemental, affirme qu'il n'est pas du tout décidé à suivre le chef de l'Etat dans cette voie inconstitutionnelle et antidémocratique. Le parlementaire rappelle que le chef de l'Etat n'a aucune

autorité pour écourter le mandat des sénateurs. Ce serait contre les principes démocratiques, a-t-il dit, ajoutant que même s'il est membre de la majorité proche du gouvernement, il n'entend pas marcher dans cette logique. C'est également la position de son collègue Patrick Joseph.

Ce parlementaire estime que Michel Martelly confond une disposition transitoire avec la constitution et pense que sa volonté d'écourter le mandat des sénateurs prouve, une fois de plus, ses velléités dictatoriales dans le pays. L'élus de Saint-Michel/Marmelade estime que les discours du chef de l'Etat sur le développement du pays sont contredits par ses actes. Il appelle la population à rester vigilante pour faire échec au plan anti-démocratique du président.

De son côté, le député de Grande Saline Joseph Wilbert Deshommes dit espérer que le chef de l'Etat s'est déjà rendu compte de l'illégalité de son projet de mettre fin prématurément au mandat de certains parlementaires. Il a fait remarquer que les élections prévues en 2008 n'ont pu avoir lieu qu'en 2009 et, par conséquent, le mandat des élus concernés doit prendre fin en 2015. Il invite le chef de l'Etat à se rendre à l'évidence que le temps de la dictature est révolu.

Certains disent que le président Martelly manifeste maladroitement la volonté d'utiliser les dispositions transitoires de la loi électorale de 2008 contre les parlementaires, tandis qu'il refuse catégoriquement d'utiliser les dispositions transitoires de la constitution pour la formation d'un Conseil électoral provisoire pour organiser les élections.

Entre-temps la formation d'un Conseil électoral devant organiser les prochaines élections tarde toujours à venir. Les Religions pour la Paix se retirent de la partie. Les représentants du CSPJ installés au CEP refusent de se retirer. Le président Martelly continue dans ses manœuvres dilatoires en vue de conserver son poulain Josué Pierre-Louis à la tête du CEP dans la perspective d'un « kadejak » électoral contre la volonté populaire.

Donc, il est clair maintenant, que le pouvoir kaletèt du président Martelly passe à une vitesse supérieure dans son orientation politique et idéologique vers une dictature féroce néo-duvalériste. Son projet va faire face, inévitablement à la résistance populaire. Aussi, la lutte de classes doit se poursuivre jusqu'à la victoire finale.

MAXX TAX SERVICES & REAL ESTATE CONSULTANT CORP

Income Tax: Individual • Business

- Rapid Anticipation Check (RAC)

Real Estate: Residential • Commercial

- Condo • Coop • Rentals

Notary Public



Max W. Marcelin, Tax Consultant.
Cell: **718-954-5384**

Leonite Gourdet, Tax Consultant.
Cell: **718-207-3917**

Nou pale kreyòl!

1424 Flatbush Ave., Brooklyn, NY 11210
(Corner of Farragut Road)

718.576.6601

Receive a 20% discount on your tax preparation with this ad.

Suite de la page (4)

Parent ancienne maîtresse de Pétion-Ville. Au cas où les nouveaux responsables de la municipalité se retrouvent dans l'obligation de mener les mêmes actions sept années après est la preuve qu'elles n'ont pas donné de résultat. « Pour mener les opérations de déguerpissement des étalagistes une solide équipe de 60 brigadiers a été mobilisée. Des unités de la Police Nationale sont venues appuyer les éléments de la Brigade d'Intervention des Rues (BIR) », nous a confié l'ingénieur Mathieu qui réprimandait les motocyclistes stationnés à l'entrée de Morné Hercules. Cette mesure quoique vue d'un bon œil par plus d'un porte bien évidemment de graves préjudices à ces étalagistes qui s'y attendaient le moins. Le coté ambivalent d'une telle initiative est qu'elle a reçu la plus entière approbation des usagers de la voie publique. L'on est unanime à reconnaître que depuis tantôt trois années Pétion-Ville est devenue impraticable. « Selon moi, sans pour autant avaliser les exactions dont sont victimes les étalagistes, cette initiative est louable. La situation d'encombrement qui prévalait dans toutes les rues de Pétion-Ville a causé bien des fois des heurts inutiles qui ont souvent débouché sur des bagarres, des prises de gueule ou des arrestations ».

C'est ce qu'à fait savoir Bruno qui tout récemment a été mis aux arrêts par suite d'une altercation avec un inspecteur de police. Bruno expliquait que passant dans les parages de l'église Saint Jean Bosco, il avait été bousculé par un étalagiste. Ayant perdu son équilibre il est allé se cogner contre un inspecteur de police en civil qui l'avait traité d'escamoteur qui voulait subtiliser son portefeuille.

Des échanges de propos et des insultes qui s'en sont suivis il en était résulté l'arrestation pour quelques

heures de Bruno. Relocaliser ces marchandes est une chose. Leur permettre de trouver une place leur permettant de revendre leur pitance dans le respect de leur dignité est une autre paire de manche. Certains plus sceptiques n'ont reconnu dans cette initiative qu'un feu de paille. Passée l'euphorie du carnaval, Pétion-Ville va redevenir comme avant, c'est-à-dire encombrée et invivable.

Toujours dans la Commune de Pétion-Ville, la route en très mauvais état menant à Gérardreau par Diègue a été bloquée tôt dans la matinée du mardi 29 janvier pour la 3^{ème} fois consé-

cutive. Les riverains de ce quartier réclamaient à raison la réparation du tronçon menant de Dupont à Diègue, Kota, Madyowo, Doko, Métivier Duval et Greffin.

Ces travaux débutés sous l'administration de Madame Lydie Parent ont été interrompus avec l'arrivée de ces agents intérimaires. Selon l'un des protestataires, ils en ont assez des volutes de poussières grises qui les incommodent à longueur de journée et qui provoque une grippe suivie de fièvre. Mais au cours de la journée la route a été réouverte à la circulation.

LACROIX MULTI SERVICES

Tel: **718-703-0168** * Cell: **347-249-8276**

1209 Rogers Avenue, Brooklyn, NY 11226

www.lacroixmultiservices.com

- Income Tax • Electronic Filing
- Refund Anticipation Check (RAC)
- Direct Deposit - IRS Check
- Business Tax • Notary Public
- Immigration Services
- Translation, Preparation, Application, Inquiry letters
- 6 Hour Defensive Driving Course • Fax Send & Receive
- Resume • Property Management • Credit Repair



Haiti : Une économie de simulacres

Suite de la page (8)

200 000 élèves, celles plus audacieuses évoquent 430 000 élèves, mais le gouvernement voulant faire de la mauvaise propagande avance le chiffre de 1 000 000 de nouveaux élèves.

Ce chiffre d'un million d'élèves est d'autant plus fantaisiste que le gouvernement ne dispose que de 43 millions dans le budget et qu'au chiffre de 90 dollars de subvention par élève, cela nécessiterait un budget de 90 millions de dollars. Dans tous les cas de figure, l'opacité qui entoure le programme de scolarisation universelle, gratuite et obligatoire (PSUGO) reprend avec les pratiques d'impossibilité qui font qu'il ne pourra pas rendre compte. Élaboré en rupture avec tout ce qu'enseigne la planification, le PSUGO ne peut faire l'objet d'aucune évaluation sérieuse par une entité non étatique. De toute façon, aucun budget n'a été prévu pour telle évaluation et, le cas échéant, aucune firme compétente ne pourra être recrutée dans le respect des procédures de passation de marché.

Fondamentalement, les pratiques scabreuses qui ont lieu dans le secteur de l'éducation se retrouvent aussi dans les autres secteurs de l'économie. Qu'il s'agisse du commerce, de la finance, de l'emploi, de la santé, la réalité est en porte-à-faux par rapport à la propagande et aux vœux pieux exprimés dans les déclarations officielles. Généralement, il n'y a rien qui indique le développement d'une vision claire sur le long terme, seule capable de propulser l'activité économique, la croissance et le développement.

Des gestionnaires sans jugeote

Le plus grand simulacre du gouvernement actuel a été de déplacer les victimes du séisme des places publiques et du Champ-de-Mars pour les placer dans des conditions similaires ou pire dans des endroits moins fréquentés et qui échappent aux regards des visiteurs. C'est le cas avec les réfugiés qui étaient au camp du terrain de golf de Pétion-ville Club et qui ont été installés presque de force sur le terrain rocailleux et désertique de Corail-Cesselesse (13), à proximité de la Côte des Arcadins.

Ce déplacement de population s'est effectué sans la moindre planification, avec le même réflexe d'improvisation qui avait porté Préval à convertir le ranch de Jean-Claude Duvalier en port au lendemain de l'accident de la Fierté Gonaïvienne. Dans les deux cas, cela s'est fait au mépris de la vocation touristique de ce lieu de concentration hôtelière (Kalikou, Wahoo Bay, Indigo, Moulou sur Mer, Xaragua) et de tourisme. Préval n'ayant jamais accordé la moindre attention au tourisme comme source de revenus, cela se comprenait facilement jusqu'à 2011. Sans compter les avantages que cela lui procurait au chapitre de la démagogie.

Mais que dire du gouvernement de Martelly qui, tout en prétendant attirer les touristes, laisse s'étendre le processus de bidonvilisation qui étouffe la Capitale à la seule zone du pays dotée d'un minimum d'infrastructures touristiques ? Le faux-semblant n'a jamais été aussi loin. Seuls des gestionnaires sans jugeote peuvent effectuer de pareils choix sans se poser une seule question. Kettly Mars vient de décrire dans un roman vraiment poignant intitulé Aux frontières de la soif (14) les conditions extrêmes de vie et les perversions de tous ordres qui se développent à Canaan, un camp similaire à Corail-Cesselesse. On est vraiment loin de la terre promise !

Dans le dernier rapport sur la compétitivité dans le monde (15) pour l'année 2012, rapport établi par le groupe qui organise à Davos en Suisse le Forum Économique mondial chaque année, Haïti est classée 142e sur 144 pays, en baisse d'un cran par rapport à l'année précédente où elle occupait la 141e place. Si on peut comprendre qu'Haïti soit bon dernier (144e) au titre des infrastructures à cause du séisme de janvier 2010, on ne peut expliquer que par l'incompétence et la mauvaise foi des dirigeants qu'elle soit reléguée à l'avant-dernière place (143e) pour ce qui est des institutions. Cela se voit également pour des indicateurs sectoriels tels que l'éducation

où Haïti est classée la dernière (144e), l'innovation (143e), la sophistication dans les affaires (142e) et la finance (141e). Avec de tels résultats, il faut avoir autre chose dans la tête que de la matière grise pour oser aller s'afficher à Davos et ouvrir la bouche pour dire Haïti is open for business. Les gens qui s'amuse à écouter les CD 100%, 200% et 400% connaissent bien la nature de cette chose-là. Surtout s'ils ne se révoltent pas.

Le son de cloche n'est pas différent dans Doing business 2013 publié par la Banque mondiale (16). La mauvaise performance dénoncée dans cette publication est également manifeste. Des dix indicateurs considérés fondamentaux pour déterminer le climat des affaires, huit ont empiré ou n'ont pas changé en 2012, notamment le temps requis pour la création d'une entreprise, l'obtention d'un prêt, l'octroi d'un permis de construire, le commerce transfrontalier, l'exécution des contrats, le paiement des impôts, la protection des investisseurs et le transfert de propriétés.

Enfin, le gouvernement a violé les lois du pays en signant les récents contrats relatifs à l'exploitation des mines d'or et de cuivre dans le département du Nord (17). Selon le sénateur Jocelme Privert, « ces contrats sont illégaux et inconstitutionnels ». En effet selon la Constitution de 1987, « les accords, les traités, les conventions doivent être signés par le président de la République et approuvés par l'Assemblée nationale (18) ». Les gisements d'or, d'argent et de cuivre ont été estimés au moins à 20 milliards de dollars (19) dont Haïti s'en tirerait avec des redevances de 2,5%, un montant inférieur au 5% obtenu par d'autres pays pour des projets similaires (20). Les nouvelles négociations faites sans transparence avec d'autres compagnies n'ont pas amélioré fondamentalement les conditions surtout au niveau de la protection de l'environnement. Tout comme les contrats signés sous le gouvernement de Préval, ces derniers ne contiennent aucune mesure pour interdire l'utilisation de la technique de cyanuration. En effet le cyanure de sodium utilisé pour l'extraction de l'or est un poison qui peut polluer toutes les sources d'eau dans la zone utilisée.

En attendant que ces investissements donnent des résultats concrets, les dirigeants actuels risquent d'engager le pays dans une nouvelle spirale d'endettement. Comme ils ont recommencé avec le gouvernement Martelly après l'annulation d'une partie de la dette extérieure qui avait atteint 1 884 millions en 2009 (21). Voie étroite de la politique de surendettement dans laquelle le Japon, les États-Unis et les pays européens (France, Allemagne, Italie, Espagne) sont engagés avec une montagne de dettes atteignant respectivement 500%, 344% et une moyenne de 300% de leur PIB.

Les risques d'inflation inhérents à cette stratégie de désespoir n'inaugurent rien de bon pour les populations de ces pays. Mais aussi pour Haïti qui importe une partie grandissante de ce qu'elle consomme. Les dépenses pour les importations de produits alimentaires ont doublé entre 2001 et 2010, atteignant un sommet de 624 millions de dollars en 2008. Au cours de cette dernière décennie, les dépenses d'importation de produits alimentaires ont représenté une moyenne de 22% du total des importations. Ce qui laisse entendre des achats de produits alimentaires en 2012 dépassant celles de 2008.

Le défi lancé aux Haïtiens pour trouver une solution aux problèmes qui les assaillent est de taille. Il leur faut surtout un sens du consensus, de l'abnégation et de la confiance. Trois éléments qui sont sapés à la racine par les simulacres électoraux (22) extrêmement nuisibles pour la société haïtienne. Avec la nouvelle technique de contrôle de l'organisme électoral inaugurée par le populisme de pagaille, Haïti n'est-elle pas condamnée à vivre à vie dans ce que la malice populaire appelle, non sans trivialité, l'ère des kokorats ? L'exclusion n'a jamais été une bonne politique et ne peut en aucun cas créer la confiance pour porter les capitaux à s'investir. Les pratiques sectaires du gouvernement ne peuvent

que mettre plus de distance entre les Haïtiens et restent en marge du savoir nécessaire au développement.

Tableau 1. Hausse des prix des produits alimentaires (de Juin 2011 à Janvier 2013)

Produits	Prix (Juin 2011)	Prix (Janvier 2013)
Riz Tchako	18.33	20.83
Pois noir	26.67	40.83
Mais importé	18.33	25
Mais local	10	15
Petit mil	12.5	16.67
Sucre rouge	20.83	21.67
Huile	79.33	85.98
Spaghetti	17.5	20

Notes : Les prix sont en gourdes au marché de la Croix des Bossales et les six premiers produits sont en livre, l'huile de cuisine est en litre et le spaghetti est en sachet de 350 grammes.

Source : Commission Nationale à la Sécurité Alimentaire (CNSA), Prix de marché 2011 et 2013, P-au-P, 2011 et janvier 2013

(1) « Terramoto : Haiti, très anos depois do sismo, Haiti continua a sofrer », Jornal de Notícias, Lisboa, Portugal, 12 de Janeiro 2013. Lire aussi Deborah Sontag, « Rebuilding in Haiti Lags After Billions in Post-Quake Aid », New York Times, Décembre 24, 2012.

(2) Renata Giraldi, « Três anos depois, Haiti relembra terremoto », Brasil 24/7, 12 de Janeiro de 2013.

(3) Bill Quigley and Amber Ramanauskas, « Hundreds of Thousands Remain Homeless in Haiti Three Years After Earthquake », Haiti Liberté, January 8, 2013.

(4) Bill Quigley and Amber Ramanauskas, Haiti : Seven Places Where Earthquake Money Did, Common-Dreams.org, January 3, 2012

(5) « Still waiting for recovery », The Economist, London, January 5, 2013.

(6) International Monetary Fund, World Economic Outlook, Statistical Appendix, Washington, April 2012, p. B-14.

(7) Commission Nationale à la Sécurité Alimentaire (CNSA), Prix de marché 2011 et 2013, P-au-P, 2011 et 2013.

(8) Commission Nationale à la Sécurité Alimentaire (CNSA), Alerte à l'Insécurité Alimentaire, P-au-P, janvier 2013.

(9) Better Work Haïti, Better Work Haiti : 5th Biannual Report Under the HOPE II Legislation, ILO and IFC, 15/10/2012, p. 13.

(10) BRH, Rapport annuel, 2010, p.49.

(11) « peregrinations and the per diems alleged to be associated with them have become a source of mordant jokes. », « Still waiting for recovery », The Economist, London, January 5, 2013.

(12) Le dollar américain est égal à 41.50 gourdes.

(13) Janet Reitman, « Beyond Relief : How the World Failed Haiti », Rolling Stones, August 4, 2011.

(14) Kettly Mars, Aux frontières de la soif, Paris, Mercure de France,

2013.

(15) Klaus Schwab, The Global Competitiveness Report 2012-2013, World Economic Forum, Geneva, 2012

(16) International Bank for Reconstruction and Development, Doing Business 2013, Washington D.C., 2013.

(17) Danica Coto ans Evens Sanon, « Haiti awards gold, copper mining permits », Associated Press and News Tribune, Missouri, December 22, 2012.

(18) Roberson Alphonse, « Mines d'Or et de cuivre, les "contrats sont illégaux et inconstitutionnels" », Le Nouvelliste, 23 janvier 2013.

(19) Martha Mendoza, « Gold ! Haiti eyes potential \$20 billion bonanza », Bloomberg Businessweek, May 11, 2012.

(20) Haiti Grassroot Watch, « Haïti bon dernier dans la « course aux royalties », 31 mai 2012.

(21) International Development Association and International Monetary Fund, Haiti – Enhanced Heavily Poor Indebted Country (HPIC) Initiative, Washington, D.C., October 2009, p. 43.

(22) Leslie Péan, « A la source de nos simulacres électoraux », Alterpresse, 27 septembre 2010.

Radio Kiskeya 26 janvier 2013

Suite de la page (7)

Martelly lors de l'ouverture officielle de Caracol. Pourtant, le projet pose de nombreux problèmes : le choix de terres agricoles fertiles pour implanter la zone franche - et, en conséquence, l'expulsion des familles paysannes -, les lourds risques environnementaux et l'intervention de Sae-A, connue pour son mépris des droits des travailleurs. Actuellement, l'entreprise paierait moins que le salaire minimum - 300 gourdes par jour (un peu plus que 5 euros) - aux quelques centaines d'employés travaillant déjà à Caracol. Ceci est un problème crucial. En effet, la compagnie conditionne clairement sa présence et ses investissements au maintien de salaires « compétitifs » et à l'absence d'« obstacles » à son management.

Dans un tout récent rapport, la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH) notait que les expériences de zones franches « n'ont engendré aucun effet durable sur le développement » [3]. Pourtant, le dogme libéral constitue le ciment de la reconstruction du pays. Le tremblement de terre du 12 janvier 2010 a donc servi de catalyseur au projet Caracol, qui existait depuis plusieurs années déjà.

L'horizon de la reconstruction

La combinaison entre la politique toujours plus minimaliste de milliers d'ONG internationales présentes en Haïti et celle, maximaliste, du libéralisme de l'État et de la « communauté internationale », constitue-elle une division du travail réaliste ?

Dans son même rapport, la FIDH affirmait, à propos de la reconstruction : « Au total, on constate que très peu de solutions durables ont été apportées (...). Non seulement les réalisations sont très insuffisantes par rapport aux besoins, mais les solutions apportées sont provisoires et précaires et elles repoussent les problèmes dans l'espace et dans le temps plutôt que d'apporter des réponses durables » [4]. Le choléra, la malnutrition et l'analphabétisme sévissent alors qu'il n'y a ni politique d'éducation, ni politique de santé, ni politique agricole dignes de ce nom.

Jusqu'à quel point la « politique du moins pire » de l'humanitaire

fonctionne-t-elle « à côté » de la pire politique du libéralisme ? Les prix alimentaires ne cessent de grimper en Haïti et l'appel à l'aide alimentaire internationale est permanent. Pourtant, dans le même temps, une zone fertile et productive est de nouveau sacrifiée sur l'autel de la création d'un parc industriel et d'une zone franche. Aucune chance n'est laissée aux paysans haïtiens si le pays doit importer Ad vitam æternam des produits alimentaires subventionnés.

Haïti est ouverte aux affaires, de la même manière qu'elle est ouverte à l'humanitaire qui se substitue aux politiques publiques et sociales.

Lénine affirmait que l'Union soviétique socialiste, « c'est le pouvoir des soviets plus l'électrification ». Pour le paraphraser, nous pouvons dire que l'aide internationale à Haïti « c'est 10 000 ONG plus le parc industriel de Caracol ».

Les deux éléments composent l'horizon néolibéral du pays. Il ne s'agit donc pas de deux options distinctes ou d'une vision contradictoire, mais d'un nouvel alliage qui s'agglomère à partir des mêmes paramètres de catastrophe naturelle, de crise et d'urgence pour gérer de manière faussement apolitique une population réduite au statut de victime.

Notes

- [1] « L'école des dilemmes », entretien avec Rony Brauman (Médecins sans frontières). Réalisé par Michel Feher et Philippe Mangeot dans la revue Vacarme, n°34, 2006 (<http://www.vacarme.org/article486.html>).
- [2] <http://www.huffingtonpost.com/ruth-messenger/what-bill-clintons-me-cu>. Consulté le 10 octobre 2012.
- [3] Haïti : la sécurité humaine en danger, rapport de la FIDH (http://www.fidh.org/IMG/pdf/haïti_fr.pdf), page 20.
- [4] Ibid, page 12.

Ndlr. * **Frédéric Thomas**. Docteur en science politique, chargé d'étude au Centre tricontinental - CETRI (Louvain-la-Neuve).

Mémoire des lutes 22 janvier 2013

KATOU RESTAURANT

5012 Ave M
(Entre E. 51 et Utica)
10h am - 10h pm

Une innovation dans la cuisine haïtienne à Brooklyn
Tous les plats haïtiens réalisés par une équipe de cordons bleus recrutés sous la supervision de Katou
Griots - Poissons - Poissons Gros Sel - Dinde - Poulet - Cabri - Boeuf - Légumes
Bouillon le samedi - Soupe le dimanche - Bouillie de banane le soir
Appelez le **718-618-0920**
Livraison à domicile
Si vous avez du goût, vous ne lâcherez pas Katou Restaurant

kréole FLAVOR



Caribbean Cuisine
Catering & Take-Out
1738 Flatbush Avenue
Brooklyn, N.Y. 11210
718-258-0509

AMBIANCE EXPRESS



- Restaurant
- Fritaille
- Patés

**2025 Nostrand Avenue
(just off Farragut Road)
Brooklyn, NY**
General Manager: Marie S
718.434.4287

Colombie : les FARC interrompent la trêve !



Iván Márquez, chef de la guérilla au micro

Par Capitaine Martin

Après quelques mois de trêve ininterrompue, les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie) ont annoncé la reprise des opérations militaires. Les guérilleros accusent le gouvernement de ne pas avoir cessé la répression, démontrant de facto ne pas vouloir aspirer à une paix juste.

« C'est le cœur gros que nous devons admettre le retour de la guerre que personne ne souhaitait ». C'est ainsi qu'Iván Márquez, chef de la guérilla, concluait le cycle de pourparlers qui avait débuté depuis plusieurs mois avec le gouvernement colombien, accueilli pour l'occasion à La Havane. Le cessez-le-feu proclamé par les FARC le 20 novembre n'a donc plus cours.

Suite à la page (18)

El País publie une fausse photo de Chavez !



Un faux cliché à la Une d'El País. Le plus grand quotidien espagnol, El País, a publié à la Une de sa première édition, une fausse photo d'Hugo Chavez, président vénézuélien, hospitalisé à Cuba pour un cancer.

"Le secret de la maladie de Chavez", c'est le titre choc de la première édition d'El País...

El País, souvent comparé au Monde, se veut généralement bien informé sur Chavez. Mais le

Suite à la page (18)

La Fédération syndicale mondiale (FSM) dénonce l'intervention impérialiste française au Mali

La Fédération Syndicale Mondiale dénonce fermement l'intervention militaire du gouvernement Français « socialiste » de François Hollande au Mali avec l'appui d'autres forces impérialistes, sous prétexte d'intensification des conflits entre l'armée malienne et les organisations combattantes qui semblent lutter pour l'indépendance du nord-Mali en Azawad.

L'intervention militaire a été présentée comme une réponse à la demande du Président Malien, Dioncounda Traoré, un Président nommé à son poste après le putsch Militaire du



mois de mars.

Menée par les Français, dans leur ancienne colonie, cette

Suite à la page (18)

Bruno Rodríguez signale que le sommet CELAC-UE a eu des qualités mais qu'il a été décevant

Par Reynaldo Henquen

Le ministre cubain des affaires étrangères, Bruno Rodríguez, a signalé dans la capitale chilienne que le sommet de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et caribéens et de l'Union Européenne a eu des qualités, mais qu'il a été aussi décevant.

Dans des déclarations à des journalistes cubains, Bruno Rodríguez a cité, parmi les aspects positifs, l'engagement européen de donner une aide financière et matérielle à notre région pour pallier aux effets du changement climatique et sa condamnation de la loi Helms-Burton et du blocus économique des États-Unis contre Cuba et son application extraterritoriale. « Mais le Sommet a été décevant –a-t-il relevé– car l'Union Européenne a promis une alliance stratégique avec l'Amérique Latine et les Caraïbes dont on parle depuis 1999, mais qui ne se trouve que dans des documents et dans des rêves et pas dans la réalité.

Le ministre cubain des affaires étrangères a rappelé que nous, les Latino-américains et Caribéens, nous sommes d'une nature différente et que nous avons avec les Européens de grandes différences et des intérêts opposés dans



Bruno Rodríguez, le ministre cubain des affaires étrangères

bien de domaines, comme, par exemple, dans le cas des immigrants.

Bruno Rodríguez a enfin signalé qu'il est pessimiste en ce qui concerne la possibilité d'une association stratégique ou l'élimination des barrières au développement de notre région que constituent les politiques économiques de l'Union Européenne. Le ministre des affaires étrangères de Cuba, Bruno Ro-

dríguez, a ajouté que la grande presse chilienne a placé dans une situation embarrassante son gouvernement qui est l'hôte d'une rencontre multilatérale.

Dans des déclarations à des journalistes cubains qui couvrent ici les sommets de la CELAC, la Communauté des États Latino-américains et Caribéens et de l'Union Européenne, et celui de la CELAC, Bruno Rodríguez a confirmé que le Président cubain Raúl Castro s'est entretenu avec son homologue chilien, Sebastian Piñera et que leurs conversations ont eu une plus grande portée que celle reflétée par les médias.

Bruno Rodríguez s'est référé à la campagne qu'un secteur de la droite chilienne est en train de mener, en complicité avec la grande presse du pays, pour accuser Cuba de protéger de présumés terroristes.

Le climat d'hostilité envers Cuba a été fomenté par le Parti Union Démocrate Indépendante, parti au pouvoir, selon lequel les auteurs directs et indirects de l'attentat perpétré en 1991 contre l'ex sénateur Jaime Guzmán, politicien très lié à la dictature de Pinochet, se trouveraient à Cuba ou la visiteraient. « A qui profite le début de l'analyse de thèmes bilatéraux ? Comme je l'ai dit, nous aussi, nous aurions des problèmes à caractère bilatéral à poser et nous nous abstenons de le faire » a signalé Bruno

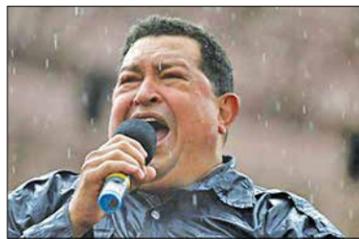
Suite à la page (18)

Le président Chavez entreprend une nouvelle phase de son traitement

Par Reynaldo Henquen

Le vice président exécutif du Venezuela, Nicolas Maduro a fait savoir que le président Chavez suit avec discipline son traitement et se dit satisfait de sa lutte pour sa santé et pour sa patrie.

Le vice président a expliqué qu'Hugo Chavez a conscience de la situation difficile qu'il a vécue, des complications de l'étape post opératoire, de tout ce qui se passe au Venezuela, qu'il suit les recommandations des médecins.



Hugo Chavez

Nicolas Maduro a fait savoir qu'Hugo Chavez a bon moral, l'optimisme de toujours dans la victoire

et qu'il est content de constater que la Patrie à laquelle il a dédié ses efforts et sa vie, va de l'avant.

Le vice président vénézuélien a expliqué qu'Hugo Chavez remonte la pente, que tous les indicateurs se stabilisent, le fonctionnement de ses organes. Il a expliqué qu'il a chaque jour plus de force pour entrer dans une seconde phase de rétablissement.

Nicolas Maduro a déclaré que le président Chavez est soigné par les meilleurs médecins, qui connaissent bien les traitements avancés et qui le soignent avec amour et dévouement.

DR. DAVID DERISSE
Dentiste Haïtien

- Fillings & Cleaning
- Implants
- Bad Breath
- Bleeding Gums

We accept Medicaid & most major insurance plans
Nou pale kreyòl

651 West 180th St.
New York, NY 10033
718-421-1480
212-923-0505

www.dentistdentistaplic.com
Serving NY, NJ, PA & CT Metro Area

Dr. Kesler Dalmacy

1671 New York Ave.
Brooklyn, New York 11226

Tel: 718-434-5345

Le docteur de la Communauté Haïtienne à New York

Joel H. Poliard
M.D., M.P.H.

Family and Community Medicine
Public health and Pediatrics

5000 N.E. Second Ave,
Miami FL, 33137
tel. (305) 751-1105

Suite de la page (3)

Dans le cadre de cette violence, la police a procédé à l'arrestation de deux suspects. Selon le juge de paix suppléant d'Anse à Galet, Musquet Julien qui a fait le constat du crime, ces deux hommes, qui sont en train d'être interrogés par la justice pourraient être élargis s'ils prouvent leur innocence dans ce

Suite de la page (18)

Ces derniers mois, en dépit des négociations qui étaient en cours, le gouvernement de Bogota n'avait de toute façon jamais cessé les opérations militaires et la répression contre la guérilla et les organisations de masse de la gauche colombienne, rendant vain ce qui se jouait au même moment à Cuba. C'est pour cela que le numéro deux des FARC, tout en annonçant la fin de la trêve, a demandé au gouvernement Santos une bilatérale en vue de rendre enfin concrets les efforts en vue d'aboutir à une solution négociée à la guerre civile, qui sévit dans ce pays d'Amérique latine depuis plusieurs années. « Si, pour quelque raison que ce soit, le gouvernement ne jugeait ni pertinente, ni nécessaire cette proposition, expliquait Iván Márquez, alors nous proposerions malgré tout un traité pour « encadrer » cette guerre... pour éviter davantage de souffrances à la population ».

Le président Juan Manuel Santos a admis lui-même une baisse importante du nombre d'actions des FARC, et concomitamment du nombre de morts et de blessés. Mais selon le chef de l'État, le cessez-le-feu n'a été que relatif et aurait comporté pas moins de cinquante-sept violations imputables à la guérilla. « Depuis la reprise des hostilités, a menacé encore Santos, tant la force publique que l'armée, tant les forces aériennes que la police savent parfaitement quoi faire ». Naturellement, Santos s'est bien gardé de rappeler que durant la phase de négociation entre les différentes parties, l'armée et la police ont procédé à de nombreuses actions armées, tuant pas moins de trente-cinq guérilleros et en arrêtant plusieurs dizaines. Sans parler de la répression

crime. Selon lui, Anse à Galet, saccagé par l'insécurité et la violence, pourrait être considéré actuellement comme commune de non-droit. Il a aussi responsabilisé les autorités du pouvoir central qui n'ont jamais rien fait pour améliorer la vie des habitants de cette commune.

Le commissariat qui travaille avec un personnel d'un seul policier devrait être fermé, a-t-il ajouté.

exercée sur les partis politiques, les syndicats et autres organisations de masse qui se sont mobilisés à travers le pays pour faire en sorte que ces négociations aboutissent à un changement politique, économique et social radical.

Le processus devant conduire à une situation apaisée commencé mi-octobre a repris la semaine dernière après une pause pour les fêtes de fin d'année. Un des principaux problèmes abordés sera la concentration des terres et la nécessité d'une réforme agraire en profondeur, ce qui avait d'ailleurs été l'une des principales causes du soulèvement armé des FARC en 1964. C'est précisément à La Havane que la délégation de la guérilla avait alors fait l'annonce, presque par surprise, de la fin de la trêve unilatérale de l'organisation colombienne qui compte des milliers de combattants et qui contrôle la moitié d'un pays grand comme deux fois la France.

Un des plus féroces adversaires d'un éventuel accord entre le gouvernement et l'opposition armée semble être le ministre de la défense Juan Carlos Pinzón, représentant de l'oligarchie et plus particulièrement de ces propriétaires fonciers, responsables de l'assassinat de dizaines de travailleurs et de syndicalistes, qui craignent désormais de perdre le pouvoir en même temps que leurs profits. C'était d'ailleurs ce même Pinzón qui déclarait la veille de la reprise des pourparlers le 14 janvier que « les FARC n'avaient jamais tenu parole », trahissant clairement la volonté de l'appareil d'État de continuer la guerre contre la guérilla et les organisations populaires.

Résistance 26 janvier 2013

Suite de la page (18) El País publie une fausse...

quotidien a publié, jeudi matin, une photo en gros plan d'un homme inconscient et intubé. Cet homme est présenté comme étant Hugo Chavez le président vénézuélien soigné pour un cancer à Cuba.

Problème : cette photo est un faux. En fait, l'homme n'est pas Hugo Chavez, mais un malade atteint d'acromégalie *. L'image est tirée d'une vidéo diffusée en 2008.

Reconnaissant une erreur, El País a arrêté la diffusion de sa première édition, remplacée par une autre avec un grand titre sur un vote du parlement catalan tandis que l'image disparaissait aussi de son site Web.

El País explique que la photo lui a été fournie par l'agence Gtrs avec laquelle le journal travaille depuis plusieurs années et qu'elle est restée une demi-heure seulement sur son site. Puis le journal s'excuse auprès de ses lecteurs en ajoutant qu'une enquête a été ouverte.

Pour sa part, Pedro J. Ramírez, le directeur du journal El Mundo, a indiqué sur son compte Twitter qu'on lui avait offert la photo mais qu'il avait refusé de publier une photo de Chavez intubé (ignorant que c'était un faux à ce moment-là).

Le gouvernement vénézuélien dans un communiqué dénonce fermement la publication du journal espagnol El País-

Communiqué

Le gouvernement de la République bolivarienne du Venezuela manifeste son plus grand rejet face à la publication d'une grotesque photo faussement attribuée à notre président Hugo Chavez à la une du journal espagnol El País.

Cette action téméraire, qui restera dans les annales de l'histoire comme une page honteuse du journalisme, s'inscrit dans la continuité des attaques systé-

matiques du pouvoir médiatique hégémonique international contre la révolution vénézuélienne et son président Hugo Chavez ; les journaux [espagnols] El País et ABC jouent souvent le rôle de fer de lance de cette campagne.

La publication d'une photographie d'un patient intubé dans un lit d'hôpital - tirée d'une vidéo réalisée en 2008 - pour l'associer au président Chavez a violé toutes les normes éthiques du journalisme ainsi que le manuel de style du propre journal El País, ainsi que les droits élémentaires inhérents aux patients et à l'être humain.

Le gouvernement vénézuélien entreprendra les actions légales pertinentes face à cette faute commise, qui ne se répare pas avec les maigres excuses que le journal El País a transmises à ces lecteurs. Dans un excès d'arrogance le journal a omis de transmettre ses excuses au président Chavez, aux membres de sa famille et au peuple vénézuélien, de la même façon que ce média de masse ne s'est jamais excusé pour son honteux soutien apporté au coup d'état du 11 avril 2002, à Caracas.

Ce rocambolesque épisode devrait servir de leçon à la presse du monde entier, particulièrement [la presse] vénézuélienne qui à maintes reprises a répété les mensonges de la presse-sans-éthique internationale. Nous déplorons que El País se soit abaissé au niveau du journal ABC.

Viva Chavez!

25 janvier 2013

Ndlr. * L'acromégalie est une maladie due à un trouble hormonal qui provoque une augmentation anormale de la taille des pieds et des mains et une déformation du visage au fil des années. Elle est due à une tumeur bénigne de la glande hypophyse, localisée dans le cerveau.

Suite de la page (6) Moun....

ki te kache anba 2 ou 3 matla. Komisè a fè konnen gen anpil nan bandi sa yo ki te rive sove, yo lage tèt yo nan twalèt ak nan kanal, men komisè a pa di si l te rive desann nan twalèt sa yo, al pran bandi yo.

Sa fè dezyèm gwo operasyon komisè gouvènman an, ki te genyen Lapolis ak sòlda fòs okipasyon Loni an ki te akonpanye l. Premye operasyon an te fèt nan katye popilè Belè nan dat samdi 12 pou louvri dimanch 13 janvyè 2013, lè sa komisè a te fè konnen yo arete 200 bandi. Malgre tout pil ak pakèt arestasyon sa yo komisè a pa janm prezante okenn zam li te sezi, sa montre malfini an plonje atè li pa jwenn pou l pran pay.

Se sa k fè plizyè abitan nan zòn Belè ak Delma 2 denonse komisè gouvènman an ki di li arete bandi yo nan zòn nan, dapre abitan sa yo, moun lapolis arete pa gen anyen pou wè a zak banditis, se yon pakèt inosan yo arete, menm yon moun fou ki rele Loudy, yo arete l pou bandi, genyen lòt se pase yo t ap pase nan zòn nan, nan moman sa a, menm elèv lekòl yo arete, paran yo

Suite de la page (6) Pèp ayisyen...

longè chak 2 tete Payan ak yon militid twou bò vant li. Nan chak twou yo gen yon gwo pye bwapen ki plante, anyen, anyen ankò.

Dapre sa m aprann, li te pase devan yon chanm (Nous approuvons). Kontra a ki siyen ak Reynold's la. Sa ki te rizib ladan l, pat gen yon depite ki te wè montan an. Sekrè ant jeyan aliminyòm ameriken an ak Papa Dòk. Ane te pase, ane te vini jiskaske Reynold's te leve lank li. Pat gen moun ki te konnen kote lajan kontra sa a te pase. Petèt se te kòmansman premye milyon Dòk la te voye sere nan Bank Swis. Pòv Gran Sid la, espesyalman Payan ki pa benefisyè anyen sou konpayi meriken an ki fin deboudara, ki kite pou li kòm souvni kèk vye bout fè ak kèk pye bwapen popilasyon an pa menm kapab al vann lavil menm lè epòk nwèl paske l pa gen wout.

Moyiz Jan chal, toujou menm kanpe nan Gran Nò a, y ap esplwate lò ak kuiv. Kilès ki ba yo dwa, ak kilès yo siyen kontra? Kisa ki estipile andedan kontra sa a? Egzekitif ak lejislatif. Li pa sa fèt kontra, sak te pase nan Gran Sid se sak pral pase nan Gran Nò a tou. Nou pòv, n ap toujou rete pòv paske esplwatè 1492 yo la ankò, yo

Suite de la page (18) La Fédération syndicale mondiale...

opération militaire a depuis été rejointe par la Grande-Bretagne, l'Allemagne, l'Union européenne ainsi que les États-Unis, le Canada et la CEDEAO. Tous ont déjà envoyé des troupes et des forces aériennes au Mali et ont apporté leur soutien, suivant la résolution de décembre du Conseil de sécurité des Nations unies.

Après le génocide au Rwanda et la destruction de la Libye, la France continue d'utiliser les bases militaires qu'elle conserve en Afrique afin de renforcer son rôle dans la compétition inter-impérialiste et de servir les intérêts de ses grands monopoles qui pillent les ressources les plus précieuses (or, uranium etc.)

Ce conflit monté par tous les belligérants est une nouvelle démon-

Suite de la page (18) Bruno Rodríguez signale que le sommet...

Rodríguez faisant référence aux pressions dont a fait l'objet le gouvernement chilien afin qu'il aborde cette question bilatérale au milieu des sommets. « Cependant, a ajouté Bruno Rodríguez, l'essentiel de la conversation n'a pas porté sur cela, bien que le thème ait été abordé.

« Pour rendre hommage à la vérité, il s'est agi d'un long entretien qui a duré, selon mes calculs, près d'une heure » a signalé le Chef de la diplomatie cubaine après avoir indiqué que le dialogue a été centré sur le transfert de la présidence de la CELAC du Chili à Cuba qui se fera demain au terme du sommet.

« Le Chili a exprimé toute sa disposition de continuer à travailler ensemble dans la tróika, c'est-à-dire, le

mande libérasyon prese prese inosan sa yo. Kèk abitan Delma 2 te denonse komisè Lucmane Delile nan divès medya nan kapital la : « Se yon pakèt ti malere, moun tèt pa dwat, elèv lekòl, moun ki t ap dòmi lakay yo, komisè a arete. Lè w gade, mwen gen yon ti bòfrè m, ki te vin wè yon sè m ki te akouche, li te sòti al achte yon medikaman pou li deyò a, lè l ap retounen, yo arete l, bat li, mwen montre ti bebe a, men lapolis anbake ale avè l ». « Se lekòl pitit mwen konn ale chak jou, se konmès m ap fè pou m peye lekòl l. Mwen tande gen lekòl gratis, m pa wè bagay sa a nan zòn lan. Men jodi a yo arete pitit mwen al fèmen nan prizon, m tande y ap voye l pakè, m pa konnen ak ki moun li pral jije. Mwen mande libérasyon pitit mwen pou l ale lekòl. Nou vin la a pou n denonse komisè gouvènman ki fè konnen li arete bandi yo, li kraze baz gang 117 la, n ap di manti, bandi yo te gentan kouri ak tout zam yo, e yo genyen gwo bwa deyè bannann yo. Se gade yo gade fason jenn gason abiye, ki mak mayo ki sou yo epi lage etikèt bandi sou yo, sa a se abi, se enjistis. Nou mande libérasyon tout inosan sa yo. ».

Se pa premye fwa abitan Belè yo denonse komisè a k ap mache arete inosan pou bandi al fèmen yo nan prizon.

Sitiyasyon sa a sanble tèt kale ak yon veritab represyon politik nan katye popilè, kote mas yo ap fè fas ak yon latrye pwoblèm tankou : chomaj, grangou, mizè, ensekirite, epidemi Kolera-Minus-tah lage nan peyi a, fatra k ap fè yo esplikasyon chak jou, blakawout elatriye. Kounye a se pèsekisyon ak represyon politik nan katye popilè yo. E, selon enfòmasyon abitan yo, chèf gang yo genyen trè bon relasyon ak gwo chabrak yo nan pouvwa kaletèt-Tètcale a. Genyen ladan yo k ap travay pou pouvwa a menm nan dyòb siveye rapòte.

N ap raple nan kad represyon ak pèsekisyon politik sa yo genyen 21 moun ki te sòti nan manifestasyon la polis te arete e k ap bwè prizon depi 16 desanm 2012.

Genyen plizyè santèn moun komisè gouvènman arete al fèmen nan prizon, ki pa gen anyen pou wè ak zak bandi yo ap komèt nan zòn lan. Se bandi legal ak gwo kriminel yo ki gen kontwòl bandi yo nan peyi a, k ap mache komèt tout zak kriminel pou yo. Tout moun konnen se yo kap taye banda nan pouvwa tètcale a, se ti malere k ap bat dlo pou fèbè, y ap pèsekite. Arestasyon gwo ponyèt sa yo se vyolasyon dwa moun nan katye popilè yo ak represyon politik.

la toujou. Yo la toujou pou yo souse mwèl ranplasan endyen yo. Yo la toujou kon di kawonabo paske y ap jwenn lòt Gwaryonès ki pou fè alyans ak yo. Ti moso pa ti moso y ap vann peyi san moun pa konnen. Yè se te lan Sid, jodi a se nan Nò, deman ap nan Lwès.

Enkwayab men vre. Kilès ki fè 2 vwayaj an Ayiti sou prezidan Clinton? Li pase l al KapWouj tou 2 fwa yo (93-98). Temwen m te ye paske mwen te dirèktè yon gwo lekòl nasyonal ki te gen nan kanton an. Avan m site non gwo kokennchenn gason sa a, mwen vle sitye lekòt yo kote Kap Wouj ye. Se yon ti zòn ki apeprè 1nèdtan ak vil Jakmèl sou moto.

Mouche Al Gore, 2 fwa vis prezidan, 1 fwa kandida pou chèz boure meriken an. Kisa l t al chache nan tèt mòn sa a ? Se pa pou l t al pote sipò l bay plantè kafè zòn sa a vrèman. Kòm anpil moun te pretann. Dapre sa grenn pwomennan di, se te yon zafè min ki te mennen l la. Nou pòv men nou entere-rese grann pisans yo.

Sa k te pase nan Gran Sid la, an n kole tèt nou ansanm pou l pa pase nan Gran Nò a tou.

Jean Sorel Pompée

ne vise qu'à sauvegarder et intensifier le pillage des ressources les plus précieuses qui appartiennent au peuple et devraient être utilisées pour satisfaire ses besoins.

Enfin, nous lançons un appel aux fédérations syndicales, avant tout des pays belligérants, afin qu'elles dénoncent et agissent contre la participation de leurs gouvernements à cette guerre. La position de chaque syndicat sur la question des guerres impérialistes est cruciale et constitue un critère pour juger du type d'organisation auquel on a à faire. Les travailleurs des pays impérialistes doivent exprimer leur solidarité internationale avec leurs frères d'autres pays.

Traduction JC pour solidarité-internationale 27 janvier 2013

veut privilégier un climat constructif, hospitalier comme celui qui est toujours garanti à La Havane aux délégations qui visitent l'île et en particulier le climat que mérite un sommet aussi important que celui de la CELAC « Cuba a un devoir spécial car elle va recevoir demain la présidence de la CELAC et elle doit donc avoir un comportement très respectueux, très constructif » -a-t-il signalé. Rodríguez a lancé une mise en garde à faire la sourde oreille à certaines campagnes de secteurs liés aux épisodes de la dictature militaire qui a ensanglanté le Chili et qui a fait plus de 40 000 morts, disparus et torturés.

Radio Habana Cuba
28 janvier 2013

Interview...

Suite de la page (13)

pendant toute la session, a participé à la prise de décision là-bas, a été inclus dans des comités de travail. C'est ainsi que doit être la vie démocratique. On reconnaît les mandats, la Constitution, les lois et on travaille. C'est l'une des raisons pour lesquelles l'extrême droite tente de le faire chanter, lui ainsi que les autres gouverneurs venus à la session. L'extrême droite veut délégitimer le gouvernement du président Chávez et ils projettent une violente insurrection pour renverser le gouvernement. Ce sont les délires d'une extrême droite qui vit au sein de l'opposition et impose parfois son discours, la ligne politique et tout.

José Luis Paniagua: Vice-président, l'opposition a appelé à une marche le 23 Janvier et le gouvernement a décidé le même jour de convoquer une autre marche. N'est-ce pas risquer une sorte de confrontation? N'est-ce pas un risque, une marche le même jour?

Nicolás Maduro: Non, le 23 Janvier est une date emblématique dans l'histoire contemporaine du Venezuela, et si vous voulez bien vérifier, nous avons tous toujours eu, le 23 Janvier, des activités impliquant une mobilisation massive de la population, tout comme l'opposition. Il s'agit d'une occasion pour l'opposition de s'exprimer, comme elle l'a toujours fait, avec des marches, des manifestations publiques assorties de toutes les garanties. Ils sont les bienvenus dans les rues, et nous autres également. Faisons de ce jour-là une grande mobilisation qui se terminera dans le quartier appelé "23

Janvier" 23», qui est l'une des rues emblématiques de la ville de Caracas. Nous faisons ce que nous devons faire, récupérer l'esprit civique-militaire qui a renversé la dernière dictature qui existait au Venezuela et converger vers l'endroit où nous étions. Nous disons que l'esprit du colonel Hugo Trejo et du journaliste Fabricio Ojeda, des dirigeants militaires et civils de cette insurrection civilo-militaire qui a renversé la dictature est vivante et fait partie de l'esprit avec lequel le président Chávez - en tant que commandant, le 4 Février 92 - a pris les armes contre le Fonds monétaire international. Il fait partie de l'esprit de la révolution bolivarienne. Nous avons le droit de le faire. L'opposition revendique également cette date. Qu'elle soit la bienvenue. Nous avons toutes les garanties pour mobiliser et manifester dans notre pays.

José Luis Paniagua: Je voudrais parler des déclarations que vous avez faites récemment faites au sujet de léger réchauffement des relations que nous avons vu avec le gouvernement américain. Prévoyez-vous une amélioration des relations qui pourraient éventuellement conduire à un retour des ambassadeurs dans les pays respectifs?

Nicolás Maduro: Eh bien, le président Chávez nous a donné des ordres précis ceux qu'il a donnés à son nouveau ministre des Affaires étrangères, notre cher camarade Elías Jaua, (également vice-président de la sphère politique), à savoir que nous sommes toujours prêts à avoir des relations basées sur le respect et l'égalité

entre les Etats et les États-Unis. Nous avons toujours dit que tôt ou tard l'élite dirigeante des Etats-Unis - l'élite qui dirige le dispositif militaro-industriel, l'élite médiatique qui est le vrai pouvoir aux Etats-Unis, l'élite qui mène ses différents gouvernements, aujourd'hui l'administration Obama, doivent apprendre à reconnaître la nouvelle indépendance qui existe en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle doit céder la place à une nouvelle relation de respect. L'Amérique latine et les Caraïbes ne sont plus l'arrière-cour des États-Unis. L'Amérique latine a pris son propre chemin dans les questions économiques, les questions politiques, dans la récupération des gloires de notre indépendance, culturellement, et sur le plan éducatif.

Nous avons une identité qui a permis un pas dans la fondation de l'Union des nations sud-américaines, UNASUR, la Communauté des pays d'Amérique latine et des Caraïbes, CELAC, ALBA, Petrocaribe. Il y a une autre réalité et dans cette nouvelle réalité, nous sommes toujours prêts à avoir de bonnes relations avec les gouvernements des États-Unis - à tout moment, mais toujours sur la base d'un respect absolu, la non-intervention dans les affaires intérieures de notre pays. Nous avons également dit que l'humanité tôt ou tard verra - dans les décennies à venir - le déclin de la puissance hégémonique impériale exercée par les élites des États-Unis au cours des 150 dernières années. Le monde à venir doit être un monde multipolaire, multipolaire, multicentrique, sans hégémonie impériale - un monde de paix



et de respect pour le droit international, le respect du droit au développement économique et social et à la vie des peuples du Sud. Le respect du droit à l'indépendance, à la démocratie, à la vie. C'est ainsi que doit être le monde, ce monde pour lequel nous luttons et le président Chávez a apporté de grandes contributions en tant que force motrice intellectuelle créatrice de ce monde qui est en train de naître.

José Luis Paniagua: Laissez-moi finir en vous posant des questions sur les relations avec l'Espagne. Comment sont les relations avec le gouvernement de Mariano Rajoy?

Nicolás Maduro: Ce sont des relations respectueuses, de bonnes relations. Nos ambassadeurs à Madrid et l'ambassadeur d'Espagne au Venezuela entretiennent des relations étroites avec le gouvernement, notre gouvernement. Nous espérons que ces caractéristiques de nos relations persistent. L'Espagne est confrontée à une période très difficile, d'un point de vue économique. Nous souhaitons le meilleur pour le peuple espagnol, le meilleur du fond de nos cœurs. L'Espagne est dans notre histoire, ce à cause de nombreuses circonstances et nous avons un grand amour pour l'histoire de l'Espagne, de la vie en Espagne, de la lutte des Espagnols et avons un grand respect pour la culture espagnole, l'identité de l'Espagne. Nous espérons des rela-

tions avec les entreprises qui ont une vie importante ici ... L'Espagne a de grands investissements pétroliers ici qui garantissent de l'énergie pour les 100 prochaines années. Comme l'a dit le président Chávez, c'est ici la sécurité énergétique de l'Espagne, ici, sur le sol vénézuélien, en pétrole, gaz. Nous espérons que cela reste ainsi et que viennent de nouveaux investissements. Telefónica est ici. Il y a de grandes entreprises. Puissent-elles continuer à venir et continuer à travailler ensemble sur la base du respect et du bien-être des deux pays et deux continents.

L'Amérique latine et les Caraïbes ont pris un chemin distinct après s'être débarrassés des formules néolibérales du FMI et de la Banque mondiale. Nous les rejetons parce qu'elles nous ont conduits à la misère, la faim, l'indigence, l'arriération. L'Europe a sa propre façon. L'Espagne et l'Europe ont leur façon. Nous respectons la voie de l'Europe et élevons un grand cri de respect pour le peuple espagnol.

José Luis Paniagua: Merci vice-président.

Nicolás Maduro: Je vous remercie.

Réseau Voltaire 17 Janvier 2013
Texte original en espagnol
Traduction en English :
Joe Emersberger
Traduction en Français :
Haiti Liberté

Directory Classified

Tel: 718-421-0162
 editor@haitiliberte.com

ADOPTION
 Pregnant? Anxious? Get FREE, no-pressure, confidential counseling, guidance, financial assistance at our licensed agency; if adoption is your plan, choose from loving, pre-approved families. Call Joy: 866-922-3678. www.ForeverFamiliesThroughAdoption.org.

BUYING/ SELLING
 Gold, gold coins, sterling silver, silver coins, silver plate, diamonds, fine watches (Rolex, Cartier, Patek), paintings, furs, estates. Call for appointment 917-696-2024 JAY

DRIVERS
 CDL-A. TEAM WITH TOTAL .50c/ Mile. For Hazmat Teams. Solo Drivers Also Needed! 1 year experience required. 800-942-2104. Extension: 7308 or 7307. www.TotalMS.com

HEALTH
 BUY REAL VIAGRA, Cialis, Levitra, Staxyn, Propecia & more... FDA- Approved, U.S.A. Pharmacies. Next day delivery available. Order online or by phone at viamedic.com, 800-467-0295

HELP WANTED
 Driver- \$0.03 quarterly bonus, plus \$0.01 increase per mile after 6 and 12 months. Daily or weekly pay. CDL-A, 3 months current exp. 800-414-9569 www.driveknight.com

HELP WANTED
 HOME HEALTH AIDES: Immediate Work! Free Training-Nassau/Suffolk. Sign-on Bonus, Paid Vacation, Paid In-Service, Direct Deposit...Nassau 516-681-2300, Queens 718-429-6565, Suffolk 631-654-0789, Bronx 718-741-9535

HELP WANTED

DRIVERS- HIRING EXPERIENCED/ INEXPERIENCED TANKER DRIVERS! Earn up to \$.51/mile! New Fleet Volvo Tractors! 1Year OTR Exp. Req.-Tanker Training Available. Call Today: 877-882-6537 www.Oakley-Transport.com

LAND FOR SALE
 2- COUNTY LAND LIQUIDATION! Bank Repos, Farm Estates, Short Sales. 3- 38 acres from \$9,800! Streams, views! Build hunt, invest! Easy drive from NYC. Terms available! (888)905-8847

LEGAL
 DIVORCE or annulment in as little as one day. Over 50 years experience. 100% guarantee. From \$995. All information at www.divorcefast.com

OUT OF STATE REAL ESTATE
 Exeter, NH: 55+ New homes from \$69,900-\$129,000. 2br/2ba Along Scenic Exeter River. 7 miles to ocean, 50 minutes to Boston! 603-772-5377 or email exeterivelanding@comcast.net

OUT OF STATE REAL ESTATE
 Sebastian, FL: Affordable custom factory constructed homes \$45,900+, Friendly community, No Real Estate or State Income Taxes ,minutes to Atlantic Ocean. 772-581-0080, www.beach-cove.com. Limited seasonal rentals

SERVICES
 Cellini Chair Doctor. Refinishing, Re-upholstery, Drapery, Chairs, Tables, Bedrooms, Diningrooms, Custom Upholstered Headboards, Valences, Cornices & more. Over 50 years experience. FREE ESTIMATES call 347-627-5273.

VACATION RENTALS

DAISLEY INSTITUTE
 2172 Flatbush Ave., Brooklyn, NY
718-377-4070

TRAIN TO BECOME A HEALTH PROFESSIONAL IN 4 WEEKS TO 8 MONTHS

NURSE AIDE	\$685
HHA	\$520
PCA/HOME ATTENDANT	\$300
MEDICAL ASSISTANT	\$6000
PHARMACY TECH	\$900
EKG & PHLEBOTOMY	\$690
NURSE TECH/ PATIENT CARE TECH/PCA	\$690

Having difficulty passing the New York Nurse Aide Exam? Try our Nurse Aide Exam Prep Course...\$2500
 Morning, evening & Saturday classes, loans available.
Call 718-377-4070
 OCEAN CITY, MARYLAND. Best selection of affordable rentals. Full/ partial weeks. Call for FREE brochure. Open daily. Holiday Real Estate. 1-800-638-2102. Online reservations: www.holidayoc.com

WANTED
 CASH for Coins! Buying ALL Gold & Silver. Also Stamps & Paper Money, Entire Collections, Estates. Travel to your home. Call Marc in NYC 1-800-959-3419

WANTED TO BUY
 WE BUY ANYTHING OLD. Costume Jewelry, fountain pens, old watches, world fair and military items. Cigarette lighters, anything gold. Call Mike 718-204-1402.

Suite de la page (14)

ces loubards ont mis en pâture de nombreux proches du gouvernement lavalas démocratiquement installé mais qu'ils ont renversé par les armes. Citons pour l'histoire le père Gérard Jean Juste qu'ils ont lapidé à l'église St Pierre de Pétiouville à l'instar des voyous de l'organisation criminelle FRAPH assistés de l'armée zenglendo qui avaient exécuté froidement le riche militant politique Antoine Izmeri à l'église du Sacré-coeur de Turgeau le 11 septembre 1993. Joignant l'audace à l'arrogance, les massacreurs de 2004 se cherchent une certaine virginité politique en essayant d'enterer la vérité malgré les images photos et vidéo que détiennent les témoins de leur massacre.

Partisans de la pensée unique depuis toujours, ils continuent de mentir sans vergogne à la face du monde. Menteurs qu'ils sont et qu'ils ont toujours été, ils ne vont pas renoncer à cette tactique qui consiste à mentir pour masquer leur forfaiture contre la patrie, l'année du bicentenaire de l'indépendance nationale. Comme les macoutes, les GNBistes n'ont rien à se reprocher. Ils sont vierges comme Marie. Pourtant, le couteau avec lequel ils ont égorgé tout un pays au nom de la défense de leurs intérêts personnels et de classe, est encore mouillé du sang des défunts et des rescapés. Et le pire est qu'ils n'ont ni âme ni conscience par rapport à autant d'atrocités qui portent leur signature. Et la preuve est qu'ils continuent de baver sur les cadavres. Les GNBistes, seraient-ils alors des nécrophages avant même d'être des destructeurs ?

VENUS RESTAURANT

Specializing in Caribbean & American Cuisine

We do Catering Available for all Occasions Fritaille etc..

670 Rogers Avenue (Corner of Clarkson Ave) Brooklyn, NY 11226

"Venus, l'endroit idéal!"
718-287-4949

NOUS LES AMIS RESTAURANT

Haitian & American Cuisine
 "A Taste of the Caribbean Right Here in Flatbush"

We Do Catering

2187 Clarendon Road (just off Flatbush Avenue) Brooklyn, NY 11226
347.627.9425



**Grand Dîner de Solidarité
Avec Haiti Liberté**

**Samedi 27 Avril 2013, au Lady of Miracle's Auditorium
Situé au 741 East 86th Street Brooklyn, NY
entre Glenwood et Flatland Aves
De 9h du soir à 3h du matin.**

Animation : Rétro Band

Vous êtes tous invités à venir nous soutenir par votre participation, particulièrement tous ceux là touchés par l'ampleur de notre travail et qui sont conscients des difficultés que nous éprouvons à faire paraître ce journal d'indéfectible défense du peuple haïtien.

Admission : \$50.00 par personne Information : 718-421-0162



**Saint-Valentin
En poésie et en chansons**

Dimanche 10 Février, poètes et artistes sont invités à venir déclamer leurs poèmes d'amour à l'occasion de la Saint-Valentin, avec la participation des poètes Jean-Claude Cajou, Paul Tulcé auteur de « Konfesyon » et tant d'autres.

A partir de 6h PM Entrée libre !
Local de Grenadier Books et Haiti Liberté Information 718-421-0162
1583 Albany ave Brooklyn, NY 11210

**SHIP YOUR CAR FROM
NYC TO HAITI:**

**ONLY
\$1,450**
(INCLUDES APN PORT FEES)

RECEIVE
A SPECIAL GIFT
WHEN YOU BRING THIS
AD WITH YOUR
SHIPMENT.



THE ONLY FREIGHT COLLECTOR IN NEW YORK THAT OWNS THEIR SHIP (M/V GREY SHARK)

DEVON SHIPPING INC.

• CARS • TRUCKS • TRAILERS
• BUSES • CONSTRUCTION EQUIPMENT
ROLL-ON • ROLL-OFF

DELIVERIES RECEIVED OPPOSITE 115 VAN BRUNT ST., BROOKLYN, NY RED HOOK CONTAINER TERMINAL	HOURS: • MON-FRI 8AM - 5PM • SAT-SUN 9AM - 3PM NOU PALE KREYÒL 718-243-2929
---	---

Kita Nago arrive à Ouanaminthe !

Par Tercier Daniel et Wendel Polynice

Kita Nago, (*Bwa a*) a atteint ses objectifs : en 27 Jours il a parcouru un trajet de 700 kilomètres porté par des milliers d'Haïtiens des classes laborieuses marchant à pied, depuis Les Irois dans le département de la Grande-Anse jusqu'à Ouanaminthe département du Nord-Est. Des milliers de personnes ont accueilli la caravane et ont surtout voulu voir le *bwa*, le toucher, d'autant qu'il symbolise, selon les organisateurs, la concertation et la solidarité entre les Haïtiens. Des personnalités n'ont pas raté cet événement, ainsi l'économiste Nesmy Manigat, l'artiste Barbara Guillaume, les sénateurs Jean-Baptiste Bien-Aimé, Francisco de la Cruz, pour ne citer que ceux-là.



Le tronc d'arbre acajou reflète un symbole d'union, de résistance, un appel à la solidarité, à la conscience et à l'amour patriotique

Ce tronc d'arbre acajou reflète un symbole d'union, de résistance, un appel à la solidarité, à la conscience et à l'amour patriotique comme l'a rappelé l'économiste Nesmy Manigat : « aujourd'hui, la suite de cette longue marche non partisane de 700 km pour l'unité nous interpelle tous comme collectif et également à titre individuel ». On peut rencontrer un tel *kajou* par exemple à Métivier, un quartier de Pernier, septième section Bellevue Charbonnière, Commune de Pétiion-Ville en Haïti. Il mesure 3,10 m de haut 0,36 m de diamètre.



Selon l'initiateur de ce mouvement populaire, les fils et filles d'Haïti avaient pour mission de se mettre ensemble, de joindre leurs forces pour faire sortir Kita Nago des Irois dans le département de la Grande-Anse et le transporter à Ouanaminthe département du Nord-Est.

Celui qui porte le nom de Kita Nago a été abattu dans le Sud du pays, plus précisément aux Irois. Des milliers de personnes ont accueilli ce tronc d'arbre de 500 kilos, dimanche 27 janvier, à Ouanaminthe, après sa traversée de 45 communes et 7 départements. Il est arrivé à destination pour servir de catalyseur rassemblant la société haïtienne une fois de plus pour l'atteinte d'un objectif commun : constituer une chaîne de solidarité et d'amour patriotique pour un éveil de la conscience nationale haïtienne dans l'intérêt de l'humanité. Selon l'initiateur de ce mouvement populaire, les fils et filles d'Haïti avaient pour mission de se mettre ensemble, de joindre leurs forces pour faire sortir Kita Nago des Irois dans le département de la Grande-Anse et le transporter à Ouanaminthe département du Nord-Est. Ce monument chargé de symbolisme avait quitté les Irois le 1er janvier 2013 pour finalement arriver à Ouanaminthe.



Une foule à Ouanaminthe assistant à cet événement d'unité et de solidarité

La majorité des citoyens haïtiens vivant en Haïti et dans la Diaspora ont partagé l'idée positive de cette initiative selon laquelle la solidarité patriotique est incontournable pour le développement de l'âme Haïtienne sur le plan social, économique et politique, c'est ce que croient aussi tous les secteurs. Les entrepreneurs, les universitaires, les écoliers, les petits commerçants dans la vie nationale ont parlé à l'unisson, d'une seule voix, pour saluer Haïti Kita Nago et partager les

mots de remerciement aux initiateurs de ce mouvement populaire hautement patriotique. Haïti autrefois perle des Antilles, aujourd'hui abîmée, maltraitée par nos dirigeants Haïtiens, doit renaitre qu'il pleuve ou qu'il tonne. Malheur à nos politiciens malhonnêtes, corrompus et corrompés, sans conscience morale patriotique qui voudraient nous faire croire qu'eux aussi appuient et partagent l'idée positive du Kita Nago ! Ils mentent. Ce sont des hypocrites.

FADKIDJ VARIETY STORE
TAX SERVICES

**GET YOUR MONEY BACK
THE WAY YOU WANT IT.**

CERTIFIED TAX PREPARATION
MULTIPLE PREPARERS:
NO WAIT!
CONVENIENTLY LOCATED.

• PREPAID MASTERCARD
• REFUND CHECK
• DIRECT DEPOSIT
• MAIL

13886 West Dixie Highway, North Miami, FL 33161
305.492.3149